

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail,  
de l'emploi  
et de la santé

Ministère de l'agriculture,  
de l'alimentation,  
de la pêche, de la ruralité  
et de l'aménagement  
du territoire

BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2011/36 DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2011

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi et de la santé .....	1
Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.....	143

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

---

# CONVENTIONS COLLECTIVES

## SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2011/36

### AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
<b>Alimentaires (industries) : accord du 20 juin 2011 relatif à la formation professionnelle ....</b>	4
<b>Ameublement, bois, matériaux de construction et intersecteurs papiers-cartons (industries) : accord du 29 juin 2010 relatif au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels .....</b>	22
<b>Ameublement, bois, matériaux de construction et intersecteurs papiers-cartons (industries) : accord du 29 juin 2010 relatif aux statuts de l'OPCA .....</b>	37
<b>Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie : avenant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 à l'accord du 26 janvier 2005 relatif à la désignation d'un OPCA .....</b>	42
<b>Bois (importation) : accord du 29 septembre 2010 relatif à la collecte des contributions de la formation professionnelle continue .....</b>	46
<b>Bois (construction et fabrication) : accord du 26 octobre 2010 relatif à la collecte des contributions de la formation professionnelle continue.....</b>	50
<b>Bureaux d'études techniques : accord du 15 juin 2011 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie .....</b>	54
<b>Carrières et matériaux (industries) : accord du 15 septembre 2010 relatif à la collecte des contributions de la formation professionnelle continue.....</b>	61
<b>Carrières et matériaux (industries [Poitou-Charentes, ouvriers, ETAM]) : accord du 15 juin 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 .....</b>	66
<b>Chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et plasturgie (industries) : accord du 22 décembre 2010 relatif à la création d'un OPCA .....</b>	69
<b>Chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et plasturgie (industries) : accord du 22 décembre 2010 relatif à la répartition des mandats.....</b>	83
<b>Coopératives de consommation : accord du 1<sup>er</sup> avril 2011 relatif à la désignation d'un OPCA .....</b>	85
<b>Fonds d'assurance (formation des salariés des PME) : accord du 6 juillet 2011 relatif à l'AGEFOS.....</b>	88
<b>Fonds d'assurance (formation des salariés des PME) : avenant n° 1 du 6 juillet 2011 relatif à l'AGEFOS.....</b>	102
<b>Fonds d'assurance (formation des salariés des PME) : avenant n° 3 du 6 juillet 2011 relatif aux statuts de l'AGEFOS .....</b>	103

<b>Formation professionnelle tout au long de la vie (OPCALIA) :</b> accord du 11 juillet 2011	111
<b>Jeux, jouets (industries) :</b> avenant n° 53 du 4 juillet 2011 relatif à la désignation d'un OPCA.....	121
<b>Métallurgie (Pyrénées-Atlantiques et Seignanx) :</b> accord du 12 juillet 2011 relatif aux rémunérations effectives garanties pour l'année 2011.....	123
<b>Panneaux à base de bois (industrie) :</b> accord du 30 juin 2010 relatif à la formation professionnelle continue .....	126
<b>Papiers-cartons (intersecteurs) :</b> accord du 25 octobre 2010 relatif à la collecte des contributions de la formation professionnelle continue.....	129
<b>Roquefort (industrie) :</b> accord du 30 juin 2011 relatif aux salaires au 1 <sup>er</sup> juillet 2011.....	132
<b>Sanitaire, social et médico-social (établissements) :</b> accord du 27 juillet 2011 relatif à la création d'un OPCA.....	134
<b>Spectacles vivants (entrepreneurs et artistes de variétés) :</b> accord du 27 avril 2011 relatif aux salaires et aux indemnités pour l'année 2011 .....	136
<b>Sport :</b> avenant n° 62 du 5 juillet 2011 relatif à la désignation d'un OPCA .....	140
<b>Tracteurs et matériels agricoles (commerce et réparation) :</b> accord du 21 juin 2011 relatif à la désignation d'un OPCA.....	141

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES ALIMENTAIRES,**  
**COOPÉRATIVES AGRICOLES ET SERVICES ASSOCIÉS**

---

ACCORD DU 20 JUIN 2011  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
NOR : ASET1151196M

Entre :

Les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans les branches des secteurs des industries alimentaires, de la coopération agricole et des services associés ci-dessous :

Au titre des industries alimentaires :

- L'association des entreprises de produits alimentaires élaborés ADEPALE ;
- L'association des brasseurs de France ;
- La chambre syndicale des eaux minérales ;
- La chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France ;
- La chambre syndicale française de la levure ;
- Le comité français du café ;
- La confédération nationale de la triperie française ;
- La FEDALIM ;
- La fédération des entreprises de boulangerie et pâtisserie françaises ;
- La fédération française des industriels charcutiers, traiteurs et transformateurs de viandes ;
- La fédération nationale de l'industrie laitière ;
- La fédération nationale des boissons ;
- La fédération nationale des eaux conditionnées et embouteillées ;
- La fédération nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de services ;
- L'Alliance 7 ;
- Les entreprises françaises des viandes SNIV-SNCP ;
- Le syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées ;
- Le syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France ;
- Le syndicat français du café ;
- Le syndicat national des boissons rafraîchissantes ;
- Le syndicat national des eaux de sources ;
- Le syndicat national des entreprises de travail à façon des viandes ;
- Le syndicat national des fabricants de sucre de France ;
- L'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques,

Au titre de la coopération agricole et des services associés :

La coop de France ;

Le FCE ;

Le conseil national du réseau CER France,

D'une part, et

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le secteur des industries alimentaires :

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFE-CGC ;

La FNAF CGT ;

La CSFV CFTC,

Ainsi que celles représentatives dans le secteur de la coopération agricole et des services associés :

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La FNAF CGT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCOA CFE-CGC ;

L'UNSA2A,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

## PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions issues de la loi du 24 novembre 2009 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, l'ensemble des organisations mentionnées ci-dessus ont souhaité se rapprocher en vue de conclure le présent accord.

Les signataires affirment leur volonté commune de contribuer ensemble à la mise en œuvre de politiques de formation professionnelle ambitieuses, favorisant le développement des compétences et l'employabilité des salariés des secteurs concernés et la compétitivité des entreprises. A cet effet, par le présent accord, ils décident de partager des moyens, par la création d'un nouvel OPCA commun, dans le respect des politiques emploi-formation des branches concernées.

Ils s'accordent également à considérer que le paritarisme a toute sa place pour définir et conduire, notamment grâce à l'OPCA, une politique de formation professionnelle au plus près des intérêts des entreprises et de leurs salariés.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Objet*

Il est créé et désigné un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) interbranches des secteurs des industries alimentaires, de la coopération agricole et des services associés.

Cet OPCA est constitué sous la forme d'une association sans but lucratif et à gestion paritaire régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et par les textes législatifs et réglementaires relatifs aux organismes paritaires collecteurs agréés.

Les statuts de cette association sont définis paritairement et annexés au présent accord.

Cet OPCA prend le nom de « OPCALIM ».



Les signataires demanderont l'agrément de cet OPCA par l'autorité administrative sur son champ professionnel et territorial tel que défini à l'article 2, en application des dispositions du code du travail, notamment de son article L. 6332-1, au titre :

1° Des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant moins de 10 salariés ;

2° Des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant de 10 à moins de 50 salariés ;

3° Des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant 50 salariés et plus ;

4° Des contributions dues au titre de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;

5° Des contributions dues au titre du congé individuel de formation.

## **Article 2**

### *Champ d'application territorial et professionnel*

#### 2.1. Champ d'application professionnel

Le champ d'application professionnel du présent accord est interbranches et est applicable à toutes les entreprises visées ci-après.

Au titre des industries alimentaires, les entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives nationales suivantes :

3026 : Sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre (IDCC 2728).

3092 : Industries alimentaires diverses (IDCC 504).

3102 : Boulangerie pâtisserie industrielle (IDCC 1747).

3121 : Distributeurs conseils hors domicile (ex. : entrepositaires grossistes en boissons) (IDCC 1536).

3124 : Industries laitières (IDCC 112).

3125 : Industries charcutières (IDCC 1586).

3127 : Industries de produits alimentaires élaborés (IDCC 1396).

3178 : Exploitations frigorifiques (IDCC 200).

3179 : Entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes (IDCC 1534) à l'exclusion des entreprises relevant de la fédération nationale de l'industrie et des commerces en gros des viandes.

3247 : Activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bières (IDCC 1513).

3270 : Biscotteries, biscuiteries, céréales prêtes à consommer ou à préparer, chocolateries, confiseries, aliments de l'enfance et de diététique, préparations pour entremets et desserts ménagers, glaces, sorbets et crèmes glacées (IDCC 2410).

3294 : Industrie des pâtes alimentaires (IDCC 1987).

3092 : Industries des produits exotiques (IDCC 506).

Au titre de la coopération agricole et des services associés :

Les coopératives agricoles, les unions de coopératives agricoles, les SICA et les filiales de droit commun des organismes précités dès lors qu'elles relèvent des articles L. 722-20-6, L. 722-20-6 *bis*, L. 722-20-6 *ter*, L. 722-20-6 *quater* du code rural, à l'exception des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et leurs unions ;

Les organismes conseil élevage ;

Les associations de gestion comptable fédérées par le réseau CER France.

Soit, en particulier, les entreprises relevant notamment du champ d'application des conventions collectives nationales suivantes :

3612 : Coopératives et sociétés d'intérêt collectif agricole bétail et viande (IDCC 7001).

3616 : Coopératives agricoles de céréales, de meunerie, d'approvisionnement, d'alimentation du bétail et d'oléagineux (IDCC 7002).

3607 : Conserveries coopératives et SICA (IDCC 7003).

3608 : Coopératives agricoles laitières (IDCC 7004).

3604 : Caves coopératives vinicoles (IDCC 7005).

3614 : Fleurs, fruits et légumes, pommes de terre : coopératives agricoles, unions de coopératives agricoles et SICA de fleurs, de fruits et légumes et de pommes de terre (IDCC 7006).

Lin : teillage du lin, coopératives agricoles et SICA (IDCC 7007).

Sélection et reproduction animale (IDCC 7021).

Entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne (IDCC 8215).

3611 : Personnels des organismes de contrôle laitier (IDCC 7008).

Ce champ d'application est cohérent au sens du 2° de l'article L. 6332-1 du code du travail.

Ce champ d'application professionnel s'applique à l'ensemble des secteurs d'activité visé ci-dessus pour les agréments au titre :

- des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant moins de 10 salariés ;
- des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant de 10 à moins de 50 salariés ;
- des contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant 50 salariés et plus ;
- des contributions dues au titre de la professionnalisation et du droit individuel à la formation.

Le champ d'application professionnel pour l'agrément au titre des contributions dues au titre du congé individuel de formation s'applique uniquement aux entreprises relevant des secteurs d'activité coopération agricole, centres d'économie rurale et conseil-élevage.

## 2.2. Champ d'application territorial

Le présent accord est applicable sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer pour les agréments au titre du plan de formation et du CIF pour les secteurs d'activité visés ci-dessus.

En ce qui concerne l'agrément au titre de la professionnalisation et du droit individuel à la formation, le présent accord est applicable sur le territoire métropolitain pour les secteurs d'activité visés ci-dessus. Il est également applicable dans les départements d'outre-mer en ce qui concerne les secteurs d'activité coopération agricole, centre d'économie rurale et conseil-élevage conformément aux dispositions de l'article L. 6523-1 du code du travail.

## Article 3

### *Missions*

Dans le cadre des accords collectifs et des orientations définies par les commissions paritaires nationales de l'emploi et de la formation professionnelle de branche ou interbranches des secteurs d'activité couverts par le champ du présent accord et portant, notamment, sur la formation profes-

sionnelle tout au long de la vie, l'OPCA a pour mission générale de contribuer au développement de la formation professionnelle continue auprès des entreprises et de leurs salariés et de gérer tout moyen financier en lien avec cette mission.

Dans ce cadre, l'OPCA a notamment pour missions :

- d'informer les entreprises et leurs salariés sur les dispositifs conventionnels, réglementaires et légaux de formation, sensibiliser et accompagner les entreprises et les branches dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
- de contribuer à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein des entreprises et à la définition des besoins collectifs et individuels de formation au regard de la stratégie des entreprises, en prenant en compte les objectifs définis par les accords de branche et interbranches, notamment relatifs à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- de contribuer à l'application des politiques de formation professionnelle continue, de formation en alternance et d'apprentissage des branches et interbranches, notamment par une politique volontariste de développement des contrats de professionnalisation ;
- de collecter, mutualiser et gérer toutes contributions au titre de la formation des entreprises de son champ de compétence en application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
- de percevoir et gérer toute autre source de financement, notamment publique ;
- de prendre en charge conformément aux dispositions légales, réglementaires et/ou conventionnelles :
  - les dépenses des entreprises ou des salariés au titre de la formation professionnelle continue ;
  - les dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis ;
  - les dépenses de fonctionnement des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications ;
  - les financements d'études et de recherches intéressant la formation et notamment les frais relatifs à l'ingénierie de certification ;
  - les coûts de diagnostics des entreprises selon les modalités définies par les accords de branche ou interbranches conclus dans les secteurs d'activité couverts par le champ du présent accord ;
  - le financement des missions et services qui sont accomplis en vue d'assurer la gestion paritaire des fonds de la formation professionnelle continue par les organismes signataires du présent accord ;
- de coordonner, adapter et développer des réponses aux besoins de formation des entreprises et des salariés, branches et interbranches ;
- d'assurer, au bénéfice de l'ensemble des entreprises, notamment en milieu agricole et rural, un service de proximité s'appuyant sur une organisation favorisant la mise en place de toutes prestations utiles ;
- de conclure des partenariats de nature à développer la formation et les compétences des salariés, futurs salariés ou demandeurs d'emploi avec, notamment, les acteurs publics nationaux et territoriaux, l'Etat, les collectivités territoriales, Pôle emploi ainsi que le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;
- de garantir la mutualisation financière et de moyens au service de l'intérêt général et contribuer à son développement ;

Et, d'une manière générale, conduire toute action et développer tout service de nature à contribuer au développement de la formation dans les entreprises du champ du présent accord.

## **Article 4**

### *Ressources*

Elles sont constituées par :

- les contributions des entreprises dans le cadre de la formation professionnelle continue ;
- les aides publiques (régionales, nationales, européennes...) et des fonds paritaires ;
- les participations financières de tout organisme susceptible de passer une convention avec l'OPCA en vue de bénéficier de ses actions ou d'y contribuer ;
- les emprunts ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités, des entreprises et des groupements professionnels et, d'une façon générale, toutes recettes autorisées par la loi.

## **Article 5**

### *Composition*

L'OPCA se compose des membres suivants :

- les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur des industries alimentaires et/ou celui de la coopération agricole et des services associés, signataires du présent accord et celles qui y adhéreraient ultérieurement ;
- les organisations professionnelles d'employeurs signataires du présent accord et celles qui y adhéreraient ultérieurement.

## **Article 6**

### *Conseil d'administration*

#### 6.1. Composition

L'OPCA est administré par un conseil d'administration paritaire composé de 22 membres nommés pour une durée de 3 ans répartis en deux collèges constitués de :

- 11 représentants désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur des industries alimentaires et/ou celui de la coopération agricole et des services associés, signataires du présent accord et celles qui y adhéreraient ultérieurement.

En conséquence, les sièges sont répartis comme suit entre les organisations syndicales représentatives au plan national, dans le secteur des industries alimentaires, à raison d'un siège pour :

- la FGA CFDT ;
- la FGTA FO ;
- la CFE-CGC ;
- la FNAF CGT ;
- la CSFV CFTC.

Dans le secteur de la coopération agricole et des services associés, à raison d'un siège pour :

- la FGA CFDT ;
- la FGTA FO ;
- la FNAF CGT ;
- la CFTC-Agri ;
- le SNCOA CFE-CGC ;
- l'UNSA2A ;
- 11 représentants désignés par les organisations professionnelles d'employeurs signataires du présent accord et celles qui y adhéreraient ultérieurement désignés en commun par celles-ci.

## 6.2. Pouvoirs et missions

Le conseil d'administration paritaire, instance décisionnaire de l'OPCA, est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser ou faire réaliser sous son contrôle les missions de l'OPCA.

Il a notamment les missions suivantes :

- arrêter les orientations stratégiques de l'OPCA en prenant en compte les politiques emploi-formation des branches ou interbranches des secteurs d'activité couverts par le champ du présent accord ;
- approuver les budgets et les comptes annuels et assurer leur publicité ;
- arrêter les priorités, règles et modalités de financement et de prise en charge ;
- assurer la mutualisation financière et de moyens au service de l'intérêt général ;
- créer, ou supprimer, les sections professionnelles pour les contributions versées au titre du plan de formation des entreprises occupant 50 salariés et plus et/ou au titre de la professionnalisation, les commissions financières paritaires ou toutes autres commissions, notamment au titre du congé individuel de formation. Le conseil d'administration veille à la coordination de leurs actions en favorisant les synergies et s'assure de l'équilibre financier global des sections professionnelles ;
- désigner les commissaires aux comptes ;
- approuver les conventions de délégation ;
- approuver la convention d'objectifs et de moyens conclue avec l'Etat et prévue par l'article L. 6332-1-1 du code du travail ;
- décider les acquisitions, échanges, aliénations d'immeubles ;
- nommer le directeur général, fixer ses pouvoirs et attributions ;
- attribuer les délégations de signature ;
- décider d'ester en justice ;
- modifier les statuts et élaborer le règlement intérieur.

## 6.3. Modalités de décision

Les décisions du conseil d'administration font l'objet d'un vote majoritaire au sein de chaque collège et sont prises à l'unanimité des deux collèges.

## 6.4. Bureau

Le conseil d'administration élit pour 3 ans et par collège les membres du bureau dont la composition paritaire est la suivante :

- président ;
- vice-président ;
- trésorier ;
- trésorier adjoint ;
- 8 administrateurs, à raison de 4 administrateurs pour chaque collège.

Les administrateurs élus président et trésorier adjoint appartiennent à un collège ; les administrateurs élus vice-président et trésorier appartiennent à l'autre collège.

L'alternance paritaire entre les collèges a lieu à chaque nouvelle mandature de 3 ans.

La première présidence est assurée par le collège patronal.

Le bureau a pour mission :

- de soumettre les projets de résolution au conseil d'administration, lui faire toute proposition et suivre la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration ;

- d'exercer les délégations temporaires que le conseil d'administration lui confie ;
- d'arrêter les budgets et les comptes annuels et les soumettre pour approbation au conseil d'administration.

## **Article 7**

### *Sections financières*

Le conseil d'administration peut créer une ou plusieurs sections financières pour gérer les contributions des entreprises.

A la signature du présent accord, il est constitué :

- une section financière pour les contributions versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant moins de 10 salariés ;
- une section financière pour les contributions versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant de 10 à 49 salariés ;
- une section financière pour les contributions versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant 50 salariés et plus qui est constituée de plusieurs sections professionnelles paritaires conformément aux dispositions de l'article 8.

Les sections financières pour les contributions versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant moins de 10 salariés et celles versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant de 10 à 49 salariés seront gérées paritairement directement au sein du conseil d'administration ou selon l'organisation mise en place par ce dernier.

## **Article 8**

### *Sections professionnelles paritaires*

#### 8.1. Création des sections professionnelles paritaires

Le conseil d'administration de l'OPCA constituera autant de sections professionnelles paritaires qu'il juge nécessaire à son fonctionnement et, en tout état de cause, au maximum une section professionnelle paritaire par secteur d'activité distinct.

Chaque section professionnelle paritaire sera compétente, dans son secteur d'activité, pour les contributions versées au titre du plan de formation des entreprises occupant 50 salariés et plus et/ou au titre de la professionnalisation.

Chaque section professionnelle paritaire est administrée par une commission financière paritaire de section professionnelle.

#### 8.2. Composition

Les commissions financières paritaires de section professionnelle sont composées d'un nombre égal de :

- représentants désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur d'activité concerné, signataires du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement ;
- représentants désignés par les organisations professionnelles d'employeurs signataires du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement, relevant du secteur d'activité concerné.

Chaque commission financière paritaire élit parmi ses membres un président et un vice-président appartenant chacun à un collège différent.

### 8.3. Missions

Sous le contrôle du conseil d'administration, chaque commission financière paritaire de section professionnelle exerce les missions suivantes :

- assurer l'application et le suivi des politiques de formation professionnelle de branche ou inter-branches ;
- fixer des priorités de prise en charge des actions de formation dans le respect des règles fixées par le conseil d'administration et de l'équilibre budgétaire ;
- gérer les contributions relevant de son périmètre.

#### **Article 9**

##### *Délégation*

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, l'OPCA peut déléguer à des personnes morales, sous la responsabilité et le contrôle du conseil d'administration, la mise en œuvre de décisions de gestion, sous réserve que ces personnes morales soient gérées paritairement.

La délégation fait l'objet d'une convention approuvée par le conseil d'administration.

L'opérateur transmet chaque année au conseil d'administration un rapport retraçant les modalités de mise en œuvre convenues.

#### **Article 10**

##### *Contributions des entreprises*

Les niveaux de contributions des entreprises seront conformes aux dispositions prévues dans les accords de branche ou aux niveaux de contributions des entreprises tels que prévus par les accords visés à l'article 12 et tels qu'existants à la date de signature du présent accord.

#### **Article 11**

##### *Convention d'objectifs et de moyens*

Une convention triennale d'objectifs et de moyens sera conclue entre l'OPCA et l'Etat. Elle définira les modalités de financement et de mise en œuvre des missions de l'OPCA. Les parties signataires s'assureront du suivi et réaliseront une évaluation à l'échéance de la convention dont les conclusions seront transmises au conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

#### **Article 12**

##### *Cadre juridique*

Le présent accord constitue un avenant de révision aux accords suivants :

- convention du 15 février 1977 portant création du fonds d'assurance formation des salariés des industries agroalimentaires (FAFORIA) modifiée le 28 octobre 1998 ;
- accord collectif portant création d'un FAF national de la coopération agricole du 5 décembre 1994.

Les dispositions du présent accord se substituent aux dispositions des accords précités qu'elles révisent, sous réserve des dispositions prévues aux articles 10 et 16 du présent accord.

#### **Article 13**

##### *Durée. – Date d'effet*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il prend effet à compter de sa date de signature.

## **Article 14**

### *Révision et dénonciation*

Le présent accord peut être révisé totalement ou partiellement, conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

La demande de révision devra être adressée par l'une des parties signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement à l'ensemble des signataires et adhérents par lettre recommandée avec accusé de réception. Les négociations devront être ouvertes dans les 3 mois suivant la saisine.

Il peut également être dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Toutefois, compte tenu du caractère indivisible des clauses du présent accord, la dénonciation ne pourra être que totale.

La dénonciation par une ou plusieurs des organisations signataires du présent accord emporte la démission *de facto* de celles-ci de l'ensemble des instances de l'OPCA. Cette dénonciation prend effet au 31 décembre de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

Les modalités de sortie devront être fixées par un accord, notamment quant à la prise en charge des engagements à financer les actions de formation.

## **Article 15**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle d'employeurs ou organisation syndicale de salariés représentative au plan national dans tout ou partie du champ de l'accord pourra adhérer au présent accord dans les conditions prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

L'adhésion d'une organisation professionnelle d'employeurs sera effective sous réserve de la désignation de l'OPCALIM en tant qu'OPCA compétent par un accord de branche ou inter-branches.

La demande d'adhésion est notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Dans l'hypothèse où la nouvelle adhésion entraîne une modification du champ d'application, celle-ci sera soumise à l'approbation des parties signataires qui examineront l'opportunité d'un tel élargissement du champ d'application du présent accord ainsi que les conditions dans lesquelles il pourrait s'opérer. Une demande de modification de l'arrêté relatif à l'agrément initial de l'OPCA sera déposée auprès des pouvoirs publics.

A défaut de précision contraire, l'adhésion prend effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant sa notification.

Toute adhésion fait l'objet d'un dépôt auprès du conseil de prud'hommes et auprès des services compétents du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

## **Article 16**

### *Dispositions transitoires*

L'OPCA commencera son activité au 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de l'obtention de l'agrément prévu aux articles L. 6332-1 et suivants du code du travail. Les organismes créés par les accords visés à l'article 12 du présent accord perdront leur agrément en tant qu'OPCA au 31 décembre 2011.

Les parties signataires demandent à l'AGEFAFORIA et OPCA 2 d'engager, à compter de la signature du présent accord, leur processus de dissolution et de dévolution de tous leurs biens au profit de l'OPCA créé par le présent accord.



## **Article 17**

### *Dépôt. – Extension*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 20 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I  
STATUTS DE L'ASSOCIATION LOI 1901  
OPCALIM

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Constitution*

Il est constitué entre les signataires des présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 modifiés.

**Article 2**

*Dénomination*

La dénomination est « OPCALIM ».

**Article 3**

*Objet*

L'association a pour objet d'assurer les missions définies par les dispositions de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

**Article 4**

*Siège*

Le siège de l'association est situé au (à compléter).

Le siège peut être modifié à tout moment par le conseil d'administration délibérant dans les conditions prévues à l'article 7.4.3.

**Article 5**

*Durée*

L'association est constituée pour une durée illimitée.

**Article 6**

*Membres*

L'association se compose :

- des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur des industries alimentaires, et/ou celui de la coopération agricole et des services associés, signataires de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » et celles qui y adhéreraient ultérieurement ;
- des organisations professionnelles d'employeurs signataires de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » et celles qui y adhéreraient ultérieurement.

**Article 7**

*Conseil d'administration*

7.1. Composition

L'OPCA est administré par un conseil d'administration paritaire composé de 22 membres nommés pour une durée de 3 ans répartis en deux collèges constitués de :

- 11 représentants désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur des industries alimentaires et/ou celui de la coopération agricole et des

services associés, signataires de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » et celles qui y adhèreraient ultérieurement.

En conséquence, les sièges sont répartis comme suit entre les organisations syndicales représentatives au plan national.

Dans le secteur des industries alimentaires, à raison d'un siège pour :

- la FGA CFDT ;
- la FGTA FO ;
- la FNA CFE-CGC ;
- la FNAF CGT ;
- la CSFV CFTC.

Dans le secteur de la coopération agricole et des services associés, à raison d'un siège pour :

- la FGA CFDT ;
- la FGTA FO ;
- la FNAF CGT ;
- la CFTC-Agri ;
- le SNCOA CFE-CGC ;
- l'UNSA2A ;
- 11 représentants des organisations professionnelles d'employeurs signataires de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » et celles qui y adhèreraient ultérieurement désignés en commun par celles-ci.

## 7.2. Durée et exercice du mandat

Les administrateurs sont désignés pour 3 ans. Leur mandat est gratuit et renouvelable.

Les membres du conseil d'administration doivent être en activité professionnelle. Les membres partant à la retraite peuvent rester administrateur jusqu'au terme de leur mandat en cours.

Les fonctions d'administrateur sont incompatibles avec des fonctions d'administrateur ou de salarié d'organisme de formation.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour quelque cause que ce soit, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'organisation syndicale de salariés ou l'organisation professionnelle d'employeurs l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

## 7.3. Pouvoirs et missions

Le conseil d'administration paritaire, instance décisionnaire de l'OPCA, est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser ou faire réaliser sous son contrôle les missions de l'OPCA.

Il a notamment les missions suivantes :

- arrêter les orientations stratégiques de l'OPCA en prenant en compte les politiques emploi-formation des branches ou interbranches des secteurs d'activité couverts par le champ du présent accord ;
- approuver les budgets et les comptes annuels et assurer leur publicité ;
- arrêter les priorités, règles et modalités de financement et de prise en charge ;
- assurer la mutualisation financière et de moyens au service de l'intérêt général ;
- créer, ou supprimer, les sections professionnelles pour les contributions versées au titre du plan de formation des entreprises occupant 50 salariés et plus et/ou au titre de la professionnalisation, les commissions financières paritaires ou toutes autres commissions, notamment au titre du congé individuel de formation. Le conseil d'administration veille à la coordination de leurs actions en favorisant les synergies et s'assure de l'équilibre financier global des sections professionnelles ;

- désigner les commissaires aux comptes ;
- approuver les conventions de délégation aux opérateurs ;
- approuver la convention d'objectifs et de moyens conclue avec l'Etat et prévue par l'article L. 6332-1-1 du code du travail ;
- décider les acquisitions, échanges, aliénations d'immeubles ;
- nommer le directeur général, fixer ses pouvoirs et attributions ;
- attribuer les délégations de signature ;
- décider d'ester en justice ;
- modifier les statuts et élaborer le règlement intérieur.

#### 7.4. Réunion du conseil d'administration

##### 7.4.1. Convocation

Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président, au moins trois fois par an et autant de fois que nécessaire sur la demande de la moitié au moins des membres de l'un ou l'autre des collèges.

L'ordre du jour est arrêté conjointement par le président et le vice-président ou, en cas d'empêchement de l'un ou l'autre, respectivement avec la suppléance du trésorier adjoint ou du trésorier dans le respect des règles du paritarisme.

L'ordre du jour comprend obligatoirement les questions ayant fait l'objet d'une demande présentée par au moins la moitié des membres de l'un ou l'autre des collèges.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en donnant pouvoir par écrit à un autre administrateur appartenant au même collège. Toutefois, aucun administrateur ne pourra disposer de plus d'un pouvoir.

##### 7.4.2. Quorum

Le conseil d'administration peut valablement délibérer dès lors que le nombre d'administrateurs présents ou représentés est au moins égal à la moitié des membres de chacun des collèges.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est convoqué à nouveau dans un délai de 8 jours et peut délibérer sur le même ordre du jour quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, dans le respect des règles du paritarisme.

Le conseil d'administration peut inviter à ses travaux toute personne dont le concours lui paraît utile.

##### 7.4.3. Majorité

Les décisions du conseil d'administration font l'objet d'un vote majoritaire au sein de chaque collège et sont prises à l'unanimité des deux collèges.

En cas de désaccord entre les deux collèges, le président reporte la proposition à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

### **Article 8**

#### *Bureau*

##### 8.1. Composition

Le conseil d'administration élit pour 3 ans parmi ses membres un bureau dont la composition paritaire est la suivante :

- président ;
- vice-président ;
- trésorier ;

- trésorier adjoint ;
- 8 administrateurs à raison de 4 administrateurs pour chaque collège.

Les administrateurs élus président et trésorier adjoint appartiennent à un collège ; les administrateurs élus vice-président et trésorier appartiennent à l'autre collège. Chacun d'entre eux est élu par le collège auquel il appartient.

L'alternance paritaire entre les collèges a lieu à chaque nouvelle mandature de 3 ans.

La première présidence est assurée par le collège patronal.

Le président ou, à son défaut, d'autres membres du conseil d'administration, et notamment le vice-président délégué à cet effet par le conseil d'administration, représentent l'association dans tous les actes de la vie civile. Il peut donner délégation dans les conditions qui pourront être fixées par le règlement intérieur.

## 8.2. Durée du mandat

Les membres du bureau sont désignés pour 3 ans et au plus tard jusqu'à la fin de leur mandat de 3 ans au conseil d'administration.

## 8.3. Missions

Le bureau a pour missions :

- de soumettre les projets de résolution au conseil d'administration, lui faire toute proposition et suivre la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration ;
- d'exercer les délégations temporaires que le conseil d'administration lui confie ;
- d'arrêter les budgets et les comptes annuels et les soumettre pour approbation au conseil d'administration.

## 8.4. Réunion du bureau

Le bureau se réunit, sur convocation de son président, au moins trois fois par an et autant de fois que nécessaire sur la demande de la moitié au moins des membres de l'un ou l'autre des collèges.

L'ordre du jour est arrêté conjointement par le président et le vice-président ou, en cas d'empêchement de l'un ou l'autre, respectivement avec la suppléance du trésorier adjoint ou du trésorier dans le respect des règles du paritarisme.

Le bureau n'a pas vocation à prendre des décisions, sauf dans le cas d'une délégation temporaire du conseil d'administration.

Dans ce cas, le bureau peut valablement délibérer dès lors que le nombre de membres du bureau présents ou représentés est d'un minimum de 6 membres dont 3 membres au moins par collège. Les décisions font l'objet d'un vote par collège et sont prises à l'unanimité des deux collèges. En cas de désaccord entre les deux collèges, la décision est soumise au conseil d'administration qui se prononcera dans les conditions prévues à l'article 7.4.3 des statuts.

Le bureau peut inviter à ses travaux toute personne dont le concours lui paraît utile.

## Article 9

### *Directeur général*

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration qui fixe ses pouvoirs et ses attributions.

Le directeur général participe de droit aux réunions du conseil d'administration et du bureau à titre consultatif et en assure le secrétariat.

Le directeur général assure la gestion courante de l'association sous le contrôle du président et du vice-président conformément aux pouvoirs et attributions du directeur général fixés par le conseil d'administration et représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

## **Article 10**

### *Sections financières*

Le conseil d'administration peut créer ou supprimer une ou plusieurs sections financières pour gérer les contributions des entreprises dans les conditions prévues à l'article 8 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

Les sections financières pour les contributions versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant moins de 10 salariés et celles versées au titre du plan de formation pour les entreprises occupant de 10 à 49 salariés seront gérées paritairement directement au sein du conseil d'administration ou selon l'organisation mise en place par ce dernier.

Les sections financières paritaires ont pour mission de gérer la collecte de leur section sous réserve des dispositions des articles 7 et 8.3 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

Le conseil d'administration fixe, chaque année, une liste des critères d'attribution des fonds dans le respect des orientations et priorités des branches ou interbranches.

## **Article 11**

### *Sections professionnelles paritaires*

#### **11.1. Composition**

Le conseil d'administration de l'OPCA peut constituer ou supprimer des sections professionnelles paritaires dans les conditions prévues à l'article 8.1 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

Chaque section professionnelle paritaire est administrée par une commission financière paritaire de section professionnelle.

Les commissions financières paritaires de section professionnelle sont composées d'un nombre égal :

- de représentants désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans le secteur d'activité concerné, signataire du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement ;
- de représentants désignés par les organisations professionnelles d'employeurs signataires du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement, relevant du secteur d'activité concerné.

Chaque commission financière paritaire élit parmi ses membres un président et un vice-président, appartenant chacun à un collège différent.

#### **11.2. Durée**

Les membres des commissions financières paritaires des sections professionnelles sont désignés sur proposition de l'organisation signataire de l'accord dont ils relèvent concomitamment et pour la même durée que les membres du conseil d'administration.

Leur mandat est à titre gratuit et renouvelable.

#### **11.3. Missions**

Sous le contrôle du conseil d'administration, chaque commission financière paritaire de section professionnelle exerce les missions définies à l'article 8.3 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

Les commissions financières paritaires des sections professionnelles rendent compte au conseil d'administration, sous la forme et la fréquence qu'il fixe.

Pour chaque commission financière paritaire de section professionnelle, un rapport d'activité annuel, approuvé par celle-ci, est transmis au conseil d'administration.

## **Article 12**

### *Commissions*

Le conseil d'administration peut créer ou supprimer toute commission, notamment pour la gestion territoriale du CIF, qu'il juge nécessaire au fonctionnement de l'association. Le conseil d'administration en définit la composition et les missions conformément à l'article 6 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

## **Article 13**

### *Modification des statuts*

Les présents statuts peuvent être modifiés par le conseil d'administration réuni à cet effet en séance extraordinaire.

La demande de modification peut être adressée par toute organisation membre de l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

La réunion du conseil d'administration, qui doit avoir lieu dans les 2 mois suivant le dépôt de la demande, est convoquée 1 mois à l'avance.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer dès lors que le nombre d'administrateurs présents ou représentés est au moins égal aux deux tiers des membres de chacun des collèges.

Les modifications des statuts sont adoptées à l'unanimité des deux collèges selon les modalités fixées au 7.4.3.

Les modifications apportées aux présents statuts ne peuvent être contraires aux dispositions de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM ».

## **Article 14**

### *Règlement intérieur*

Le conseil d'administration fixe au moyen d'un règlement intérieur les modalités non prévues par les présents statuts.

Le règlement intérieur ne peut en aucun cas être contraire ni aux dispositions de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM », ni à celles des présents statuts.

## **Article 15**

### *Exercice social*

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

## **Article 16**

### *Commissaires aux comptes*

Le conseil d'administration désigne un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant. Le commissaire aux comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession.

## **Article 17**

### *Dissolution. – Liquidation*

La dissolution de l'association ne peut intervenir que sur décision du conseil d'administration de l'OPCA réuni à cet effet en séance extraordinaire.

En cas de dissolution de l'OPCA, ses biens sont dévolus à un ou des organismes de même nature qu'il appartient au conseil d'administration de désigner.

Cette dévolution est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de la formation professionnelle. La décision est publiée au *Journal officiel* de la République française.

A défaut, les biens sont dévolus au Trésor public.

### **Article 18**

#### *Dépôt des statuts*

Messieurs ..... , au titre des organisations syndicales de salariés et/ou ..... , au titre des organisations employeurs, sont mandatés par les signataires de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » en vue d'accomplir toute formalité ou tout acte de quelque nature que ce soit nécessaire à la constitution de l'association et notamment de convoquer le premier conseil d'administration et de déposer les statuts.



**Accord professionnel**

**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,  
DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION  
ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

---

ACCORD DU 29 JUIN 2010

RELATIF AU FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION  
DES PARCOURS PROFESSIONNELS

NOR : ASET1051406M

**PRÉAMBULE**

Considérant la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Considérant l'accord national interprofessionnel du 7 janvier 2009 relatif au développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Considérant la lettre paritaire interprofessionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2009 relative aux missions et critères d'agrément des OPCA ;

Considérant la volonté des partenaires sociaux des industries de l'ameublement, du bois, des matériaux pour la construction et l'industrie, de l'intersecteurs des papiers cartons de créer dans le domaine de la formation professionnelle un OPCA regroupant les différentes branches tout en respectant les spécificités sectorielles,

il a été convenu et décidé ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Dénomination*

Il est créé un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) des fonds de formation des entreprises relevant des secteurs d'activité ci-après indiqués, qui prend le nom de OPCA 3+, organisme paritaire collecteur interbranches des industries de l'ameublement, du bois, des matériaux pour la construction et l'industrie, de l'intersecteurs des papiers-cartons.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord concerne les entreprises relevant des secteurs d'activité définis à l'annexe I figurant ci-après. Il est applicable sur l'ensemble du territoire métropolitain.

### **Article 3**

#### *Composition*

L'OPCA 3+ se compose des membres suivants :

- les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national signataires du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement ;
- les organisations professionnelles patronales signataires du présent accord et celles qui y adhèreraient ultérieurement.

### **Article 4**

#### *Objet et missions*

La formation tout au long de la vie professionnelle contribue à renforcer la compétitivité et la capacité de développement des entreprises et constitue un élément déterminant de la sécurisation des parcours professionnels et de la promotion sociale des salariés.

Ainsi l'OPCA 3+ a pour objet la réalisation des missions suivantes :

1. Assurer l'application et le suivi des politiques de formation professionnelle définies par les branches professionnelles.
2. Mettre en œuvre les objectifs définis par les partenaires sociaux au sein des différentes commissions paritaires compétentes (CPNE, CPNE...) des branches d'activité.
3. Mener une politique incitative au développement de la professionnalisation et de la formation professionnelle continue des salariés ainsi qu'à la sécurisation des parcours professionnels, au bénéfice des salariés, des jeunes et des demandeurs d'emploi.
4. Favoriser la mise en œuvre d'une politique incitative à la formation des salariés, telle que définie par l'entreprise dans le cadre de son plan de formation.
5. Contribuer au développement de la formation et concourir à l'information, la sensibilisation et l'accompagnement des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, pour l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle.
6. Concourir à la réalisation d'interventions éventuelles intéressant la formation professionnelle, la professionnalisation, l'apprentissage, le tutorat, l'acquisition des savoirs fondamentaux, l'égalité professionnelle et participer à la promotion des métiers.
7. Recueillir et diffuser les informations relatives au droit à la formation professionnelle et aux moyens qui lui sont attachés, selon les besoins des professions et les intérêts des entreprises et des salariés.
8. Informer et sensibiliser les branches d'activité, les entreprises, les institutions représentatives du personnel et les salariés sur les droits et les moyens de formation existants, notamment pour les différentes contributions qu'elles gèrent eu égard au contenu des accords de branche.
9. Favoriser les accompagnements plus spécifiquement consacrés aux PME TPE tels que par exemple : l'aide à l'identification des compétences et qualifications mobilisables au sein de l'entreprise, l'aide à l'élaboration de budgets et au montage des dossiers de financement, l'aide à l'élaboration de cahiers des charges pour la mise en œuvre d'actions de formation des salariés, l'aide à l'ingénierie d'actions de type GPEC.
10. Percevoir et gérer les contributions financières des entreprises qui seront collectées en fonction des dispositions retenues dans chacun des accords de branche, et notamment :
  - les contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant moins de 10 salariés ;
  - les contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant de 10 à moins de 50 salariés ;

- les contributions dues au titre du plan de formation des employeurs occupant 50 salariés et plus ;
- les contributions dues au titre de la professionnalisation ;
- les contributions dues au titre du congé individuel de formation ;
- les contributions des entreprises au titre de la taxe d'apprentissage selon les modalités définies par la réglementation ou les accords de branche.

11. Etablir dans le cadre de sa compétence, les relations avec les organismes de formation déclarés, et autres intervenants dans le domaine de la formation professionnelle, tant au niveau régional, national, qu'européen ou international.

12. Recueillir toute contribution quels que soient sa nature et son objet en application d'accords de branche.

13. Prendre en charge et financer selon les priorités et modalités définies par les différentes sections paritaires, notamment :

- les dépenses des entreprises relatives aux contrats de professionnalisation, aux périodes de professionnalisation et au droit individuel à la formation ;
- les dépenses des centres de formation d'apprentis et des établissements de formation ;
- les dépenses liées aux rôles et missions des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications ;
- les actions liées à la VAE, au bilan de compétences, au tutorat, aux certificats de qualification professionnelle, certificats de qualification professionnelle interbranches ou reconnaissance professionnelle paritaire ;
- les actions de formation continue mises en œuvre par les entreprises ;
- et, plus généralement, toutes les actions de formation professionnelle compatibles avec les objectifs des secteurs concernés et la législation en vigueur.

14. Mobiliser, si nécessaire, des financements complémentaires incluant :

- les financements du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels au titre de ses missions de péréquation et de cofinancement d'actions concourant à la qualification et à la requalification des salariés et des demandeurs d'emploi ;
- les financements notamment de l'Etat, du fonds social européen, des régions et de Pôle emploi, favorisant la réalisation des missions mentionnées ci-dessus.

15. Plus généralement financer toutes actions et études compatibles avec les objectifs de la formation professionnelle et la législation en vigueur et mobiliser tout moyen permettant leur réalisation.

L'évolution des missions des OPCA, qui contribuent au financement des observatoires, doit être de nature à favoriser la capitalisation des méthodes, des outils et, le cas échéant, des moyens mis en œuvre par les observatoires ainsi qu'une meilleure prise en compte de la dimension intersectorielle et interprofessionnelle des travaux.

## **Article 5**

### *Personnalité morale*

L'OPCA 3+ est constitué sous la forme d'association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Les statuts sont définis paritairemment.

## Article 6

### *Conseil d'administration et bureau*

#### 6.1. Conseil d'administration

##### *a) Composition*

Le conseil d'administration de l'OPCA 3+ est paritaire. Il se compose de 30 membres au maximum répartis en deux collèges constitués de :

- 15 représentants répartis entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ;
- 15 représentants répartis entre les organisations patronales signataires du présent accord.

Chaque collège désigne en outre 5 remplaçants. Le remplaçant ne siège au conseil d'administration qu'en l'absence d'un membre titulaire du même collège, et sur demande expresse de celui-ci.

##### *b) Pouvoirs et missions*

Le conseil d'administration paritaire est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte conforme à l'objet de l'OPCA 3+.

Il a notamment les missions suivantes :

- examiner et approuver les comptes de l'exercice clos certifiés par le commissaire aux comptes ;
- examiner et approuver le projet de budget de fonctionnement de l'association technique de gestion prévue à l'article 7 du présent accord ;
- examiner les comptes de l'activité déléguée par l'OPCA 3+ à l'association technique de gestion, notamment sur la base du rapport du commissaire aux comptes de cette dernière ;
- examiner le rapport annuel sur les missions déléguées ;
- assurer la représentation de l'OPCA 3+ auprès des pouvoirs publics ;
- arrêter le montant des frais de gestion et d'information nécessaires au fonctionnement de l'OPCA 3+, dans le respect de la législation en vigueur ;
- nommer le directeur de l'OPCA 3+ qui participe de droit aux réunions du conseil à titre consultatif et en assure le secrétariat ;
- nommer le commissaire aux comptes ;
- contrôler les fonds collectés et leur utilisation ;
- constituer les sections professionnelles visées à l'article 8 du présent accord ;
- définir les actions donnant lieu à l'intervention de l'OPCA 3+ et leurs modalités de financement.

Il a également la capacité d'ester en justice.

#### 6.2. Bureau

Le conseil d'administration crée en son sein un bureau paritaire composé de :

- 5 titulaires et 5 suppléants répartis entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ;
- 5 titulaires et 5 suppléants répartis entre les organisations patronales signataires du présent accord.

Les suppléants participent aux réunions du bureau à titre consultatif. Ils ne participent pas aux délibérations, sauf lorsqu'ils remplacent un membre titulaire temporairement absent et sous réserve de justifier d'un mandat de celui-ci.

Le bureau a pour mission :

- de préparer les travaux du conseil d'administration ;

- d’assurer le suivi des missions déléguées à l’association technique de gestion et la bonne exécution de la convention de délégation prévue à l’article 7 du présent accord y compris par des demandes d’informations ponctuelles. En cas de difficulté constatée, le bureau en réfère au conseil d’administration de l’OPCA 3+.

## **Article 7**

### *Association technique de gestion et service de proximité*

Les parties signataires décident de la création d’une association technique de gestion. Le conseil d’administration de l’OPCA 3+ lui délèguera, sous sa responsabilité et son contrôle, la mise en œuvre des missions de l’OPCA 3+ nécessitant une relation directe avec les entreprises.

L’association technique de gestion est formée entre les organisations professionnelles d’employeurs signataires du présent accord.

La délégation prend la forme d’une convention signée entre l’OPCA 3+ et l’association technique de gestion après avoir été validée par le conseil d’administration paritaire de l’OPCA 3+.

Les missions suivantes seront ainsi déléguées :

- dans le cadre du service de proximité : informer, sensibiliser et accompagner les entreprises, en particulier les petites, moyennes et très petites, pour l’analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ainsi que sur les conditions d’intervention financière de l’OPCA 3+ ;
- effectuer les opérations matérielles de collecte visées à l’article 4 du présent accord par application des accords de branche ;
- instruire les dossiers de demande de prise en charge des entreprises, conformément aux règles, priorités et critères définis par les instances compétentes, et en effectuer les règlements.

L’association technique de gestion rend semestriellement compte de son activité au conseil d’administration de l’OPCA 3+. A cet effet, elle prépare tous documents nécessaires au contrôle de la gestion et de l’utilisation des fonds collectés.

Par ailleurs, elle présente annuellement un budget prévisionnel et le compte d’exploitation réalisé. Les frais de gestion de l’association technique de gestion sont calculés au coût réel.

## **Article 8**

### *Sections professionnelles paritaires (SPP)*

Le conseil d’administration de l’OPCA 3+ constituera autant de sections professionnelles paritaires qu’il compte de branches d’activité distinctes ou qui se seront regroupées à cet effet et, en application d’accords de branche à venir, autant de sections paritaires nécessaires à son fonctionnement.

A la création de l’OPCA 3+, il est constitué les 3 sections professionnelles paritaires suivantes :

- SPP ameublement et bois ;
- SPP matériaux pour la construction et l’industrie ;
- SPP intersecteurs papiers-cartons.

#### **1. Composition**

Chaque section professionnelle paritaire est composée de 30 membres maximum issus du secteur concerné ou le représentant, comprenant nécessairement les membres du conseil d’administration de l’OPCA 3+ :

- 15 représentants répartis entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ;
- 15 représentants répartis entre les organisations patronales signataires du présent accord.

## 2. Missions

Par délégation et sous le contrôle du conseil d'administration paritaire, chaque section professionnelle paritaire exerce les missions suivantes :

- assurer l'application et le suivi des politiques de formation professionnelle en lien avec les commissions paritaires professionnelles compétentes (CPNE, CPNE...) ;
- assurer le suivi et le bilan de la mise en œuvre des actions la concernant ;
- conduire la réflexion sur les besoins spécifiques des branches professionnelles concernées ;
- développer une politique incitative d'insertion professionnelle des jeunes par les contrats de professionnalisation et par les contrats d'apprentissage ;
- développer une politique incitative relative à la professionnalisation et à la sécurisation des parcours professionnels ;
- gérer, conformément aux dispositions des accords de branche, les contributions visées à l'article 4.10 dans le cadre de comptes distincts correspondant aux diverses contributions relevant de son champ professionnel ;
- se prononcer conformément à l'article L. 6332-16 du code du travail sur le financement des centres de formation d'apprentis.

Chaque section professionnelle paritaire peut créer une commission paritaire, comprenant exclusivement des membres de la section paritaire professionnelle (SPP) concernée, chargée du suivi des demandes de formation dans le cadre du dispositif relatif à la période de professionnalisation et, en tant que de besoin, de tout autre dispositif de branche.

### Article 9

#### *Sections financières*

Le conseil d'administration peut créer une ou plusieurs sections financières pour gérer les contributions des entreprises.

A la création de l'OPCA 3+, il est constitué :

- une section financière chargée de la gestion des contributions relatives à la formation continue des entreprises de moins de 10 salariés ;
- une section financière chargée de la gestion des contributions relatives à la formation continue des entreprises de 10 à moins de 50 salariés.

### Article 10

#### *Durée*

La durée du présent accord est fixée pour une durée indéterminée, sauf dénonciation.

### Article 11

#### *Dénonciation*

Conformément au code du travail, la dénonciation par une ou plusieurs des organisations signataires du présent accord emporte la démission *de facto* de celle(s)-ci de l'ensemble des instances de l'OPCA 3+.

Cette dénonciation prend effet au 31 décembre de l'année suivant celle de sa notification par courrier recommandé avec avis de réception.

Toutefois, elle ne peut être donnée au plus tôt qu'au cours de la cinquième année civile suivant la date d'effet de l'adhésion de l'organisation syndicale de salariés ou de l'organisation professionnelle patronale en cause.

Les modalités de sortie devront être fixées par un accord, notamment quant à la prise en charge des engagements à financer les actions de formation.

## **Article 12**

### *Date d'effet et demande d'agrément*

Le présent accord prend effet à sa date de signature.

Les parties signataires engageront sans délai auprès de l'autorité administrative compétente les démarches nécessaires à l'obtention de l'agrément de l'OPCA 3+.

Les parties signataires conviennent de se réunir en cas de modifications législatives ou réglementaires ayant une incidence directe ou indirecte sur les dispositions contenues dans le présent accord et de nature à remettre en cause ses modalités d'application.

## **Article 13**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé au conseil des prud'hommes de Paris et auprès des services compétents du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Son extension sera demandée.

## **Article 14**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle patronale ou organisation syndicale de salariés représentative au plan national pourra adhérer au présent accord par voie d'avenant.

La demande d'adhésion est signifiée à l'ensemble des parties signataires.

Si la nouvelle adhésion entraîne une modification du champ d'application, celle-ci sera soumise à l'approbation des partenaires sociaux signataires du présent accord et une demande d'arrêté modificatif de l'agrément initial de l'OPCA 3+ sera formulée auprès des pouvoirs publics.

A défaut de précision contraire, l'adhésion prend effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivante.

Toute adhésion est notifiée au conseil des prud'hommes de Paris, auprès des services compétents du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'aux organisations signataires du présent accord.

Fait à Paris, le 29 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UNICEM ;

FFC ;

FNB ;

FFTB ;

SFIC ;

UNIFA ;

CICF ;

UNAMA ;

GPFO ;

FIB ;

UNIPAS ;

FEDARPA ;

AFDPE ;

UPC ;

UIB.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
FGA CFDT ;  
BATIMAT-TP CFTC ;  
FSCOPA CFTC ;  
SNCEA CFE-CGC ;  
FNTVC CGT ;  
FG FO ;  
FILPAC CGT ;  
FNCB CFDT ;  
FCE CFDT ;  
FIBOPA CFE-CGC ;  
SICMA CFE-CGC ;  
FFSCEGA CFTC ;  
SCAMIC CFE-CGC ;  
FNSCBA CGT.



## ANNEXE

À L'ACCORD NATIONAL DU 12 AVRIL 2010  
PORTANT CRÉATION DE L'OPCA 3+

---

### A. – Ameublement bois

#### Fabrication de l'ameublement

Les entreprises de fabrication d'ameublement et de mobilier d'agencement, de rénovation, de réparation et de restauration ainsi que les entreprises de fabrication et de restauration d'orgues à tuyaux, quel que soit le matériau utilisé, l'effectif de l'entreprise et qu'il s'agisse d'une fabrication en série ou à l'unité.

A titre indicatif, ces activités sont référencées dans la nomenclature d'activités françaises de 2008, sous les numéros suivants :

13.92Z Fabrication d'articles textiles, sauf habillement exclusivement pour la fabrication de petits articles textiles de literie relevant de la sous-catégorie 13.92.24 ;

16.29Z Fabrication d'objets divers en bois exclusivement pour la fabrication de cadres et la fabrication de bois pour luminaires relevant de la sous-catégorie 16.29.14 ;

26.40Z Fabrication de produits électroniques grand public exclusivement pour la fabrication d'enveloppes en bois pour enceintes acoustiques relevant de la sous-catégorie 26.40.42 ;

26.52Z Fabrication d'horlogerie exclusivement pour la fabrication de cages d'horlogerie relevant de la sous-catégorie 26.52.27 ;

31.01Z Fabrication de meubles de bureau et de magasin à l'exclusion de la fabrication de meubles métalliques, ou principalement en métal ;

31.02Z Fabrication de meubles de cuisine à l'exclusion de la fabrication de meubles métalliques, ou principalement en métal ;

31.03Z Fabrication de matelas à l'exclusion de la fabrication de sommiers métalliques ou principalement en métal ;

31.09A Fabrication de sièges d'ameublement intérieur ;

31.09B Fabrication d'autres meubles et industries connexes à l'exclusion de la fabrication de meubles métalliques ou principalement en métal ;

32.20Z Fabrication d'instruments de musique exclusivement pour la fabrication d'orgues à tuyaux relevant de la sous-catégorie 32.20.1 ;

32.40Z Fabrication de jeux et jouets exclusivement pour la fabrication de billards relevant de la sous-catégorie 32.40.42 ;

32.99Z Autres activités manufacturières NCA (non citées ailleurs) exclusivement pour la fabrication de cercueils relevant de la sous-catégorie 32.99.59 et la fabrication d'abat-jour relevant de la sous-catégorie 27.40.23 ;

33.19Z Réparation d'autres équipements exclusivement pour la restauration d'orgues relevant de la sous-catégorie 33.19.10 ;

90.03A Création artistique relevant des arts plastiques exclusivement pour la restauration de meubles dans le cadre de musées et pour l'encadrement d'art relevant de la sous-catégorie 90.03.11 ;

95.24Z Réparation de meubles et d'équipements du foyer exclusivement pour la réparation de meubles relevant de la sous-catégorie 95.24.10.

Industries du bois et importation des bois	RÉF. NAPE
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801
Fabrication de parquets et lambris en lames	4803
Fabrication de parquets assemblés en panneaux	4803
Moulures, baguettes	4803
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	4804
Production de charbon de bois	
Panneaux de fibragglos	4804
Poteaux, traverses, bois injectés	4804
Application de traitement des bois	4804
Emballage en bois (caisses, tonnellerie, emballeurs)	4805
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805
Palettes	4805
Tourets	4805
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multifformes)	4807
Fibres de bois	4807
Farine de bois	4807
Articles de sport à l'exclusion des ballons, matériels divers pour sports nautiques, matériels de camping	5402
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402
Fabrication d'articles en liège	5408
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422
Y compris les entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.	
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907

#### Industrie des panneaux à base de bois

Entreprises dont l'activité principale relève, dans le cadre de la catégorie 16.21Z (anciennement 20.2Z) de la nomenclature des activités française, des catégories suivantes :

- a) Fabrication de panneaux de contreplaqués multiplies en bois, de toutes épaisseurs, bruts ou poncés ;
- b) Fabrication de panneaux de particules de bois ou autres matières ligneuses, bruts ou poncés ;
- c) Fabrication de panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, comprimés ou non, durs ou demi-durs, bruts ou poncés ;

d) Fabrication de :

- panneaux à âme épaisse en bois, lattés, lamellés ou panneautés, plaqués de bois ;
- panneaux de particules replaqués de bois ;
- panneaux à âme en placages, particules ou fibres de bois, surfacés ou mélaminés ;
- panneaux stratifiés, peints, pré-peints, laqués, enduits, imprimés, plastifiés, etc.

A l'exception de :

- fabrication d'articles en contreplaqués galbés ou moulés (selon nature) ;
- fabrication de bois déroulés ou tranchés pour placages ;
- fabrication d'éléments en bois dits « densifiés » en blocs, planches, lames ou profilés.

Industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles

Entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 16.23Z (anciennement 20.3Z) :

- charpentes et structures industrialisées en bois dont fermettes, lamellés-collés, poutres, poutrelles, panneaux-caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;
- bâtiments industrialisés dont maisons ossature bois, bâtiments préfabriqués légers ou éléments de ces bâtiments, en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

Entreprises agricoles

Entreprises visées à l'article L. 722-3 du code rural (à l'exclusion de l'ONF) et notamment :

Référence NAPE/NAF :

- exploitations forestières : 0220/02.0B ;
- scieries agricoles : 4801/20.1A.

## B. – Matériaux pour la construction et l'industrie

I. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

### Classe 14. – Minéraux divers

Groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie.

### Classe 15. – Matériaux de construction

Groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.

Groupe 15.03 : pierres de construction.

Groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre.

Groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Groupe 15.08 : produits en béton.

Groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

### Classe 87. – Services divers (marchands)

Groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

II. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques de France, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Classe 15. – Matériaux de construction et de céramique

Groupe 15.11 : industries françaises de produits réfractaires :

15.11.01 : briques, dalles et pièces analogues, réfractaires.

15.11.02 : produits réfractaires divers en céramique.

15.11.03 : mortiers réfractaires.

Groupe 15.12 : industries françaises du carreau céramique :

15.12.04 : carreaux en grès ou en terre commune.

15.12.05 : carreaux en faïence.

15.12.06 : carreaux en céramique de style mosaïque.

Groupe 15.12 : industries françaises de céramique sanitaire :

15.12.01 : appareils sanitaires en céramique.

Groupe 15.13 : industries françaises de la poterie :

15.12.03 : articles divers en céramique pour usages techniques.

15.13.03 : vaisselle de ménage en grès ou en terre commune.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Groupe 15.13 : industries françaises de la porcelaine :

15.13.01 : vaisselle de ménage en porcelaine.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Groupe 15.13 : industries françaises de la céramique-table et ornementation :

15.13.02 : vaisselle de ménage en faïence.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique (faïence d'art, y compris articles funéraires).

Groupe 15.04 : producteurs de matières premières pour la céramique et la verrerie :

15.04.01 : pâtes et émaux céramiques.

15.04.02 : argiles.

15.04.03 : terres réfractaires.

Groupe 15.04 : industries françaises du kaolin :

15.04.01 : kaolin.

Groupe 15.04 : industries françaises du feldspath :

15.04.04 : feldspath.

III. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Groupe 15.06 : fabrication de ciments : fabrication de ciment portland, de ciments de laitier, de ciments alumineux et de ciments prompts.

Groupe 15.06 : extraction de pierre à ciment, de marne, de pierre à chaux.

Groupe 15.05 : fabrication de plâtre : cuisson du plâtre, four à plâtre, les fabriques de plâtre exploitées par les sociétés se livrant aux fabrications ci-dessus délimitées (groupe 15.06) et leur appartenant.

Sont également expressément visés, les sièges sociaux, stations de broyage, d'ensachage, dépôts de vente, agences, laboratoires et centres de recherche des établissements ci-dessus.

IV. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.3Z. Fabrication de carreaux en céramique, pour ce qui concerne les carreaux de terre cuite ;

26.4A. Fabrication de briques ;

26.4B. Fabrication de tuiles ;

26.4C. Fabrication de produits divers en terre cuite ;

26.8C. Fabrication d'argiles expansées.

V. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries de la fabrication de la chaux, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.5C. Fabrication de chaux.

#### C. – Intersecteurs papiers-cartons

5001. – Fabrication de pâte à papier :

211 A. Fabrication de pâte à papier.

5002. – Fabrication de papier et carton :

211 C. Fabrication de papier et carton.

5003. – Fabrication d'articles de papeterie :

212 G. Fabrication d'articles de papeterie :

– fabrication de papiers à lettre en boîtes, blocs, cartes de visites, de faire-parts, etc. ;

– fabrication d'enveloppes et pochettes postales ;

– fabrication de bobines pour machines de bureau, de listings et d'autres articles de papeterie.

222 C. Autre imprimerie :

– fabrication d'agendas, cahiers, carnets, classeurs, registres, reliures à feuillets mobiles, façonnés comptables et de bureaux divers.

221 J. Pour ce qui concerne :

– édition de calendriers, d'éphémérides et d'articles millésimés (sauf les calendriers d'art).

252 G. Pour ce qui concerne :

– fabrication d'articles divers en matière plastique ;

– fabrication de classeurs, chemises, articles de signalisation et d'organisation, articles scolaires et de bureau en matière plastique.

212 B. Pour ce qui concerne :

– fabrication d'articles de classement en carton, de boîtes de correspondance.

5004. – Transformation du papier :

212 L. Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (étiquettes, filtres, etc.).

212 J. Fabrication de papiers peints.

212 C. Fabrication d'emballages en papier (sacs et sachets, sacs GC...).

212 E. Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique.

175 E. Fabrication de non tissés : pour la fabrication d'articles non tissés par voie sèche et/ou humide à usage sanitaire et domestique.

18-09-04. – Papiers héliographiques :

246 G. Fabrication de produits chimiques pour la photographie pour les papiers héliographiques.

5006. – Fabrication de carton ondulé et de produits en carton ondulé :

212 A. Industrie du carton ondulé (notamment fabrication de carton ondulé, d'emballages en carton ondulé).

5007. – Fabrication de cartonnages :

212 B. Fabrication de cartonnages.

212 A. Pour ce qui concerne :

– fabrication d'emballages en carton ondulé.

212 E. Pour ce qui concerne :

– fabrication de vaisselle en carton.

212 L. Pour ce qui concerne :

– fabrication de tubes, mandrins et bobines en carton pour enroulement et fabrication d'articles moulés en pâte à papier.

222 C. Pour ce qui concerne :

– fabrication d'albums pour échantillonnages de collection, albums et cartonnages pour la photo.

5914. – Commerce de papiers et cartons en l'état :

515 N. Commerce de gros et autres produits intermédiaires pour le commerce de gros de papiers et cartons.

5110 – Sérigraphie :

222 J. Pour ce qui concerne :

– entreprises utilisant le procédé sérigraphique.

222 C. Pour ce qui concerne :

– entreprises utilisant le procédé sérigraphique.

N° 3011 (IDCC 0700). Convention collective nationale pour les ingénieurs et cadres de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3019 (IDCC 1689). Convention collective nationale des fabriques d'articles de papeterie et de bureau pour les ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres.

N° 3054 (IDCC 0925). Convention collective nationale de la distribution et du commerce de gros des papiers et cartons pour les ingénieurs et cadres.

N° 3068 (IDCC 0707). Convention collective nationale pour les ingénieurs et cadres de la transformation des papiers, cartons et pellicule cellulosique.

N° 3115 (IDCC 0489). Convention collective nationale des industries du cartonnage pour les ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres.

N° 3158 (IDCC 0802). Convention collective nationale de la distribution et du commerce de gros des papiers et cartons pour les ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise.

N° 3242 (IDCC 1492). Convention collective nationale pour les ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3250 (IDCC 1595). Convention collective nationale pour les ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise de la transformation des papiers.

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

---

ACCORD DU 29 JUIN 2010  
RELATIF AUX STATUTS DE L'OPCA  
NOR : ASET1151198M

**Article 1<sup>er</sup>**

*Forme juridique*

Il est constitué sous la forme d'une association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 un organisme paritaire collecteur agréé.

**Article 2**

*Objet*

Cet organisme a pour objet d'assurer les missions et objectifs définis par les dispositions de l'accord national du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA des industries de l'ameublement, du bois, des matériaux pour la construction et l'industrie, et l'intersecteurs des papiers-cartons.

Dans ce cadre, l'OPCA met en œuvre l'ensemble des dispositions administratives et financières qui permettent la réalisation de ces missions et objectifs.

**Article 3**

*Dénomination*

L'association prend pour dénomination OPCA 3+.

**Article 4**

*Durée*

Sa durée est celle de l'accord national du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+.

**Article 5**

*Siège social*

Le siège de l'association est situé : 154, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Il peut être transféré à tout moment par le conseil d'administration délibérant comme indiqué à l'article 9 ci-après.

**Article 6**

*Composition*

L'association est composée :

- des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national signataires de l'accord du 29 juin 2010 et celles qui y adhéreraient ultérieurement ;



- des organisations professionnelles patronales signataires de l'accord du 29 juin 2010 et celles qui y adhèreraient ultérieurement.

## **Article 7**

### *Conseil d'administration*

Le conseil d'administration de l'OPCA 3+ se compose de 30 membres au maximum réparti en 2 collèges constitués de :

- 15 représentants répartis entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ;
- 15 représentants répartis entre les organisations patronales signataires du présent accord.

Chaque collège désigne en outre 5 remplaçants. Le remplaçant ne siège au conseil d'administration qu'en l'absence d'un membre titulaire du même collège, et sur demande expresse de celui-ci.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par les signataires de l'accord du 29 juin 2010 pour une durée de 2 ans ; leur mandat est bénévole et renouvelable.

En cas de vacances à un poste d'administrateur, il est pourvu au remplacement dudit administrateur par l'organisation syndicale de salariés représentative au plan national ou l'organisation professionnelle patronale l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de l'OPCA 3+. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat à l'égard de leurs mandants.

Le mandat d'administrateur de l'OPCA 3+ s'exerce dans les conditions prévues à l'article L. 6332-2-1 du code du travail.

Le directeur de l'OPCA 3+ participe de droit au réunion du conseil d'administration à titre consultatif et en assure le secrétariat. Le directeur en exercice ne peut être détenteur d'un mandat d'administrateur de l'OPCA 3+.

## **Article 8**

### *Bureau*

Le conseil d'administration désigne pour 2 ans, parmi ses membres, un bureau composé de :

- 5 titulaires et 5 suppléants répartis entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord,
- 5 titulaires et 5 suppléants répartis entre les organisations patronales signataires du présent accord.

Les suppléants participent aux réunions du bureau à titre consultatif. Ils ne participent pas aux délibérations, sauf lorsqu'ils remplacent un membre titulaire temporairement absent et sous réserve de justifier d'un mandat de celui-ci.

Le conseil désigne parmi les membres titulaires du bureau :

- 1 président ;
- 1 vice-président ;
- 1 trésorier ;
- 1 trésorier adjoint.

Le président et le trésorier adjoint doivent être choisis alternativement dans l'un et l'autre collège.

Le vice-président et le trésorier appartiennent au collège auquel n'appartiennent pas le président et le trésorier adjoint.

Les membres du bureau sont rééligibles. En cas de vacance, il est pourvu à la désignation d'un nouveau membre du bureau à la prochaine réunion du conseil sur proposition de la fédération ou du syndicat dont relevait le membre sortant. Le mandat du membre du bureau ainsi désigné prend fin au terme de la période pour laquelle le bureau a été élu.

Le bureau se réunit 4 fois par an.

Le bureau a pour mission :

- de préparer les travaux du conseil d'administration ;
- d'assurer le suivi des missions déléguées à l'association technique de gestion et la bonne exécution de la convention de délégation.

Le directeur de l'OPCA 3+ assiste aux réunions du bureau dans les mêmes conditions qu'à celles du conseil d'administration et assure leur secrétariat pour en dresser le procès-verbal.

Le président assure la régularité du fonctionnement de l'OPCA 3+ conformément aux statuts et exerce les pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration. Il préside les réunions du bureau et du conseil d'administration. Il représente l'OPCA 3+ en justice et dans les actes de la vie civile, signe tous les actes et délibérations. Il fait ouvrir au nom de l'OPCA 3+ tout compte auprès des établissements bancaires. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires désignés parmi les membres du bureau.

Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses missions et le supplée en cas d'empêchement.

## Article 9

### *Fonctionnement du conseil d'administration*

Le conseil se réunit, sur convocation de son président, au moins 3 fois par an et autant de fois qu'il l'estime nécessaire.

La convocation est de droit chaque fois que sa demande émane d'au moins les 2/3 des membres d'un collège, saisissant le président et le vice-président à cet effet en précisant la ou les questions qu'ils désirent soumettre au conseil d'administration.

L'ordre du jour est arrêté par le président et le vice-président ou en cas d'empêchement de l'un ou de l'autre par le trésorier ou le trésorier-adjoint.

Il comporte obligatoirement les questions ayant fait l'objet d'une demande présentée par les 2/3 au moins des administrateurs membres d'un collège.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant pouvoir sur papier libre à un autre administrateur appartenant au même collège. Toutefois, aucun administrateur ne pourra disposer de plus de 2 pouvoirs.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chacun des collèges le composant statutairement est présente ou valablement représentée. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué à nouveau dans un délai de 1 mois et peut délibérer sur le même ordre du jour quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

A l'occasion de chaque décision, le collège des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre égal de voix. Pour égaliser les voix de chaque collège, la règle suivante est appliquée :

Chaque collège dispose au total, d'un nombre de voix égal au produit (nombre de présents ou représentés du collège employeur) × (nombre de présents ou représentés du collège salarié).

Chaque collège dispose ainsi d'un nombre de voix égal à celui de l'autre collège, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix sur un point de l'ordre du jour, le président reporte ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil d'administration.

## **Article 10**

### *Règlement intérieur*

Le conseil d'administration fixe au moyen d'un règlement intérieur les modalités non prévues par les présents statuts. Le règlement intérieur est établi dans les 6 mois qui suivent la première réunion du conseil d'administration.

Le règlement intérieur ne peut en aucun cas être contraire aux dispositions de l'accord du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+ et à celles des présents statuts.

## **Article 11**

### *Modification des statuts*

Les présents statuts, à l'exception de l'article 5, peuvent être modifiés uniquement par les partenaires sociaux signataires de l'accord constitutif de l'accord constitutif de l'OPCA 3+ du 29 juin 2010 et ceux qui y ont adhéré.

La demande de modification peut être adressée par toute organisation membre de l'OPCA 3+ par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception. Elle doit être accompagnée du texte de proposition. Elle doit être examinée dans les 3 mois.

Les modifications apportées aux statuts ne peuvent être contraires aux dispositions de l'accord constitutif de l'OPCA 3+ du 29 juin 2010.

## **Article 12**

### *Dissolution-liquidation*

La dissolution de l'association ne peut intervenir que sur décision du conseil d'administration de l'OPCA 3+ siégeant en séance extraordinaire ou si les pouvoirs publics retirent à l'OPCA 3+ les agréments nécessaires à son activité.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si les 2/3 au moins des membres le composant statutairement sont présents ou représentés. Au cas où ce quorum ne serait pas atteint, le conseil serait convoqué à nouveau dans un délai de 15 jours pour valablement délibérer dans le respect des règles de l'article 9 ;

En cas de dissolution de l'association, l'utilisation des sommes dont dispose l'OPCA 3+ sera celle qui est prévue par les dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activité d'un OPCA.

Fait à Paris, le 29 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UNICEM ;  
FFC ;  
FNB ;  
SFIC ;  
UNIFA ;  
CICF ;  
UNAMA ;  
GPFO ;  
FIB ;

UNIPAS ;  
UNFFB ;  
FAP ;  
AFDPE ;  
UPC ;  
UIB.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
FGA CFDT ;  
BATIMAT-TP CFDT ;  
FSCOPA CFTC ;  
SNCEA CFE-CGC ;  
FNTVC CGT ;  
FG FO ;  
FILPAC CGT ;  
FNCB CFDT ;  
FCE CFDT ;  
FIBOPA CFE-CGC ;  
SICMA CFE-CGC ;  
FFSCEGA CFTC ;  
SCAMIC CFE-CGC ;  
FNSCBA CGT.

Brochure n° 3051

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE**  
**ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**

AVENANT DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011  
À L'ACCORD DU 26 JANVIER 2005 RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA  
NOR : ASET1151192M  
IDCC : 567

**PRÉAMBULE**

Le présent accord, conclu en application des dispositions légales en vigueur, a pour objet, par la désignation d'un nouvel OPCA de branche, de créer les conditions d'une nouvelle mobilisation des entreprises et des salariés de la branche BJOC en faveur de la formation professionnelle tout au long de la vie professionnelle.

Le présent accord s'applique aux entreprises de la BJOC exerçant sur le territoire français, y compris les départements et territoires d'outre-mer.

**Article 1<sup>er</sup>**

*OPCA désigné et section professionnelle paritaire (SPP)*

**Article 1.1**

*OPCA désigné*

Les dispositions de l'annexe I « Organisme paritaire collecteur agréé » de l'accord du 26 janvier 2005 relatif au développement de la formation professionnelle tout au long de la vie sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les signataires rappellent l'adhésion de la branche à l'AGEFOS PME, organisme paritaire collecteur agréé (art. 18). »

Il est précisé que cette désignation repose sur la nécessité pour la branche de disposer à la fois d'une capacité de gestion sur son champ professionnel, et de bénéficier des moyens politiques et techniques mis à sa disposition par AGEFOS-PME pour développer la formation des salariés des entreprises de la branche.

**Article 1.2**

*Section paritaire professionnelle (SPP)*

L'article 18 de l'accord du 26 janvier 2005 relatif au développement de la formation professionnelle tout au long de la vie est complété par les dispositions suivantes :

« Il est entendu que la branche BJOC conditionne son adhésion à l'AGEFOS-PME à l'obtention par AGEFOS PME de l'agrément et l'existence d'une section paritaire professionnelle BJOC.

Dès lors qu'AGEFOS PME est désigné par avenant à l'accord collectif comme l'OPCA d'une branche professionnelle, le conseil d'administration national d'AGEFOS PME crée une section professionnelle paritaire de branche, conformément à l'article R. 6332-16 du code du travail et avec un champ d'action étendu aux entreprises occupant plus de 10 salariés à moins de 50 salariés. Ce dernier point sera précisé dans le protocole d'accord.

Un protocole d'accord signé ultérieurement sera conclu entre l'organisation professionnelle d'employeurs et les organisations représentatives de salariés de la branche d'une part, et AGEFOS PME, représentée par ses présidents d'autre part, et formalisera la composition, les missions et les règles de fonctionnement de la SPP. »

A ce titre, les articles 4 et 5 de l'accord du 2 novembre 1995 relatif aux objectifs et aux moyens de la formation professionnelle dans les entreprises relevant de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent relatives à la SPP, seules dispositions subsistant de l'accord précité sont annulées et intégrées dans le présent avenant par mesure de simplification.

### **Article 1.2.1**

#### *Mission de l'instance paritaire de la section professionnelle*

Les missions de l'instance paritaire de la section professionnelle sont :

- de gérer et suivre les fonds versés par les entreprises ;
- de développer une politique incitative d'insertion professionnelle par les contrats d'insertion en alternance et l'apprentissage ;
- de prendre en charge les actions de formation des entreprises selon les modalités fixées par la CPNE ;
- de procéder à la vérification et à l'approbation des comptes de la section professionnelle, des documents de contrôle de la gestion et de l'utilisation des fonds collectés ;
- d'informer et sensibiliser :
  - les centres de formation d'apprentis et les établissements visés à l'article L. 118-2-1 du code du travail sur les conditions et l'intervention financière de l'AGEFOS PME ;
  - les entreprises et les salariés sur les conditions de l'intervention financière de l'AGEFOS PME, au titre des contrats d'insertion en alternance ;
  - les entreprises et les salariés sur les périodes de professionnalisation, sur les formations existantes et sur les conditions d'examen des demandes de prise en charge ;
  - les entreprises et les salariés sur les conditions de l'intervention financière de l'AGEFOS PME au titre de la participation au développement de la formation professionnelle continue due par les entreprises employant 10 salariés et plus.

### **Article 1.2.2**

#### *Composition de la SPP*

L'instance paritaire de la section professionnelle est composée de :

- 2 représentants des organisations syndicales des salariés, signataire du présent accord ;
- 1 nombre égal de représentant de la BJO.

Il est rappelé que les 2 représentants des organisations syndicales des salariés signataire du présent accord, devront recevoir les convocations et l'ensemble des documents utiles en vue de leur participation à cette instance.

Un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint est constitué en son sein.

## **Article 2**

### *Dispositions financières*

#### **Article 2.1**

##### *Contributions des entreprises de 10 à 19 salariés*

L'article 19 de l'accord du 26 janvier 2005 relatif au développement de la formation professionnelle tout au long de la vie est modifié ainsi qu'il suit :

« A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour toutes les collectes y compris celle de février 2012 portant sur les salaires de l'année 2011, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, employant de 10 à 19 salariés sont tenues de verser à l'OPCA désigné :

- la contribution de 0,15 % destinée au financement des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation, du tutorat et de la formation interne, de l'observatoire des métiers et des qualifications, des dépenses de formation des DIF prioritaires, et portables, puis des frais de fonctionnement des établissements dispensant des formations en apprentissage en fonction des fonds restant disponibles ;
- tout ou partie du 0,9 % de leur masse salariale au titre de la formation professionnelle avec un versement minimum obligatoire de 0,50 % de leur masse salariale. Les entreprises qui le souhaitent, peuvent verser le solde de la contribution plan de formation non utilisée avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due.

Les entreprises de 10 à 19 salariés verseront obligatoirement à AGEFOS PME les reliquats non utilisés de leur participation à la formation continue. »

#### **Article 2.2**

##### *Contributions des entreprises de 20 salariés et plus*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour toutes les collectes y compris celle de février 2012 portant sur les salaires de l'année 2011, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, employant plus de 20 salariés sont tenues de verser à l'OPCA désigné :

- la contribution de 0,50 % destinée au financement des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation, du tutorat et de la formation interne, de l'observatoire des métiers et des qualifications, des dépenses de formation des DIF prioritaires, puis des frais de fonctionnement des CFA en fonction des fonds restant disponibles ;
- tout ou partie du 0,9 % de leur masse salariale au titre de la formation professionnelle avec un versement minimum obligatoire de 0,50 % de leur masse salariale . Les entreprises qui le souhaitent, peuvent verser le solde de la contribution plan de formation non utilisée avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due.

Les entreprises de 20 salariés et plus verseront obligatoirement à AGEFOS PME les reliquats non utilisés de leur participation à la formation continue.

#### **Article 2.3**

##### *Contributions des entreprises de moins de 10 salariés*

L'article 20 de l'accord du 26 janvier 2005 relatif au développement de la formation professionnelle tout au long de la vie est modifié ainsi qu'il suit :

« A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour toutes les collectes y compris celle de février 2012 portant sur les salaires de l'année 2011, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, employant moins de 10 salariés sont tenues de verser à l'OPCA désigné :

- la contribution de 0,15 % destinée au financement des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation, du tutorat et de la formation interne, de l'observatoire des métiers et des qualifications, des dépenses de formation des droits individuels à la formation prioritaires puis des frais de fonctionnement des centres de formations des apprentis en fonction

- des fonds restant disponibles. Elle est mutualisée dès la collecte avec la contribution de 0,50 % versée par les entreprises d'au moins 10 salariés ;
- ainsi que la contribution 0,40 % destinée notamment aux actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation. »

### **Article 3**

#### *Durée de l'accord*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par les parties dans les conditions prévues par les articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

La désignation de l'AGEFOS-PME est conditionnée par le respect des dispositions du présent accord et du protocole technique qui lui est annexé. En cas de non-respect de ces conditions par l'AGEFOS-PME, les parties conviennent de se réunir pour envisager les conséquences de la situation ainsi créée.

### **Article 4**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant et le protocole de fonctionnement de la SPP qui sera signé ultérieurement prendront effet à partir du premier jour suivant l'expiration du délai relatif au droit d'opposition des organisations non signataires.

### **Article 5**

#### *Formalités*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la DIRECCTE et du greffe du conseil des prud'hommes dans les conditions légales en vigueur. Son extension sera demandée auprès de la DGT par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNBIOC.

#### **Syndicats de salariés :**

FGMM CFDT ;

CGT-FO métallurgie ;

FCMTM CFE-CGC ;

CFTC métallurgie ;

FTM CGT.



**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

ACCORD DU 29 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE  
NOR : ASET1151203M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les secteurs des industries du bois et de l'importation des bois, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'organisme paritaire collecteur Agréé 3+ (OPCA 3+) relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'intersecteurs des papiers-cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3+ les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain, y compris la Corse, aux entreprises des activités suivantes :

	<u>RÉF. NAPE</u>
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907
Fabrication d'articles en liège	5408
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907

	RÉF. NAPE
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801
Production de charbons de bois	—
Parquets, moulures, baguettes	4803
Bois de placage, placages tranchés et déroulés	4804
Panneaux de fibragglos	4804
Poteaux, traverses, bois injectés	4804
Application de traitement des bois	4804
Emballage en bois (caisse, tonnellerie, emballeurs)	4805
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805
Palettes	4805
Tourets	4805
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis, multifformes)	4807
Fibre de bois	4807
Farine de bois	4807
Articles de sport à l'exclusion des ballons, matériels divers pour sports nautiques, matériels de camping	5402
Articles de pêches (pour les cannes et lignes)	5402
Y compris les entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.	

## TITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR « OPCA 3+ »

#### Article 3

##### *Contributions formation des entreprises de 10 salariés et plus*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant 10 salariés et plus sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

- la contribution professionnalisation :
  - de 0,15 % pour les entreprises de 10 à moins de 20 salariés ;
  - de 0,50 % pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette contribution est destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

- la contribution plan de formation :

1) Au minimum 0,50 % de la masse salariale.

La contribution à reverser au fond paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) au titre du plan de formation sera appelée en plus de cette obligation conventionnelle, faute d'un

accord prévoyant des dispositions autres et notamment la prise de tout ou partie des fonds à reverser au FPSPP sur les fonds professionnalisation.

L'obligation conventionnelle est versée en 2 fois :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3+ l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

2) Le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N – 1.

#### **Article 4**

##### *Contributions formation des entreprises de moins de 10 salariés*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant moins de 10 salariés sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

- la contribution professionnalisation de 0,15 % destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- ainsi que la contribution plan de formation de 0,40 %, destinée notamment aux actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

### **TITRE III**

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 5**

##### *Date d'effet*

Le présent accord n'entrera en vigueur qu'à compter de la date à laquelle l'OPCA 3+ obtiendra l'agrément prévu par le code du travail pour lui permettre d'assurer la collecte et la gestion des fonds de la formation professionnelle continue et sous réserve de la conclusion entre l'OPCA 3+ et l'association technique de gestion de la convention prévue à l'article 7 de l'accord du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+.

Sous ces réserves, il pourrait donc s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1.

Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord.

#### **Article 6**

##### *Clause de sauvegarde*

Le présent accord annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des obligations ultérieures d'origine législative, réglementaire ou conventionnelle relatives à la collecte et/ou à l'affectation de fonds de la formation professionnelle et ayant une incidence sur le présent accord.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

#### **Article 7**

##### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

## **Article 8**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

## **Article 9**

### *Dénonciation, révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 29 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FNB ;  
GPFFB ;  
FNSL ;  
SNPCBCF ;  
SEI ;  
FFT ;  
FNIB ;  
UNFFB ;  
FABOMU ;  
UFFEP ;  
FNIMTMB ;  
FNMIAMB ;  
GIFAP ;  
CB ;  
SNIELB ;  
SNFMF ;  
SNAPB ;  
FIFAS ;  
SISP ;  
FBT.

### **Syndicats de salariés :**

CFTC BATIMAT-TP ;  
FNCB CFDT ;  
FO BTP ;  
FIBOPA CFE-CGC.

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

ACCORD DU 26 OCTOBRE 2010  
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE  
NOR : ASET1151202M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les secteurs des industries du bois pour la construction et la fabrication de menuiseries industrielles, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+ relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'intersecteurs des papiers-cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3 + les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national, signataires du présent accord, précisent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises répondant aux activités suivantes classées sous 16.23Z (anciennement 20.3Z) :

- charpentes et structures industrialisées en bois dont fermettes, lamellés-collés, poutres, poutrelles, panneaux-caissons, coffrages, écrans ;
- charpentes traditionnelles industrialisées en bois ;
- bâtiments industrialisés dont maisons ossature bois, bâtiments préfabriqués légers ou éléments de ces bâtiments, en bois ;
- éléments d'agencement intérieur en bois ;
- menuiseries industrialisées ;
- portes planes et blocs portes.

TITRE II

**DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE  
DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR « OPCA 3 + »**

**Article 3**

*Contributions formation des entreprises de 10 salariés et plus*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant 10 salariés et plus sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

- la contribution professionnalisation :
  - de 0,15 % pour les entreprises de 10 à moins de 20 salariés ;
  - de 0,50 % pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette contribution est destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

- la contribution plan de formation :

- 1) Au minimum 0,20 % de la masse salariale pour la 1<sup>re</sup> année de référence.
- 2) Au minimum 0,30 % de la masse salariale la 2<sup>e</sup> année de référence.
- 3) Au minimum 0,50 % de la masse salariale à partir de la 3<sup>e</sup> année de référence.

La contribution à reverser au FPSPP au titre du plan de formation sera appelée en plus de cette obligation conventionnelle, faute d'un accord prévoyant des dispositions autres et notamment la prise de tout ou partie des fonds à reverser au FPSPP sur les fonds professionnalisation.

L'obligation conventionnelle est versée en 2 fois.

La 1<sup>re</sup> année :

- 0,20 % au 30 avril ;
- rien au 30 septembre.

La 2<sup>e</sup> année :

- 0,30 % au 30 avril ;
- rien au 30 septembre.

A partir de la 3<sup>e</sup> année :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3+ l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

- 4) Le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N – 1.

**Article 4**

*Contributions formation des entreprises de moins de 10 salariés*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant moins de 10 salariés sont tenues de verser à l'OPCA 3+ :

- la contribution professionnalisation de 0,15 % destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- ainsi que la contribution plan de formation de 0,40 %, destinée notamment aux actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février.

### TITRE III

## DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 5

##### *Date d'effet*

Le présent accord n'entrera en vigueur qu'à compter de la date à laquelle l'OPCA 3 + obtiendra l'agrément prévue par le code du travail pour lui permettre d'assurer la collecte et la gestion des fonds de la formation professionnelle continue et sous réserve de la conclusion entre l'OPCA 3+ et l'association technique de gestion de la convention prévue à l'article 7 de l'accord du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+.

Sous ces réserves, il pourrait donc s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1.

Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord

#### Article 6

##### *Clause de sauvegarde*

Le présent accord annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des obligations ultérieures d'origine législative, réglementaire ou conventionnelle relatives à la collecte et/ou à l'affectation de fonds de la formation professionnelle et ayant une incidence sur le présent accord.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

#### Article 7

##### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

#### Article 8

##### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

#### Article 9

##### *Dénonciation et révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai d'un an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 26 octobre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FIBC ;

UFME ;

**Syndicats de salariés :**

FG FO ;

FNCB CFDT.



Brochure n° 3018

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1486. – BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,**  
**CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS**  
**ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

---

**ACCORD DU 15 JUIN 2011**  
**RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE**  
NOR : ASET1151191M  
IDCC : 1486

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de l'article 49 de la convention collective des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils sociétés de conseils, les partenaires sociaux ont créé l'OPCA FAFIEC par accord du 14 décembre 1994.

Afin de prendre en compte les dispositions de la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie et d'adapter en conséquence les dispositions de branche, les partenaires sociaux décident de substituer le présent accord à l'accord du 14 décembre 1994 modifié par les avenants des 24 janvier 1995, 15 janvier 1999 et 17 mai 2005.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Agrément*

Les organisations signataires demandent l'agrément pour une durée indéterminée d'un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) doté de la personnalité morale conformément aux dispositions des articles L. 6332-1 et L. 6332-7 du code du travail.

L'organisme paritaire collecteur agréé reprend l'ensemble des biens meubles ou immeubles, ainsi que l'ensemble des engagements du fonds d'assurance formation ingénierie études et conseil.

**Article 2**

*Dénomination*

Cet organisme paritaire collecteur agréé est dénommé FAFIEC.

Son siège social est fixé au 56-60, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13.

Il peut être transféré à tout autre endroit par décision du conseil d'administration.

**Article 3**

*Champ d'intervention*

Le FAFIEC intervient sur tout le territoire national y compris les départements d'outre-mer, et pour les salariés des secteurs d'activité relevant du champ d'application de la convention collective nationale étendue du 15 décembre 1987 des bureaux d'études techniques cabinets d'ingénieurs conseils et sociétés de conseils (IDCC 1486).

Le FAFIEC regroupe les entreprises concernées par la convention collective nationale et assujetties à la formation professionnelle continue prévue par le code du travail aux articles L. 6331-1 et suivants du code du travail.

Les partenaires sociaux examineront la possibilité pour le FAFIEC d'intervenir au titre d'autres secteurs d'activité.

Dans ce cas, des sections professionnelles correspondant aux secteurs d'activité relevant du champ d'application de conventions collectives différentes seraient mises en place et les règles d'administration et de fonctionnement du FAFIEC seraient adaptées dans le présent accord.

Les entreprises relevant de la convention collective nationale étendue du 15 décembre 1987 des bureaux d'études techniques cabinets d'ingénieurs conseils et sociétés de conseils constituent une seule section professionnelle.

## **Article 4**

### *Collecte*

Le FAFIEC a pour objet de percevoir et gérer les contributions financières des entreprises ou établissements au titre :

1. Des contributions conventionnelles définies par l'accord national du 23 octobre 2008 en vigueur sur la formation professionnelle, conclu dans le cadre de la convention collective nationale du 15 décembre 1987.
2. Des versements facultatifs effectués par les entreprises au-delà des versements obligatoires.
3. Des participations financières extérieures de toute nature :
  - concours financiers apportés par les collectivités publiques ;
  - et d'une façon générale toutes recettes autorisées par la loi.
4. Et de toutes autres contributions des entreprises issues d'accords des partenaires sociaux, conclus dans le cadre de la convention collective nationale du 15 décembre 1987.

## **Article 5**

### *Missions*

Le FAFIEC assurera les missions définies par les dispositions légales et réglementaires.

En outre, il mettra à la disposition des salariés les informations utiles à l'orientation et à l'élaboration de leur projet professionnel, dans le cadre de la politique définie par la CPNE et mise en œuvre par le conseil d'administration. Sur le site web, la rubrique publique dédiée aux salariés et l'ergonomie de la navigation devront permettre aux salariés d'accéder facilement et en permanence à toute la documentation pratique qui leur est nécessaire.

Les partenaires sociaux souhaitant concilier au mieux les intérêts des entreprises, des salariés et le respect du droit de la concurrence décident que les activités de services et de conseil concernant la formation professionnelle en faveur des entreprises qui peuvent être qualifiées d'activités économiques seront externalisées par le FAFIEC, conformément aux préconisations administratives.

Le FAFIEC applique la politique de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) visant à définir les services proposés, les priorités, les critères et les conditions de prise en charge des demandes qui lui sont présentées.

Il met en œuvre les décisions prises par la CPNE en matière d'emploi et de formation, met en place un suivi de ces décisions et lui rend compte.

## Article 6

### *Mobilisation des ressources*

Les ressources financières du FAFIEC, telles que définies à l'article 4 du présent accord constitutif, sont gérées et mobilisées en application des articles R. 6332-16 et suivants du code du travail.

Le FAFIEC ne peut posséder d'autres biens meubles ou immeubles que ceux nécessaires à son fonctionnement.

## Article 7

### *Utilisation des ressources*

Conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur, les ressources du FAFIEC sont versées et gérées, dans 4 sections comptables distinctes :

- 1 au titre de la professionnalisation ;
- 3 au titre de la formation professionnelle continue :
  - entreprises de moins de 10 salariés ;
  - entreprises de 10 à 49 salariés ;
  - entreprises de 50 salariés et plus.

#### 1. La section comptable professionnalisation

Les sections professionnelles, ou à défaut le conseil d'administration du FAFIEC si les sections professionnelles n'existent pas, affectent les ressources de la professionnalisation au financement d'actions dans le respect des dispositions des accords de branche et/ou de la politique de formation décidée par la CPNE concernée.

Les ressources non utilisées par les sections professionnelles sont mutualisées au niveau de l'OPCA avant la clôture de l'exercice comptable qui suit les versements et au plus tard avant le 31 octobre de chaque année.

#### 2. Les sections comptables de la formation professionnelle continue

Chaque section professionnelle, ou à défaut le conseil d'administration de l'OPCA lorsqu'il n'existe pas de section professionnelle, définit sa politique d'utilisation de la ressource collectée au titre de la formation professionnelle continue, dans le respect des orientations données par les accords de branche et/ou de la politique de formation décidée par la CPNE.

La section comptable « plan des entreprises de moins de 10 salariés » mutualise dès leur réception les contributions perçues à ce titre pour toutes les entreprises de moins de 10 salariés relevant de l'OPCA ;

La section comptable « plan des entreprises de 10 à moins de 50 salariés » mutualise dès leur réception les contributions perçues à ce titre ;

Le conseil d'administration du FAFIEC peut affecter une partie de cette ressource à la section comptable « plan des entreprises de moins de 10 salariés » ;

La section comptable « plan des entreprises de 50 salariés et plus » mutualise les contributions perçues à ce titre « conformément aux dispositions du 2 de l'article R. 6332-16 ». Cette ressource est affectée aux sections professionnelles, s'il y en a, à condition d'être mutualisée au niveau de la section « plan des 50 et plus » de l'OPCA avant le 31 octobre.

Le conseil d'administration de l'OPCA peut affecter une partie de cette ressource aux sections « plan des entreprises de moins de 10 salariés » et « plan des entreprises de 10 à 49 salariés ».

Le conseil d'administration de l'OPCA peut déléguer la gestion des ressources perçues par les sections « plan des entreprises de moins de 10 salariés » et « plan des entreprises de 10 à 49 salariés » aux sections professionnelles, s'il y en a.

En tout état de cause, les sommes non utilisées par les sections professionnelles remontent au niveau de l'OPCA avant le 31 octobre.

Les versements provenant de concours extérieurs pour des actions de formation spécifiques sont affectés à leur objet. Les fonds communs professionnels pouvant participer à un financement complémentaire.

#### Versements au-delà de la contribution obligatoirement affectée au FAFIEC

Les ressources collectées au-delà de la contribution obligatoirement affectée au FAFIEC seront mutualisées selon les règles légales et réglementaires en vigueur.

Les entreprises effectuant un versement au-delà de la contribution obligatoirement affectée au FAFIEC pourraient notamment avoir accès à des prises en charge complémentaires et des services définis par la note de politique de formation de la CPNE.

### **Article 8**

#### *Administration*

##### A. – Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires entrant dans la mission du FAFIEC telle que décrite à l'article 5 du présent accord.

##### 1. Mise en œuvre de la politique de formation

Il est garant de l'application par le FAFIEC de l'accord formation de la branche, de la note de politique et des instructions et décisions prises par la CPNE, dans le respect des dispositions de l'article R. 6332-46 du code du travail.

Il veille à la transmission à la CPNE de l'ensemble des documents techniques et financiers nécessaires à la prise des décisions politiques.

S'il existe un risque financier, il alerte immédiatement la CPNE en s'appuyant sur l'ensemble des documents techniques et financiers permettant à cette dernière de prendre les décisions politiques éclairées.

##### 2. Nominations et délégations de pouvoir

Il nomme sur proposition de sa présidence et de sa vice-présidence le (la) directeur(trice) délégué(e) du FAFIEC et le (la) directeur(trice) financier(ère).

Il définit la délégation de pouvoir du (de) la directeur(trice) délégué(e) et approuve, préalablement à sa mise en place, la subdélégation consentie au (à la) directeur(trice) financier(ère). Le (la) directeur(trice) financier(ère) est placé sous la responsabilité hiérarchique du (de la) directeur(trice) délégué(e). Compte tenu de la nature des fonds publics gérés, le (la) directeur(trice) financier(ère) a une obligation d'alerte directe auprès du conseil d'administration.

Il procède à la désignation du commissaire aux comptes et d'un suppléant, appelés à certifier la comptabilité en application de la réglementation en vigueur.

##### 3. Gestion administrative et financière de l'OPCA

Il s'assure de l'adéquation des ressources humaines et financières avec les orientations politiques décidées par la CPNE et en informe la CPNE, dans le respect du contrôle financier préétabli et des dispositions du règlement intérieur du FAFIEC.

Il dispose de 2 commissions (formation professionnelle et professionnalisation) composées d'administrateurs(trices) ou de représentants(tes) des organisations syndicales salariés et employeurs.

Il peut créer des groupes de travail paritaires, dont il arrête la composition et dont il fixe l'étendue et la durée du mandat, à l'exception des projets confiés par la CPNE, à laquelle appartiennent ces prérogatives.

Il pilote et contrôle la gestion des fonds collectés au titre de la formation professionnelle continue, de la professionnalisation, et tout autre versement prévu par l'article 4 du présent accord.

Il vote le budget, approuve son exécution et arrête les comptes sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il délibère sur le rapport annuel d'activité et approuve les états statistiques et financiers présentés chaque année aux pouvoirs publics.

#### B. – Composition du conseil d'administration

Le FAFIEC est administré par un conseil d'administration dont les membres sont désignés par les organisations de salariés et d'employeurs à raison de :

- 2 représentants titulaires désignés par chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche ;
- 1 nombre égal de représentants titulaires désignés par les fédérations patronales d'employeurs représentatives de l'ensemble de la branche au plan national et de nos métiers conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- outre la présidence et la vice-présidence, ces organisations syndicales de salariés et employeurs désigneront quatre administrateurs(trices) par collège qui seront, de préférence, membres de la CPNE.

Conformément à l'article L. 6332-2-1 du code du travail, lorsqu'une personne exerce une fonction d'administrateur(trice) ou de salarié(e) dans un établissement de formation ou dans un établissement de crédit, elle ne peut exercer une fonction d'administrateur(trice) ou de salarié(e) du FAFIEC ou un organisme délégué par ce dernier.

#### C. – Fonctionnement du conseil d'administration

Tous les 2 ans, le conseil d'administration désigne par alternance des collègues salariés et employeurs les responsabilités suivantes dont les attributions sont définies au règlement intérieur :

- 1 président(e) ;
- 1 vice-président(e) ;
- 1 trésorier(ère) ;
- 1 trésorier(ère) adjoint(e) ;
- 1 secrétaire ;
- 1 secrétaire adjoint(e)

La présidence, le (la) trésorier(ère) adjoint(e) et le (la) secrétaire adjoint(e) sont désignés par un collège, la vice-présidence, le (la) trésorier(ère) et le (la) secrétaire sont désignés par l'autre collège. A chaque renouvellement des fonctions, celles-ci sont permutées entre les 2 collèges.

Le (la) président(e) du conseil d'administration du FAFIEC est vice-président(e) de la CPNE. Parallèlement, le (la) président(e) de la CPNE est vice-président(e) du conseil d'administration du FAFIEC.

En cas d'empêchement, la présidence du conseil d'administration est assurée par un membre du même collège.

Le conseil d'administration, sous son autorité, délègue aux président(e), vice-président(e), trésorier(ère), secrétaire, trésorier(ère) adjoint(e) et secrétaire adjoint(e), les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion ordinaire du FAFIEC en ordonnant les dépenses.

Le conseil d'administration sera représenté par le président dans les actes de la vie civile et en justice conformément aux dispositions du règlement intérieur.

#### D. – Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration ordinaire se réunit au minimum 5 fois par an :

- à des dates fixées en début d'année ;
- sur convocation de sa présidence ;
- les convocations doivent être envoyées au moins 15 jours à l'avance.

Un conseil d'administration extraordinaire peut être convoqué par la présidence ou sur demande du quart de ses membres.

Dans ce cas, le délai d'envoi de la convocation est réduit à 5 jours. Les décisions de ce conseil d'administration extraordinaire sont prises d'après les mêmes règles que celles des conseils d'administration ordinaires.

La présence ou la représentation de la moitié des membres de chaque collège du conseil d'administration est nécessaire pour assurer la validité des délibérations.

Chaque membre du conseil d'administration peut détenir au maximum 2 pouvoirs de son collègue.

Les décisions sont proposées au vote du conseil d'administration et requièrent une majorité dans chacun des collèges. Pour le collège patronal, la majorité est une majorité qualifiée des 2/3.

Il est tenu un relevé de décisions des séances. Les relevés de décisions sont signés par la présidence ou son (sa) représentant(e) à la séance et par le(la) secrétaire.

#### E. – Bureau du FAFIEC

Le bureau est composé paritairement de la moitié des administrateurs du conseil d'administration dont :

- le (la) président(e) ;
- le (la) vice-président(e) ;
- le (la) trésorier(ère) ;
- le (la) trésorier(ère) adjoint(e) ;
- le (la) secrétaire ;
- le (la) secrétaire adjoint(e).

Chacune des organisations syndicales représentatives dans la branche de l'accord est représentée au sein du bureau.

Le mandat des membres du bureau est d'une durée équivalente à celle du conseil d'administration.

En cas d'empêchement du président, la présidence des réunions du bureau est assurée par un membre du même collège.

Le bureau a pour objet de préparer et éclairer les décisions du conseil d'administration et de suivre la mise en œuvre de ses décisions. Il suivra également la mise en œuvre opérationnelle et financière des décisions prises par le conseil d'administration, notamment aux moyens de tableaux de bord fournis par le directeur délégué.

Le bureau peut être amené à prendre des décisions uniquement dans le cadre d'une délégation spécifique du conseil d'administration et sous son contrôle.

Il se réunit entre 2 conseils d'administration.

Les règles de fonctionnement du bureau sont définies au règlement intérieur.

## **Article 9**

### *Conditions d'application*

Le présent accord annule et remplace l'accord constitutif de l'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA FAFIEC) du 14 décembre 1994 modifié par les avenants des 24 janvier 1995, 15 janvier 1999 et 17 mai 2005, dans les conditions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

## **Article 10**

### *Date d'effet*

Les partenaires sociaux demandent l'agrément de l'OPCA de la branche conformément aux dispositions de l'article L. 6332-1 du code du travail.

Ils conviennent également de présenter l'accord à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition. Il sera déposé par la partie la plus diligente dans le cadre des articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Le présent accord prendra effet au premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté ministériel d'extension de l'accord au *Journal officiel* à l'exception des dispositions de l'article 8 qui sont applicables à la date de signature du présent accord.

## **Article 11**

### *Révision de l'accord constitutif*

Les modifications à apporter au présent accord constitutif peuvent être demandées par l'une des parties signataires du présent accord.

Dans ce cas, la commission paritaire de la convention collective nationale doit se réunir dans un délai de 2 mois afin de délibérer sur les modifications proposées.

## **Article 12**

### *Cessation d'activité*

Si le FAFIEC venait à cesser ses activités pour quelque cause que ce soit, ses biens seraient dévolus à un ou plusieurs organismes de même nature désignés par le conseil d'administration.

La dévolution des biens est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de la formation professionnelle continue.

A défaut, les biens sont dévolus au Trésor public.

Fait à Paris, le 15 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

SYNTEC ;

CICE.

### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

CSFV CFTC ;

FIECI CFE-CGC ;

FEC FO ;

F3C CFDT.

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

ACCORD DU 15 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE  
NOR : ASET1151201M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans les secteurs des carrières et matériaux de construction, de la céramique, des ciments, des tuiles et briques et de la chaux, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3+ relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'intersecteurs des papiers-cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3+ les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire métropolitain, y compris la Corse aux :

I. – Entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 établie par l'INSEE (décret du 9 novembre 1973) :

Classe 14. – Minéraux divers

Le groupe 14.02 : matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie.

Classe 15. – Matériaux de construction

Le groupe 15.01 : sables et graviers d'alluvions.

Le groupe 15.02 : matériaux concassés de roches et de laitier.



Le groupe 15.03 : pierres de construction.

Le groupe 15.05 : plâtres et produits en plâtre.

Le groupe 15.07 : béton prêt à l'emploi.

Le groupe 15.08 : produits en béton.

Le groupe 15.09 : matériaux de construction divers.

#### Classe 87. – Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 : pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire).

II. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques de France, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

#### Classe 15. – Matériaux de construction et de céramique

Le groupe 15.11 : industries françaises de produits réfractaires.

15.11.01 : briques, dalles et pièces analogues, réfractaires.

15.11.02 : produits réfractaires divers en céramique.

15.11.03 : mortiers réfractaires.

Le groupe 15.12 : industries françaises du carreau céramique.

15.12.04 : carreaux en grès ou en terre commune.

15.12.05 : carreaux en faïence.

15.12.06 : carreaux en céramique de style mosaïque.

Le groupe 15.12 : industries françaises de céramique sanitaire.

15.12.01 : appareils sanitaires en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la poterie.

15.12.03 : articles divers en céramique pour usages techniques.

15.13.03 : vaisselle de ménage en grès ou en terre commune.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la porcelaine.

15.13.01 : vaisselle de ménage en porcelaine.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique.

Le groupe 15.13 : industries françaises de la céramique-table et ornementation.

15.13.02 : vaisselle de ménage en faïence.

15.13.04 : articles d'ameublement et d'ornementation en céramique (faïence d'art, y compris articles funéraires).

Le groupe 15.04 : producteurs de matières premières pour la céramique et la verrerie.

15.04.01 : pâtes et émaux céramiques.

15.04.02 : argiles.

15.04.03 : terres réfractaires.

Le groupe 15.04 : industries françaises du kaolin.

15.04.01 : kaolin.

Le groupe 15.04 : industries françaises du feldspath.

15.04.04 : feldspath.

III. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Le groupe 15.06 : fabrication de ciments : fabrication de ciment portland, de ciments de laitier, de ciments alumineux et de ciments prompts.

Le groupe 15.06 : extraction de pierre à ciment, de marne, de pierre à chaux.

Dans le groupe 15.05 : fabrication de plâtre : cuisson du plâtre, four à plâtre, les fabriques de plâtre exploitées par les sociétés se livrant aux fabrications ci-dessus délimitées (groupe 15.06) et leur appartenant.

Sont également expressément visés, les sièges sociaux, stations de broyage, d'ensachage, dépôts de vente, agences, laboratoires et centres de recherche des établissements ci-dessus.

IV. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie des tuiles et briques, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.3Z. Fabrication de carreaux en céramique, pour ce qui concerne les carreaux de terre cuite ;

26.4A. Fabrication de briques ;

26.4B. Fabrication de tuiles ;

26.4C. Fabrication de produits divers en terre cuite ;

26.8C. Fabrication d'argiles expansées.

V. – Entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries de la fabrication de la chaux, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités françaises, telle qu'elle résulte du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 :

26.5C. Fabrication de chaux.

## TITRE II

### **DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR OPCA 3+**

#### **Article 3**

##### *Dispositions générales*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord sont tenues de verser à l'OPCA 3+ les contributions :

- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant moins de 10 salariés, soit :
  - un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
  - un versement au moins égal à 0,40 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation ;
- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant de 10 salariés à moins de 20 salariés, soit :
  - un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
  - un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation ;

- dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant vingt salariés et plus, soit :
- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation.

Ces contributions font l'objet d'aménagements fixés par décret lorsque l'effectif de l'entreprise atteint ou dépasse, au titre d'une année, l'effectif de 10 ou de 20 salariés.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3+ l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

En tout état de cause, elles verseront le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N-1.

La contribution à reverser au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels est appelée en plus de l'obligation conventionnelle au titre du plan de formation.

#### **Article 4**

##### *Dispositions particulières relatives au versement dû au titre du plan de formation par les entreprises d'au moins 10 salariés*

L'obligation conventionnelle due au titre du plan de formation est versée en 2 fois :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

### TITRE III

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 5**

##### *Date d'effet et durée*

Le présent accord prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sous réserve de son extension et de l'obtention de l'agrément ministériel d'OPCA 3+. A cette même date et sous la même réserve, il annule et remplace l'accord national professionnel du 7 décembre 1994 sur la collecte des contributions de formation.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

#### **Article 6**

##### *Dépôt*

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, en vue de son extension conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 15 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UNICEM ;

FFTB ;

SFIC ;

CICF ;

UPC.

**Syndicats de salariés :**

FG FO ;

FNCB CFDT ;

BATIMAT-TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

SCAMIC CFE-CGC.

FNSCBA CGT.

Brochure n° 3081

**Conventions collectives nationales**  
**INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

**ACCORD DU 15 JUIN 2011**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2011**  
**(POITOU-CHARENTES)**

NOR : ASET1151182M  
IDCC : 87, 135

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction du Poitou-Charentes (UNICEM Poitou-Charentes), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des organisations syndicales suivantes :

- le syndicat national des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées ;
- le syndicat des industries françaises des fibres-ciment ;
- l'association syndicale professionnelle minéraux industriels France, pour le compte exclusif des producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La fédération générale USBTP FO ;

La CFE-CGC BTP, section professionnelle SICMA ;

L'union régionale CFDT construction et bois,

D'autre part,

se référant à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à la convention collective nationale du 12 juillet 1955, à l'accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application professionnel*

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

## Article 2

### *Champ d'application territorial*

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Poitou-Charentes, constituée par les 4 départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne.

## Article 3

### *Salaires mensuels minimaux garantis*

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	VALEUR MENSUELLE
I	1	1 384
	2	1 404
II	1	1 410
	2	1 432
	3	1 475
III	1	1 482
	2	1 505
	3	1 550
IV	1	1 558
	2	1 584
	3	1 640
V	1	1 645
	2	1 696
	3	1 814
VI	1	1 845
	2	1 917
	3	2 071
VII	1	2 112
	2	2 240
	3	2 440

## Article 4

### *Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels*

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des rémunérations pour heures supplémentaires ;

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient ;
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

#### **Article 5**

##### *Date d'entrée en vigueur*

Le présent accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

#### **Article 6**

##### *Adhésion*

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

#### **Article 7**

##### *Dépôt*

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231.2 du code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

#### **Article 8**

##### *Délai d'opposition*

En application de l'article D. 2231.2 du code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception de l'accord signé aux organisations syndicales.

Fait à Poitiers, le 15 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

**Accord professionnel**

**INDUSTRIES CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES,  
PÉTROLIÈRES ET PLASTURGIE**

ACCORD DU 22 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF À LA CRÉATION D'UN OPCA

NOR : ASET1150546M

**PRÉAMBULE**

Acteurs déterminants de l'économie, les industries chimiques, pétrolières, pharmaceutiques et de la plasturgie regroupés au sein d'un même organisme paritaire collecteur agréé représentent plus de 500 000 emplois en France dans près de 8 000 entreprises dont plus de 4 000 entreprises de moins de 10 salariés.

Dans un environnement mondial très concurrentiel et en forte évolution, chacune des branches industrielles signataires du présent accord considère que la formation professionnelle est un des facteurs du développement économique et social des entreprises en France. De même, le maintien et le développement des compétences des femmes et des hommes des secteurs industriels considérés, constituent un élément primordial pour favoriser l'évolution professionnelle des salariés et l'attractivité des entreprises.

La réforme de la formation professionnelle engagée par l'accord national interprofessionnel du 7 janvier 2009 et la loi du 24 novembre 2009, amène de nouvelles obligations de collecte et de nouveaux défis en matière de formation tout au long de la vie pour les salariés, les entreprises et les branches professionnelles. Ces derniers vont modifier profondément les missions et le mode de gouvernance des OPCA.

Les entreprises de ces secteurs, caractérisées par une culture commune « industries de procédés », connaissent des enjeux économiques et sociétaux proches. Dans ce contexte, il est nécessaire que les entreprises poursuivent leurs efforts en matière de formation professionnelle et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Au regard de ces constats, les parties signataires du présent accord sont convaincues que la création d'un OPCA commun aux industries chimiques, pétrolières, pharmaceutiques et de la plasturgie, qui s'effectuera dans le respect de la préservation de l'emploi, apportera aux entreprises concernées un service de proximité renforcé en matière de formation et de diagnostic ressources humaines ainsi qu'une plus grande capacité à gérer des projets collectifs. De dimension interindustrielle, cet OPCA a par ailleurs vocation à accueillir d'autres branches industrielles de métiers proches et partageant les mêmes enjeux et défis.



Une meilleure connaissance des métiers connexes ou communs, le partage des résultats des travaux des observatoires paritaires des métiers et des qualifications et la mise en commun des moyens humains, matériels et financiers permettront d'atteindre ces objectifs.

Pour ce faire, l'OPCA doit disposer :

- d'un réseau territorial de proximité dynamique et d'un niveau de compétences et d'expertises élevé dans son domaine ;
- d'une capacité d'innovation et de réactivité qui soit adaptée aux différentes problématiques rencontrées par les entreprises ;
- d'une réponse spécifique aux besoins des entreprises dans le domaine de la gestion des compétences et de l'emploi ;
- d'une offre et d'un service adaptés aux TPE-PME ;
- d'un outil de suivi et de gestion des dossiers moderne et interactif avec les entreprises adhérentes.

Par conséquent, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Création d'un OPCA interbranches entre les industries chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et de la plasturgie*

Il est créé un organisme paritaire collecteur agréé interbranches entre les industries chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et de la plasturgie dont l'objet est notamment de collecter les contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle continue, de financer en tout ou partie et d'accompagner les actions de formation destinées aux salariés et demandeurs d'emploi ainsi que d'assurer des missions de conseil.

Cet OPCA est constitué sous forme d'association, à gestion paritaire, sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dont les statuts sont annexés au présent accord.

Cet OPCA prend le nom de « OPCA pour le développement de l'emploi et de la formation dans l'industrie ».

Cet OPCA a vocation à regrouper au sein d'une personne morale unique l'OPCA C2P (chimie, pétrole et pharmacie) et l'OPCA PLASTIFAF (plasturgie).

### **Article 2**

#### *Champ d'application*

Le champ de compétences de l'OPCA ainsi constitué, s'exerce sur le territoire métropolitain et auprès des entreprises dont l'activité principale relève :

- soit, de la convention collective nationale des industries chimiques du 30 décembre 1952 modifiée ;
- soit, de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole du 3 septembre 1985, modifiée ;
- soit, de la convention collective nationale des entreprises du médicament du 6 avril 1956, modifiée ;
- soit, de la convention collective nationale de la fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceutique ; parapharmaceutique et vétérinaire du 1<sup>er</sup> juin 1989, modifiée ;
- soit, de la convention collective nationale de la transformation des matières plastiques du 1<sup>er</sup> juillet 1960, modifiée.

### **Article 3**

#### *Missions de l'OPCA*

Dans le respect des accords collectifs portant, notamment, sur la formation professionnelle tout au long de la vie conclus dans chacune des branches professionnelles constituant l'OPCA pour

le développement de l'emploi et de la formation dans l'industrie et les orientations définies par les commissions paritaires nationales de l'emploi de ces branches, l'OPCA a, notamment, pour mission de :

- collecter et gérer :
  - les contributions légales et conventionnelles des entreprises au financement du développement de la formation professionnelle tout au long de la vie ;
  - les contributions volontaires des entreprises au financement du développement de la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- informer les entreprises, les salariés et les instances représentatives du personnel sur les dispositifs légaux, réglementaires et conventionnels de formation ;
- assurer la gestion, l'instruction et le suivi des demandes de prises en charge des dossiers de formation des salariés et des demandeurs d'emploi ;
- participer au financement des actions de formation des salariés et des demandeurs d'emploi dans les conditions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
- informer, sensibiliser et accompagner les entreprises dans l'analyse et la définition de leur besoins en matière de formation professionnelle ;
- mettre à disposition des salariés et des entreprises l'ensemble des informations sur les dispositifs de formation professionnelle ;
- participer à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein de l'entreprise et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise, en prenant en compte les objectifs définis par les accords de branche en matière d'emploi et de formation ;
- rechercher et mettre en œuvre, en fonction de l'identification des besoins en compétences, de la proximité des métiers et des travaux prospectifs des observatoires des métiers et des qualifications, des actions collectives communes ou non aux différentes branches permettant le développement de la professionnalisation et de la formation professionnelle continue des salariés ainsi que la sécurisation des parcours professionnels au bénéfice des salariés, des jeunes et des demandeurs d'emploi ;
- assurer, en s'appuyant sur une dynamique de réseaux, un service de proximité efficient au bénéfice de l'ensemble des entreprises couvertes, et notamment à l'égard des très petites, petites et moyennes entreprises ;
- prendre en charge les coûts des diagnostics des entreprises relevant du champ d'application du présent accord, selon les modalités définies par l'accord de branche applicable ;
- contrôler la bonne réalisation des actions de formation financées partiellement ou totalement par l'OPCA et l'utilisation des fonds reversés ;
- participer au financement des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications des branches constitutives de l'OPCA et des études et recherches intéressant la formation et l'emploi, dans les conditions réglementaires et conventionnelles en vigueur ;
- conclure avec l'Etat, les collectivités territoriales, le fonds social européen, le FPSPP, Pôle emploi et tout autre partenaire, des conventions dont l'objet entre dans les missions de l'OPCA ;
- collecter par délégation ou en sous-traitance, des contributions légales ou conventionnelles des entreprises dont l'activité principale relève du champ d'application du présent accord, dans le domaine de l'emploi et/ou de la formation, selon des modalités définies par le conseil d'administration de l'OPCA.

En outre, les parties signataires veilleront au respect de la transparence de la gouvernance de l'OPCA, à la publicité des comptes et à l'application de « la charte des bonnes pratiques pour les organismes paritaires collecteurs agréés » publiée par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.

## **Article 4**

### *Gouvernance et gestion de l'OPCA*

La gestion de l'OPCA s'organise autour d'un conseil d'administration, d'un bureau qui assure, entre chaque conseil, le suivi des actions et de comités de section professionnelle représentant les différents secteurs professionnels, organes d'orientations du conseil d'administration.

## **Article 4.1**

### *Composition du conseil d'administration*

Le conseil d'administration paritaire de l'OPCA est composé à part égale d'un collège salarié et d'un collège employeur. Les membres de ce conseil sont désignés pour un mandat d'une durée de 2 ans renouvelable.

Le conseil d'administration est composé de 40 membres titulaires :

- 20 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation ;
- 20 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

En outre, 20 membres suppléants sont désignés comme suit :

- 10 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation ;
- 10 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

Les membres suppléants participent aux réunions et aux travaux du conseil d'administration, en cas d'absence du membre titulaire. A cette occasion, le membre suppléant bénéficie des mêmes droits et pouvoirs que le titulaire.

Les membres suppléants ont la faculté de participer aux réunions préparatoires du conseil d'administration organisées par collège.

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres titulaires, un président, un vice-président, un trésorier, un trésorier adjoint, un secrétaire, un secrétaire adjoint pour la même durée que celle du mandat d'administrateur.

Le président est désigné alternativement dans le collège employeur ou le collège salarié. Le vice-président, le trésorier et le secrétaire appartiennent obligatoirement à l'autre collège. Le trésorier adjoint et le secrétaire adjoint appartiennent au même collège que le président.

## **Article 4.2**

### *Pouvoirs et missions du conseil d'administration*

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir et autoriser tous actes conformes aux missions de l'OPCA énumérées à l'article 3 du présent accord, aux dispositions légales réglementaires et conventionnelles et dans les conditions fixées dans le présent article. Ainsi, et notamment, il :

- arrête les orientations stratégiques de l'OPCA et prend les décisions qui en découlent en tenant compte des propositions ou recommandations des comités de section professionnelle et du bureau ;
- valide les propositions des sections professionnelles relatives aux priorités et règles de prise en charge des formations et aux différentes demandes de financement d'études ;

- valide l’attribution des fonds destinés aux CFA sur proposition des comités de section professionnelle ;
- garantit l’équilibre financier de l’OPCA. A ce titre, il suit la consommation des différents engagements. En cas de risque de déséquilibre financier, il prend les décisions les plus adaptées après consultation d’un ou des comité(s) de section professionnelle concerné(s) ;
- approuve le projet de budget ;
- approuve les comptes de l’exercice clos de l’organisme au vu de l’examen du rapport du commissaire aux comptes, ou de son suppléant, qu’il désigne à cet effet ;
- désigne un comité d’audit paritaire hors experts permettant d’assurer sa mission de contrôle de l’utilisation des fonds collectés ;
- procède à la publicité des comptes ;
- s’assure du respect en interne de « la charte des bonnes pratiques pour les organismes paritaires collecteurs agréés » publiée par le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;
- nomme et met fin aux fonctions du directeur général et donne à ce dernier, sur proposition du bureau, la délégation de pouvoirs nécessaire pour qu’il puisse conduire au mieux sa mission. Le directeur général ne peut pas être salarié d’une organisation syndicale de salariés ou d’un syndicat professionnel d’employeurs, ni même y détenir un mandat. Il ne peut exercer d’autre activité salariée sans l’accord du conseil d’administration.

### **Article 4.3**

#### *Composition du bureau*

Le conseil d’administration désigne parmi ses membres titulaires, un bureau de 10 membres titulaires :

- 5 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l’OPCA à raison d’un nombre égal de représentants par organisation ;
- 5 membres désignés par les syndicats professionnels d’employeurs représentatifs dans le champ de l’OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

Parmi les membres du bureau, le président, le vice-président, le trésorier, le trésorier adjoint, le secrétaire, le secrétaire adjoint sont titulaires de droit.

En outre, des membres suppléants sont désignés selon la même répartition. Ces derniers participent aux réunions et aux travaux du bureau, en cas d’absence du membre titulaire. A cette occasion, le membre suppléant bénéficie des mêmes droits et pouvoirs que le titulaire.

Les membres suppléants ont la faculté de participer aux réunions préparatoires du bureau organisées par collège.

### **Article 4.4**

#### *Missions du bureau*

Le bureau a pour mission de :

- préparer les travaux du conseil d’administration ;
- assurer la gestion courante de l’OPCA entre chaque conseil d’administration et exercer les délégations que le conseil d’administration lui confie ;
- vérifier chaque année la régularité des opérations comptables et financières avant approbation par le conseil d’administration et assurer le suivi des actions engagées par l’OPCA ;
- arrêter le projet de budget et arrêter les comptes pour les proposer pour approbation au conseil d’administration.

## **Article 4.5**

### *Composition des comités de section professionnelle*

A la signature du présent accord, il est créé au sein de l'OPCA, 4 comités de section professionnelle :

- un comité pour les organisations relevant du champ d'application la convention collective nationale des industries chimiques du 30 décembre 1952 modifiée ;
- un comité pour les organisations relevant de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole du 3 septembre 1985, modifiée ;
- un comité pour les organisations relevant de la convention collective nationale des entreprises du médicament du 6 avril 1956, modifiée et de la convention collective nationale de la fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire du 1<sup>er</sup> juin 1989, modifiée ;
- un comité pour les organisations relevant de la convention collective nationale de la transformation des matières plastiques du 1<sup>er</sup> juillet 1960, modifiée.

Chaque comité de section professionnelle est composé de 20 représentants :

- 10 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation de la section concernée ;
- 10 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA de la section concernée, selon des modalités à convenir entre eux.

Les membres des comités de section professionnelle sont désignés concomitamment et pour la même durée que celle des administrateurs au conseil d'administration.

Dans le respect des accords collectifs de branche et des orientations définies par les commissions paritaires nationales de l'emploi, les comités de section professionnelle ont pour mission de :

- proposer au conseil d'administration les orientations en matière de développement de la formation pour la section concernée ;
- proposer les priorités et règles de prise en charge des formations et des demandes de financement d'études ;
- proposer des financements à attribuer aux CFA dans le respect des dispositions légales et réglementaires ;
- proposer et suivre les actions collectives spécifiques de la branche ;
- suivre l'activité de l'OPCA pour la section concernée.

## **Article 5**

### *Ressources de l'OPCA*

Toutes les entreprises dont l'activité principale entre dans le champ d'application du présent accord visé à l'article 2 ci-dessus, sont tenues de verser à l'OPCA les contributions mentionnées aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de l'article L. 6332-7 du code du travail, et celles dont elles sont redevables en application de dispositions d'accord de branche.

L'OPCA est également à même de recevoir les versements volontaires des entreprises (dont l'activité principale entre dans le champ d'application du présent accord) au financement du développement de la formation professionnelle tout au long de la vie.

En outre, il peut recevoir toutes subventions dans son domaine d'activité.

Enfin, l'OPCA est habilité à collecter les contributions conventionnelles non imputables sur l'obligation légale de financement de la formation professionnelle. Ces sommes sont gérées de manière distincte. Les coûts de gestion de cette collecte sont prélevés sur les versements, dans les conditions définies par le conseil d'administration.

De même, l'OPCA est habilité à recevoir des versements n'entrant pas directement dans le champ réglementaire de la formation professionnelle mais concourant à la réussite du projet de développement professionnel des salariés. Ces versements sont gérés de manière distincte. Les coûts de gestion de ces contributions sont prélevés sur les versements, dans les conditions définies par le conseil d'administration.

## **Article 6**

### *Elargissement éventuel du champ d'application de l'OPCA*

Les parties signataires entendent soumettre les règles d'élargissement du champ d'application de l'OPCA aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail.

Les parties signataires examineront l'opportunité d'un tel élargissement du champ d'application du présent accord ainsi que les conditions dans lesquelles il peut s'opérer.

## **Article 7**

### *Durée et entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à l'obtention de l'agrément du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Cet accord, dès son entrée en vigueur, annule et remplace les dispositions de l'accord collectif du 16 décembre 1994 modifié, relatif à la création d'un organisme paritaire agréé interbranches industries chimiques, industries pétrolières et industries pharmaceutiques et de l'accord du 9 février 1995 relatif à l'organisme paritaire collecteur agréé de la plasturgie.

## **Article 8**

### *Révision*

Toute demande de révision du présent accord par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord devra être portée à la connaissance des autres parties signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les dispositions sur lesquelles porte sa demande.

Aucune demande de révision d'une disposition du présent accord ne pourra, sauf cas exceptionnel ou urgence (modification du contexte législatif ou réglementaire), être introduite dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

Les négociations concernant une demande de révision auxquelles seront invitées les parties signataires du présent accord ou ayant adhéré, devront s'ouvrir dans les 3 mois suivant la date de réception de la demande de révision.

## **Article 9**

### *Dénonciation*

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 6 mois.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En tout état de cause, la dénonciation du présent accord ne pourra intervenir qu'après l'expiration de la première convention triennale d'objectifs et de moyens conclue entre l'Etat et l'OPCA.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

## **Article 10**

### *Dépôt*

Conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 11**

### *Extension et agrément*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé, l'extension du présent accord.

En outre, les parties signataires saisiront la délégation générale de l'emploi et de la formation professionnelle afin d'obtenir l'agrément de l'OPCA pour le développement de l'emploi et de la formation dans l'industrie constitué par le présent accord, par le ministre du travail de l'emploi et de la santé.

Fait à Paris, le 22 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UFIP ;  
LEEM ;  
UIC ;  
FNIEEC ;  
CSP ;  
FIPEC ;  
FP ;  
FNCG ;  
FEBEA.

### **Syndicats de salariés :**

FNIC CGT ;  
FCE CFDT ;  
FNP FO ;  
Fédéchimie CGT-FO ;  
FCMTE CFTC ;  
FCC CGC ;  
SPIP CFE-CGC.

## ANNEXE

À L'ACCORD COLLECTIF CONSTITUANT UN ORGANISME PARITAIRE COLLECTEUR AGRÉÉ INTERBRANCHES  
ENTRE LES INDUSTRIES CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES, PÉTROLIÈRES ET DE LA PLASTURGIE

---

### **Statuts de l'organisme collecteur paritaire agréé interbranches entre les industries chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et de la plasturgie**

#### I. – But et composition de l'association

##### **Article 1<sup>er</sup>**

###### *Constitution*

Les organisations syndicales de salariés et les syndicats professionnels d'employeurs, signataires de l'accord du 22 décembre 2010, constituent une association, à gestion paritaire, sans but lucratif, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dénommée OPCA pour le développement de l'emploi et de la formation dans l'industrie.

##### **Article 2**

###### *Objet*

L'objet de l'association défini par l'article 1 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, est, notamment, de collecter les contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle continue, de financer en tout ou partie et d'accompagner les actions de formation destinées aux salariés et demandeurs d'emploi ainsi que d'assurer des missions de conseil.

En outre, l'association accomplit les différentes missions définies par la loi et à l'article 3 de l'accord collectif du 22 décembre 2010.

##### **Article 3**

###### *Durée*

La durée de l'association est illimitée.

##### **Article 4**

###### *Siège social*

Le siège social de l'association est fixé au 5-7, avenue du Général-de-Gaulle, 94160 Saint-Mandé. Il peut être modifié à tout moment par son conseil d'administration délibérant dans les conditions prévues à l'article 7.

##### **Article 5**

###### *Composition*

Sont membres de l'association, les organisations syndicales de salariés et les syndicats professionnels d'employeurs signataires de l'accord du 22 décembre 2010 et celles qui y adhéreraient ultérieurement dans les conditions de l'article 6 de l'accord précité.



**Article 6**

*Composition du conseil d'administration*

Le conseil d'administration est composé de 40 membres titulaires :

- 20 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation ;
- 20 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

En outre, 20 membres suppléants sont désignés comme suit :

- 10 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation ;
- 10 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

En cas d'absence d'un membre titulaire, celui-ci fait appel à un suppléant pour participer aux réunions et aux travaux du conseil d'administration. A cette occasion, le membre suppléant bénéficie des mêmes droits et pouvoirs que le titulaire.

Les membres suppléants ont la faculté de participer aux réunions préparatoires du conseil d'administration organisées par collège.

Les administrateurs sont désignés par les organisations syndicales de salariés et les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, pour une durée de 2 ans ; leur mandat est renouvelable. Pour être administrateurs, ces derniers ne doivent pas être âgés de plus de 65 ans au moment de la désignation.

En cas de vacance en cours de mandat, l'organisation intéressée pourvoit au remplacement de son représentant, le mandat de celui-ci prenant fin à l'époque où expirait le mandat de la personne remplacée.

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres titulaires, un président, un vice-président, un trésorier, un trésorier adjoint, un secrétaire, un secrétaire adjoint pour la même durée que celle du mandat d'administrateur.

Le président est désigné alternativement dans le collège employeur ou le collège salarié. Le vice-président, le trésorier et le secrétaire appartiennent obligatoirement à l'autre collège. Le trésorier adjoint et le secrétaire adjoint appartiennent au même collège que le président.

Concomitamment au dépôt des statuts, les parties signataires de l'accord collectif du 22 décembre 2010 détermineront entre elles les modalités de désignation du président, du vice-président, du trésorier, du trésorier adjoint, du secrétaire et du secrétaire adjoint.

**Article 7**

*Réunion du conseil d'administration*

Le conseil se réunit au moins 3 fois par an sur convocation de son président et/ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Tout administrateur non remplacé par son suppléant, peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant procuration sur papier libre à un autre administrateur appartenant au même collège. Toutefois, aucun administrateur ne pourra disposer de plus de deux procurations.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque collège sont présents ou valablement représentés. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué et peut alors délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents ou valablement représentés.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance aux administrateurs (titulaires et suppléants) et comporte l'indication de l'ordre du jour. Celui-ci est établi par le président et le secrétaire. Les réunions du CA seront fixées le matin afin de permettre la tenue de la réunion préparatoire la veille.

Les décisions sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou valablement représentés. En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure.

Le directeur général de l'OPCA participe sans voix délibérative aux réunions du conseil d'administration ; il peut se faire accompagner d'un ou plusieurs collaborateurs de l'OPCA.

Le conseil fixe, à la fin de chaque année, le calendrier prévisionnel de ses réunions de l'année suivante.

Chaque réunion du conseil fait l'objet d'un compte rendu de séance. Ce compte rendu est établi sous la responsabilité du président et du secrétaire. Il est approuvé par le conseil lors de la réunion suivante.

## **Article 8**

### *Pouvoirs du conseil d'administration*

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir et autoriser tous actes conformes aux missions de l'OPCA énumérées à l'article 3 de l'accord collectif du 22 décembre 2010. Sans que cela puisse constituer une liste exhaustive, les pouvoirs du conseil d'administration sont énumérés à l'article 4.2 de l'accord cité ci-dessus.

En outre, le conseil d'administration applique les présents statuts et peut les modifier dans les mêmes conditions prévues à l'article 18 ci-après.

## **Article 9**

### *Bureau*

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres titulaires, un bureau de 10 membres titulaires :

- 5 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation ;
- 5 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA, selon des modalités à convenir entre eux.

Parmi les membres du bureau, le président, le vice-président, le trésorier, le trésorier adjoint, le secrétaire, le secrétaire adjoint sont titulaires de droit.

En outre, des membres suppléants sont désignés selon la même répartition parmi les membres du conseil d'administration. Ces derniers participent aux réunions et aux travaux du bureau, en cas d'absence du membre titulaire. A cette occasion, le membre suppléant bénéficie des mêmes droits et pouvoirs que le titulaire.

Les membres suppléants ont la faculté de participer aux réunions préparatoires du bureau organisées par collège.

Les membres du bureau se réuniront au minimum 1 fois tous les 2 mois selon un calendrier arrêté d'une année sur l'autre.

Le bureau assure la gestion de l'association et exerce les délégations que lui confie le conseil.

Le bureau vérifie chaque année la régularité des opérations comptables et financières, et il assure le suivi des actions engagées par l'association.

La convocation est adressée au moins 15 jours à l'avance aux membres du bureau (titulaires et suppléants), la convocation comporte l'indication de l'ordre du jour. Celui-ci est établi par le président et le secrétaire.

Chaque réunion du bureau fait l'objet d'un compte rendu de séance. Ce compte rendu est établi sous la responsabilité du président et du secrétaire. Il est approuvé par le bureau lors de la réunion suivante. Une fois approuvé, ce compte rendu est transmis aux administrateurs (titulaires et suppléants).

Les décisions du bureau sont prises dans les mêmes conditions que celles du conseil d'administration.

Le directeur général de l'OPCA participe sans voix délibérative aux réunions du bureau ; il peut se faire accompagner d'un ou plusieurs collaborateurs de l'OPCA.

## **Article 10**

### *Président*

Le président assure l'exécution des décisions du conseil et le fonctionnement régulier de l'association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association dans le cadre des décisions du conseil d'administration.

Il ouvre tout compte bancaire ou postal. Il peut se faire suppléer par un mandataire pour des objets déterminés.

Le président anime les réunions du conseil d'administration et du bureau.

Sur approbation du conseil, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier.

## **Article 11**

### *Comités de section professionnelle*

Conformément à l'article 4-5 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, chaque comité de section professionnelle est composé de 20 représentants :

- 10 membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ de l'OPCA à raison d'un nombre égal de représentants par organisation de la section concernée ;
- 10 membres désignés par les syndicats professionnels d'employeurs représentatifs dans le champ de l'OPCA de la section concernée, selon des modalités à convenir entre eux.

Les missions des comités de sections professionnelles sont définies à l'article 4.5 précité.

Le mandat des membres des comités prend effet en même temps que celui des administrateurs, sa durée est de même fixée à 2 ans ; leur mandat est renouvelable. Pour être membres du comité, ces derniers ne doivent pas être âgés de plus de 65 ans au moment de la désignation.

En cas de vacance en cours de mandat, l'organisation intéressée pourvoit au remplacement de son représentant, le mandat de celui-ci prenant fin à la date où expirait le mandat de la personne remplacée.

Au début de chaque mandat, le comité désigne un président, un vice-président, un secrétaire et un secrétaire adjoint appartenant chacun à l'un des deux collèges, dans le respect de l'alternance.

Le directeur général de l'OPCA participe sans voix délibérative aux réunions des comités de section professionnelle ; il peut se faire accompagner d'un ou plusieurs collaborateurs de l'OPCA.

Les comités de section professionnelle se réunissent 3 fois par an, avant chaque conseil sur convocation de leur président ou, en son nom, du directeur de l'OPCA.

Des réunions extraordinaires peuvent en outre avoir lieu en accord entre le président et le secrétaire en fonction de l'actualité.

Chaque année, en fonction du calendrier prévisionnel fixé par le conseil, les comités fixent le calendrier prévisionnel de leurs réunions.

La convocation, qui comporte l'indication de l'ordre du jour, est envoyée au plus tard 15 jours avant la date de la réunion du comité.

Le président fixe avec le secrétaire l'ordre du jour des réunions et a la responsabilité des comptes rendus de séance.

Les décisions sont adoptées dans les mêmes conditions que celles du conseil d'administration définies à l'article 7 des présents statuts.

En cas d'empêchement, un membre du comité peut se faire représenter en donnant procuration sur papier libre à un autre membre du comité du même collège. Toutefois, chaque membre du comité ne peut disposer de plus de deux procurations.

## **Article 12**

### *Exercice des fonctions d'administrateur, membres des comités de section professionnelle et membres du comité d'audit*

Les fonctions d'administrateur (titulaire et suppléant), de membres des comités de section professionnelle et membres du comité d'audit ne sont pas rémunérées. Les administrateurs et les membres des comités désignés par les organisations syndicales de salariés ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour qu'ils demandent directement auprès de leur organisation.

Le temps passé aux réunions du conseil, du bureau, des comités de section professionnelle ou du comité d'audit, par les représentants des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord collectif du 22 décembre 2010, ne peut entraîner de perte de rémunération. La rémunération ainsi maintenue sera remboursée par l'OPCA sur demande de l'employeur.

Le maintien de la rémunération s'étend aux réunions préparatoires et au temps de déplacement. La durée de la réunion préparatoire est égale à la durée de la réunion, sous réserve de la participation effective de l'intéressé.

## **Article 13**

### *Attributions du directeur général de l'OPCA*

Conformément à l'article 4-2 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, le directeur général est nommé par le conseil d'administration.

Le directeur général met en œuvre les orientations, la stratégie et les objectifs définis par le conseil d'administration. Dans ce cadre et sous le contrôle du conseil d'administration, il organise, conduit, contrôle l'activité en allouant les moyens nécessaires et en définissant les priorités.

Le directeur général ne peut pas être salarié d'une organisation syndicale de salariés ou d'un syndicat professionnel d'employeurs, ni même y détenir un mandat. Il ne peut exercer d'autre activité salariée sans l'accord du conseil d'administration.

La rémunération du directeur général est fixée par un comité de rémunération composé du président, du vice-président, du trésorier et du trésorier adjoint.

## **III. – Organisation financière**

## **Article 14**

### *Ressources*

Les ressources de l'OPCA comprennent les collectes listées à l'article 5 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, les subventions, les dons et, d'une façon générale toutes les ressources autorisées par la loi.

## **Article 15**

### *Dépenses*

Outre celles finançant les charges répondant aux différentes missions définies à l'article 3 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, elles comprennent les frais de gestion, de fonctionnement et d'information de l'association.

Le niveau des frais de fonctionnement, de pilotage et de suivi est fixé selon les dispositions légales et réglementaires.

## **Article 16**

### *Comité d'audit*

Conformément à l'article 4-2 de l'accord collectif du 22 décembre 2010, il appartient au conseil d'administration, sur proposition du bureau, de désigner un comité d'audit permettant le contrôle de l'utilisation des fonds collectés et des dépenses y afférentes.

Le comité d'audit paritaire hors experts établit chaque année un rapport qui est transmis au conseil d'administration puis au commissaire aux comptes.

## **Article 17**

### *Commissaire aux comptes*

Le conseil d'administration procèdera à la nomination d'un commissaire aux comptes et de son suppléant.

Le conseil d'administration établira la liste des documents qui devront faire l'objet d'une certification.

## **IV. – Dispositions diverses**

## **Article 18**

### *Modifications des statuts*

Les présents statuts ne peuvent être modifiés qu'aux conditions suivantes :

- les propositions de modification figurant à l'ordre du jour du conseil d'administration doivent être portées par au moins 1/3 des administrateurs titulaires ;
- les décisions doivent être prises au 2/3 des voix des administrateurs titulaires présents ou valablement représentés dans chaque collège.

Dans ce contexte, les administrateurs de l'OPCA ne peuvent pas modifier les dispositions de l'accord collectif du 22 décembre 2010 constitutif d'un organisme paritaire collecteur agréé inter-branches entre les industries chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et de la plasturgie.

## **Article 19**

### *Dissolution. – Liquidation*

La dissolution de l'association ne peut avoir lieu que :

- sur décision du conseil délibérant dans les conditions prévues à l'article 7 des présents statuts ;
- par dénonciation de l'accord collectif du 22 décembre 2010, dans les conditions définies dans l'article 9 de l'accord précité ;
- si les pouvoirs publics n'accordaient pas son agrément à l'association ou venait à le lui retirer.

En cas de disparition de l'association par dissolution volontaire, statutaire ou judiciaire, les biens et les droits détenus par celle-ci seront transmis dans les conditions légales et réglementaires.

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES CHIMIQUES, PHARMACEUTIQUES,**  
**PÉTROLIÈRES ET PLASTURGIE**

---

ACCORD DU 22 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF À LA RÉPARTITION DES MANDATS

NOR : ASET1151193M

Entre :

L'union des industries chimiques ;  
La chambre syndicale du papier ;  
La chambre syndicale de reraffinage ;  
La fédération des entreprises de la beauté ;  
La fédération des industries des peintures, encres, couleurs colles et adhésifs ;  
La fédération nationale des industries de corps gras ;  
La fédération nationale des industries électrométallurgiques, électro-chimiques et connexes ;  
L'union française des industries pétrolières ;  
Les entreprises du médicament ;  
La fédération de la plasturgie,

D'une part, et

La fédération chimie énergie CFDT ;  
La fédération CFE-CGC chimie ;  
La CFE-CGC pétrole ;  
La fédération chimie mines textiles énergie CFTC ;  
La fédération nationale des industries chimiques CGT ;  
La fédération nationale de la pharmacie FO ;  
La fédération des industries chimiques CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'accord collectif du 22 décembre 2010 constitutif d'un organisme paritaire collecteur agréé interbranches entre les industries chimiques, pharmaceutiques, pétrolières et de la plasturgie, les parties signataires décident de répartir les mandats comme suit.

ANNÉES	PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENT	SECRÉTAIRE	SECRÉTAIRE ADJOINT	TRÉSORIER	TRÉSORIER ADJOINT
2012/2013	Plasturgie	CFTC	CGT	Chimie	CFDT	Pharmacie
2014/2015	CGC	Pharmacie	Pétrole	FO	Plasturgie	CFDT
2016/2017	Chimie	CGT	CFDT	Pharmacie	CGC	Pétrole
2018/2019	FO	Pétrole	Plasturgie	CFTC	Chimie	CGC
2020/2021	Pharmacie	CFDT	CGC	Chimie	FO	Plasturgie
2022/2023	CFTC	Chimie	Pharmacie	CGT	Pétrole	FO
2024/2025	Pétrole	CGC	FO	Plasturgie	CFTC	Chimie
2026/2027	CGT	Plasturgie	Chimie	CFTC	Pharmacie	CFTC
2028/2029	Chimie	FO	CFTC	Pharmacie	CGT	Pétrole
2030/2031	CFDT	Pharmacie	Pétrole	CGC	Plasturgie	CGT
2032/2033	Plasturgie	CFTC	CGT	Chimie	CFDT	Pharmacie

Fait à Paris, le 22 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)

**Accord professionnel**  
**COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA

NOR : ASET1151447M

**PRÉAMBULE**

La loi du 24 novembre 2009 et le décret d'application du 22 septembre 2010 ont fixé les conditions d'agrément des organismes paritaires collecteurs.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux ont souhaité rechercher un OPCA répondant aux particularismes des entreprises de la branche des coopératives de consommateurs, à leur taille, à leur répartition géographique et permettant d'accompagner leur politique menée en matière de formation.

En effet, une véritable pratique de la formation professionnelle continue spécifique aux coopératives s'est construite au fil des accords qui sont ainsi devenus de véritables outils au service des entreprises coopératives qui :

- apportent des réponses collectives aux enjeux du recrutement, de la politique de promotion, de la qualification des salariés, de l'accompagnement des publics prioritaires ;
- traduisent la volonté des partenaires sociaux de trouver un équilibre pour adapter et développer les compétences des salariés dans les entreprises coopératives en permettant à chacun d'acquérir et d'actualiser ses connaissances tout au long de la vie professionnelle ;
- soulignent l'engagement des acteurs de la branche en matière de développement de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences notamment sur l'employabilité, la construction et la sécurisation de parcours professionnels valorisants et qualifiants tout au long de la vie professionnelle.

L'implication constante des partenaires sociaux dans ce domaine témoigne d'une appropriation croissante des enjeux de la formation et organise le lien entre l'observatoire des métiers et des qualifications dont la branche s'est dotée, l'implication dans la valorisation des métiers de la branche, la définition des contenus de formation, la construction de certificats de qualification professionnelle et plus encore, la définition des priorités autour desquelles l'effort de professionnalisation doit porter.

Sous l'égide de la CPNE, les partenaires sociaux assurent la cohérence d'ensemble de la politique de la formation professionnelle. Les partenaires sociaux ont donc souhaité se rapprocher d'un OPCA permettant de les accompagner pleinement et de construire avec eux, dans le respect des instances nationales délibératives de la branche, des solutions adaptées aux besoins des coopératives et de leurs salariés.



## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Désignation de l'OPCA de branche*

Les partenaires sociaux désignent OPCALIA comme l'OPCA de la branche des coopératives de consommateurs.

## **Article 2**

### *Conséquences de la désignation*

De ce fait, l'accord de désignation précédent est abrogé. A compter de la date d'effet prévue à l'article 3 du présent accord, dans toutes les dispositions conventionnelles concernées, toutes références à l'OPCA précédemment visé seront annulées et remplacées par la référence à OPCALIA.

## **Article 3**

### *Date d'effet de la désignation*

Cette désignation prend effet à la date de la fin de l'agrément de l'OPCA visé dans l'accord de 2004 soit le 31 décembre 2011. Les contributions d'origine légale, réglementaire ou conventionnelle appelées après la date d'effet visée devront être directement versées à OPCALIA.

## **Article 4**

### *Champ d'application*

Les dispositions du présent accord sont applicables aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du personnel des coopératives de consommateurs.

## **Article 5**

### *Durée et date d'entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il s'appliquera à compter du jour qui suit son dépôt auprès des services compétents.

## **Article 6**

### *Révision et dénonciation*

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Il pourra être dénoncé par les parties signataires dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

## **Article 7**

### *Formalité. – Publicité*

Cet accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 2231-6 et suivants du code de travail.

## **Article 8**

### *Extension*

Les parties signataires projettent de demander l'extension du présent accord, la fédération nationale des coopératives de consommateurs sera alors chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FNCC.

**Syndicats de salariés :**

FGTA-FO ;  
CSFV CFTC ;  
FNAA CGC ;  
FS CFDT ;  
FCS CGT.

**Accord interprofessionnel**  
**CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION**  
**DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**  
**(6 juillet 1972)**

---

**ACCORD DU 6 JUILLET 2011**  
**RELATIF À L'AGEFOS**

NOR : ASET1151186M

**PRÉAMBULE**

Les parties contractantes, c'est-à-dire :

La CGPME, pour la partie patronale ;

Les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires ou ayant adhéré à la convention du 6 juillet 1972 modifiée, constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME – AGEFOS PME –, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME (nommées confédérations syndicales de salariés signataires dans les textes statutaires), pour la partie salariée,

tenant compte de la situation particulière des petites et moyennes entreprises au regard de l'application du livre III du code du travail intégrant les dispositions de l'accord collectif du 20 septembre 2004 modifié, de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 et de la loi du 24 novembre 2009, considèrent que :

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doit, en prenant en compte les réalités régionales, notamment dans le cadre de son organisation déconcentrée, et celles des secteurs et branches professionnels intégrés en son sein, réaliser, y compris par la contractualisation avec les différents acteurs compétents dans le domaine de la formation, les objectifs suivants :

- répondre, sur l'ensemble du territoire national, d'une manière en même temps souple et efficace, aux besoins des entreprises adhérentes et aux aspirations et droits de leurs salariés en matière de formation tout au long de la vie professionnelle, en développant notamment dans l'OPCA la solidarité interprofessionnelle, interrégionale et interbranches ;
- mettre à la disposition des entreprises adhérentes et de leurs salariés et assurer le financement d'un large éventail d'actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 ainsi que d'actions d'information, de sensibilisation et de conseil.

Ces différentes actions, dans l'optique définie par l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, doivent permettre de donner une nouvelle impulsion au dispositif national de formation professionnelle en développant l'appétence à la formation du plus grand nombre, notamment les jeunes, les femmes et les salariés des TPE-PME.

Concourant en particulier à la professionnalisation, elles visent à améliorer et à développer la qualification des salariés ainsi qu'à participer à l'objectif de progression d'au moins un niveau de qualification au cours de leur vie professionnelle.

Elles contribuent également à la sécurisation des parcours professionnels.

Elles s'appuient sur l'individualisation et la personnalisation des parcours de formation, tant des salariés que des demandeurs d'emploi selon les priorités définies par l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, en tenant compte des besoins des entreprises.

Elles sont choisies paritairemment au mieux des intérêts de l'une et l'autre partie :

- alléger la tâche des entreprises dans l'accomplissement de leurs obligations de formation professionnelle et la gestion des moyens financiers qu'elles doivent y consacrer ;
- favoriser au sein des entreprises une meilleure consultation entre les dirigeants et les représentants des salariés, ou, à défaut, les salariés eux-mêmes, sur l'utilisation des fonds et le choix des actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 ;
- mettre en œuvre, en fonction des objectifs généraux énoncés et sous l'égide du conseil d'administration national d'AGEFOS PME, la politique de formation des secteurs et branches professionnels intégrés en son sein ;
- assurer aux employeurs et aux salariés ainsi qu'à leurs représentants une information facilitant les choix en matière de formation et leur permettant de mieux connaître, en même temps que leurs droits et leurs devoirs, les conditions d'utilisation du fonds d'assurance formation par leur entreprise ;
- développer, en particulier à travers le plan de formation, dans une optique de professionnalisation, les actions de formation des salariés des entreprises de moins de 10 salariés, des entreprises de 10 à 49 salariés et des entreprises de 50 salariés et plus, y compris en renforçant l'aide au remplacement des salariés partis en formation ;
- favoriser l'insertion, la réinsertion et la qualification professionnelles, en particulier des jeunes, ainsi que la sécurisation des parcours professionnels, à travers les dispositions légales et contractuelles en vigueur, notamment le contrat de professionnalisation et les instruments nouveaux créés par les partenaires sociaux (DIF portable, POE, contrat de sécurisation professionnelle...) ;
- assurer, dans le domaine de la formation, aux entreprises adhérentes considérées en tant que communautés de travail, tout particulièrement auprès des TPE-PME, un rôle de conseil dans une optique de proximité ;
- contribuer, notamment à travers ses structures déconcentrées, à une politique de complémentarité entre les objectifs de d'AGEFOS PME et ceux des branches professionnelles en s'appuyant, en tant que de besoin, sur le croisement des politiques d'emploi et de formation définies au plan national avec les priorités liées aux besoins territoriaux.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ et objet de l'OPCA AGEFOS PME*

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, est un organisme paritaire collecteur agréé dont le champ d'intervention est national et interprofessionnel, comprenant les départements et territoires d'outre-mer.

Il intègre par ailleurs des secteurs et branches professionnels ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions à la formation professionnelle de leurs entreprises.

Il a pour objet, sous la responsabilité d'un conseil d'administration national paritaire, de :

- percevoir et gérer les contributions financières versées par les entreprises visées aux articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail et intervenir dans la préparation, l'exécution et le contrôle des actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 financées par l'OPCA ;
- définir, en fonction des objectifs généraux énoncés dans le préambule, des dispositions des accords mentionnés au quatrième alinéa de ce préambule et de la loi du 24 novembre 2009, une politique de formation ;
- signer, ou contresigner avec l'entreprise, des conventions avec les organismes les plus qualifiés pour les dispenser, en faisant appel à tous les moyens de formation, notamment publics ;
- offrir aux entreprises adhérentes et à leurs salariés parmi les actions proposées celles répondant aux demandes, avec les financements définis par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME ;
- proposer aux entreprises adhérentes, dans le cadre d'un service de proximité, des actions et des outils tels que définis à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, adaptés à leurs demandes ;
- aider les entreprises adhérentes à intégrer leur projet de formation et de qualification dans leur processus de développement et favoriser, pour le bon fonctionnement général de l'entreprise et l'intérêt de ses salariés, l'anticipation des compétences nécessaires ; la définition des moyens et des modalités d'intervention, notamment du service de proximité, étant déterminée par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME ;
- contribuer à la sécurisation des parcours professionnels des salariés en leur permettant de développer leurs compétences et leurs qualifications ;
- mobiliser tant les financements publics que ceux du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels en vue de contribuer à l'effort des entreprises et favoriser des actions d'intérêt général en matière de formation professionnelle, notamment en contribuant au pilotage de projets spécifiques à une entreprise adhérente ou à un groupe d'entreprises adhérentes ;
- assurer, sur la base de conventions, des services à des organismes intervenant dans la gestion des fonds de la formation professionnelle ;
- dans une optique de renforcement de la prospective, mettre en œuvre des missions d'études prospectives sur l'évolution des métiers et des qualifications ; ces missions débouchant sur des préconisations d'action ;
- financer des études et des recherches intéressant la formation ;
- accompagner les entreprises, et plus particulièrement les TPE-PME, dans leur démarche d'anticipation des compétences nécessaires, notamment à travers la GPEC ;
- mettre en œuvre, avec les différents acteurs compétents dans le domaine de la formation, les partenariats nécessaires à l'atteinte des objectifs ainsi définis.

## **Article 2**

### *Organisation de l'OPCA AGEFOS PME*

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, a un caractère national et interprofessionnel.

Il intègre des secteurs et branches professionnels dans le cadre de sections professionnelles paritaires. Le cas échéant, le conseil d'administration national peut créer des établissements de gestion dédiés fonctionnant selon des modalités prévues au présent article, à l'article 10 des statuts nationaux et au règlement intérieur national.

Il est régi par les dispositions du livre III du code du travail et les dispositions conventionnelles qui lui sont applicables, dont l'accord collectif du 20 septembre 2004 modifié, signé entre la CGPME

et les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, ainsi que le présent accord et ses statuts joints en annexe.

Doté de la personnalité morale, AGEFOS PME constitue, avec ses associations de gestion paritaires régionales ou interrégionales, une unité économique et sociale. Il est géré par un conseil d'administration national paritaire ainsi constitué :

- dix représentants désignés par la CGPME ;
- dix représentants désignés par les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, à raison de deux représentants pour chaque organisation.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'OPCA. Il est seul habilité à intervenir au nom de l'OPCA auprès des pouvoirs publics sur les plans national interprofessionnel, territorial interprofessionnel ainsi qu'auprès des branches professionnelles et à contracter, à ces différents niveaux, tout accord et convention, dont le protocole de création d'une section professionnelle paritaire.

Il peut déléguer à une association de gestion paritaire régionale ou interrégionale, dans le cadre du contrat de mandat mentionné ci-après, la possibilité de contractualiser au plan territorial.

L'AGEFOS PME comprend des sections paritaires régionales ou interrégionales mises en place en liaison avec les représentants régionaux des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, dûment mandatés à cet effet.

Le conseil d'administration national décide de la couverture géographique régionale ou interrégionale de la section.

Ces décisions du conseil d'administration national s'inscrivent dans le cadre de la politique générale qu'il a définie afin de permettre une couverture équilibrée et cohérente de l'ensemble du territoire national.

Les modalités de création d'une AGEFOS PME interrégionale, regroupant plusieurs AGEFOS PME régionales, décidées par le conseil d'administration national, sont précisées dans le règlement intérieur national.

Ces sections paritaires régionales ou interrégionales sont constituées entre les représentants régionaux des organisations signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, dûment mandatés à cet effet, conformément à des statuts types régionaux annexés au présent accord.

Elles sont gérées par des associations (lois de 1901 et de 1908) qui prennent la dénomination suivante : AGEFOS PME... (suivie du nom de la région ou de l'interrégion couverte par la section).

Chaque association ainsi constituée est la section régionale ou interrégionale de l'AGEFOS PME.

Le conseil d'administration de l'association de gestion, paritaire, est le conseil d'administration de la section régionale ou interrégionale de l'AGEFOS PME.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME donne, seul, mandat à chaque association de gestion régionale ou interrégionale ainsi constituée, mandat qui vaut délégation de gestion de la section régionale ou interrégionale considérée.

Pour :

- mettre en œuvre, par délégation, les décisions nécessaires à la gestion de la section régionale ou interrégionale de l'AGEFOS PME ;

- traduire, au plan régional ou interrégional, par délégation, sous le contrôle et la responsabilité du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, dans le cadre des orientations et directives définies par lui pour leur application, les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

Ce mandat fait l'objet d'un contrat, dont le modèle cadre est annexé au présent accord. Il demeure valable jusqu'à dénonciation par l'une ou l'autre des parties contractantes.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME assure le suivi et l'évaluation des contrats de mandat ainsi conclus.

Avant décision de dénonciation du mandat, une au moins des procédures suivantes doit être utilisée :

- audit, expertise ;
- mission visant à rechercher les solutions, menée par un groupe paritaire issu du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

La dénonciation du mandat entraîne le retrait de la délégation accordée à l'association de gestion mandataire pour la gestion de la section régionale ou interrégionale.

Dans ce cas, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME se substitue de plein droit au conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale pour la gestion de la section régionale ou interrégionale.

Les modalités fixant les conditions du retrait de mandat sont précisées dans le règlement intérieur national.

Dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut :

- décider la création de sections professionnelles paritaires au sens des dispositions de l'article R. 6332-16 du code du travail au sein de l'AGEFOS PME. La création de telles sections est actée à travers un protocole spécifique élaboré et validé par le conseil d'administration national de l'OPCA ;
- décider, le cas échéant, la création d'établissements de gestion, dédiés à des secteurs ou branches professionnels.

Les établissements ainsi créés sont placés, par nature, sous l'autorité et la responsabilité du conseil d'administration national.

Pour mettre en œuvre la politique de formation du secteur ou de la branche professionnelle considérée, ils fonctionnent en liaison avec une ou des section(s) professionnelle(s) paritaire(s) déjà constituée(s) au sein de l'AGEFOS PME.

Les modalités détaillées de fonctionnement de ces sections professionnelles paritaires et de ces établissements de gestion dédiés sont définies dans les statuts nationaux annexés au présent accord (art. 10 des statuts nationaux) et dans le règlement intérieur national.

Cette intégration des secteurs et branches professionnels s'inscrit dans le cadre d'une politique générale définie par le conseil d'administration national permettant d'insérer de façon cohérente et rationnelle ces secteurs et branches professionnels dans le dispositif général d'organisation de l'AGEFOS PME.

### Article 3

#### *Adhésion à l'AGEFOS PME*

Versement des contributions

Versement complémentaire

Consultation des représentants du personnel

Conditions de prise en charge des dépenses liées aux actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009.

Mutualisation

Résultat

#### A. – Adhésion des entreprises et intégration des secteurs et branches professionnels

##### Adhésion des entreprises

L'adhésion à l'OPCA dénommé AGEFOS PME concerne les entreprises visées aux articles L. 6331-2 et L. 6331-9 du code du travail, ainsi définies :

- les entreprises qui versent directement à AGEFOS PME tout ou partie de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue ;
- les entreprises relevant d'un secteur ou d'une branche professionnelle ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue ;
- les entreprises et groupes, y compris ceux qui sont hors champ, ayant par accord collectif ou de groupe, au sens des dispositions de l'article L. 2232-30 du code du travail, désigné AGEFOS PME pour le versement de tout ou partie de leurs contributions au développement de la formation professionnelle continue.

L'adhésion de l'entreprise peut se faire à tout moment de l'année pour une période de trois ans, renouvelable pour une même durée par tacite reconduction.

L'adhésion, quelle qu'en soit la date effective, prend toujours effet rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

Les entreprises qui ne souhaitent pas renouveler leur adhésion doivent le faire savoir au moins trois mois avant la fin de chaque période triennale. Elles restent engagées dans tous les effets de la convention d'adhésion jusqu'à la date de la fin de la période triennale en cours.

##### Intégration des secteurs et branches professionnels

L'intégration des secteurs et branches professionnels ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions à la formation professionnelle de leurs entreprises se fait selon les modalités prévues à l'article 2 du présent accord avec notamment, s'agissant des sections professionnelles paritaires, la signature d'un protocole spécifique.

#### B. – Versement des contributions

##### Entreprises occupant au moins 10 salariés

Toute entreprise adhérente occupant au moins 10 salariés, non assujettie aux dispositions d'un accord de branche professionnelle étendu, s'engage à verser (sauf situation particulière soumise aux instances paritaires compétentes de l'AGEFOS PME) chaque année pendant la durée de l'adhésion, telle que définie précédemment, tout ou partie du montant de sa contribution obligatoire minimum, au taux de l'année en cours, à laquelle elle est assujettie en application de l'article L. 6331-9 du code du travail.



Hors du cas des entreprises relevant d'une section professionnelle de l'AGEFOS PME, toute entreprise adhérente occupant au moins 10 salariés, assujettie aux dispositions d'un accord de branche professionnelle étendu, s'engage à verser la partie du montant de la contribution obligatoire minimum qu'elle n'est pas tenue de verser à un OPCA de branche.

#### Entreprises occupant moins de 10 salariés

Toute entreprise adhérente occupant moins de 10 salariés s'engage à verser chaque année pendant la durée de l'adhésion, telle que définie précédemment, compte tenu des dispositions des accords de branche professionnelle étendus, le montant des contributions obligatoires minima, au taux de l'année en cours, auxquelles elle est assujettie, notamment en application de l'article L. 6331-2 du code du travail.

#### C. – Versement complémentaire

Toute entreprise peut verser au fonds d'assurance formation des contributions complémentaires au-delà de sa contribution légale.

#### D. – Consultation des représentants du personnel

Les adhésions et les versements annuels effectués par les entreprises au titre de la formation des salariés doivent être accompagnés du procès-verbal de la consultation de l'employeur auprès des représentants des salariés – telle que prévue par la législation et les accords en vigueur – ou à défaut des salariés eux-mêmes.

#### E. – Conditions de prise en charge des dépenses liées aux actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009

Les conditions relatives au remboursement des dépenses liées aux actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 et au financement du fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national ainsi que des sections régionales ou interrégionales et secteurs et branches professionnels intégrés sont définies par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, en conformité avec les dispositions légales et conventionnelles en vigueur.

#### F. – Mutualisation

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, il est créé des comptes distincts pour la gestion des différentes contributions des entreprises telles que définies ci-dessous.

La mutualisation distincte s'effectue dans le respect des règles de péréquation définies par la loi.

#### Entreprises occupant moins de 10 salariés

Les sommes versées par les entreprises adhérentes occupant moins de 10 salariés, au titre de la formation des salariés de ces entreprises, sont mutualisées dès le premier jour de leur versement et gérées au sein d'une section particulière de l'AGEFOS PME conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les sommes versées par les entreprises adhérentes occupant moins de 10 salariés, au titre du financement des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation tel que prévu à l'article L. 6332-3 du code du travail, sont mutualisées dès le premier jour de leur versement.

#### Entreprises occupant de 10 à 49 salariés

Les sommes versées, au titre du plan de formation, par les entreprises adhérentes occupant de 10 à 49 salariés, sont mutualisées selon la législation en vigueur. Un plan de financement est proposé à chaque entreprise adhérente selon son projet de formation.

Les sommes versées par les mêmes entreprises au titre du financement des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation tel que prévu à l'article L. 6332-3-1 du code du travail, sont mutualisées dès le premier jour de leur versement.

#### Entreprises occupant 50 salariés et plus

Les sommes versées, au titre du plan de formation, par les entreprises adhérentes occupant 50 salariés et plus, sont mutualisées selon la législation en vigueur. Un plan de financement est proposé à chaque entreprise adhérente selon son projet de formation.

Les sommes versées par les mêmes entreprises au titre du financement des contrats ou des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation tel que prévu à l'article L. 6332-16 du code du travail, sont mutualisées dès le premier jour de leur versement.

#### Entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation

Les sommes consacrées par les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation sont versées à l'AGEFOS PME conformément aux dispositions relatives aux articles L. 6332-7 et L. 6332-8 du code du travail.

Les sommes ainsi versées sont collectées et gérées selon un régime particulier dans les conditions définies par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Elles sont utilisées conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Un plan de financement est proposé à chaque entreprise ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation. Il est fonction des dispositions contractuelles formalisant l'option de l'entreprise mentionnée précédemment et des règles établies par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME sur le régime particulier de collecte et de gestion applicable.

#### G. – Résultat

Le résultat annuel est affecté selon des modalités définies par décision de l'assemblée générale de l'AGEFOS PME, en conformité avec la législation en vigueur.

### Article 4

#### *Politique de formation*

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME détermine, en conformité avec les règles légales et conventionnelles en vigueur, y compris l'accord collectif du 20 septembre 2004 modifié, les principes de la politique de formation conduite par l'OPCA.

Les principes ainsi définis respectent les règles et orientations formulées dans le cadre de ses missions par la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA) et par les commissions paritaires nationales des secteurs et branches professionnels ayant désigné par accord collectif AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises ressortissantes au développement de la formation professionnelle continue.

Il définit aussi les dispositions techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de ces principes, y compris en matière de mutualisation, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut confier à un groupe paritaire *ad hoc* constitué en son sein une mission d'évaluation quantitative et qualitative de la mise en œuvre des principes de la politique de formation de l'OPCA par les sections paritaires régionales ou interrégionales, par les sections professionnelles paritaires dans le respect des options définies par ces dernières et, le cas échéant, par les établissements de gestion dédiés.

La commission paritaire nationale d'application de l'accord est informée de la constitution du groupe paritaire *ad hoc* si celle-ci est décidée.

Elle est informée régulièrement des travaux, des conclusions et propositions que ce groupe paritaire *ad hoc* formule à la fin de sa mission.

La commission paritaire nationale d'application de l'accord formule les appréciations et les propositions qu'elle juge nécessaires au regard des conclusions et propositions du groupe paritaire *ad hoc*.

### Plan de formation

La définition et le suivi de la politique actualisée chaque année en matière de plan de formation sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Celui-ci peut, conformément aux termes du contrat de mandat visé à l'article 2 du présent accord, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des sections paritaires régionales ou interrégionales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut également, dans les conditions fixées par une convention cadre, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux instances des sections professionnelles paritaires, en lien avec la ou les CPNE concernée(s), pour ce qui relève de leurs responsabilités financières et professionnelles, spécifiques à l'activité exercée par les entreprises de leur ressort.

Les sections paritaires régionales ou interrégionales et les sections professionnelles paritaires prennent toutes dispositions administratives nécessaires pour obtenir des entreprises adhérentes et transmettre à l'OPCA les éléments d'information suffisants sur leurs actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, et notamment sur :

- l'origine de l'action ;
- les types de stages (avec le contenu des programmes, la durée, le coût, la sanction de la formation).

### Contrats et périodes de professionnalisation

#### DIF (art. L. 6323-1 à L. 6323-21 du code du travail)

La définition et le suivi de la politique actualisée chaque année relative au contrat de professionnalisation, à la période de professionnalisation et au DIF (tel que prévu aux articles L. 6323-1 à L. 6323-21 du code du travail) sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Celui-ci peut, conformément aux termes du contrat de mandat visé à l'article 2 du présent accord, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des sections paritaires régionales ou interrégionales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut également, dans les conditions fixées par une convention cadre, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux instances des sections professionnelles paritaires pour ce qui relève de leurs responsabilités financières et professionnelles, spécifiques à l'activité exercée par les entreprises de leur ressort.

Dans ce cadre, les sections paritaires régionales ou interrégionales et les sections professionnelles paritaires présentent au conseil d'administration national de l'AGEFOS PME les dispositions d'application correspondant aux orientations générales définies par celui-ci. Elles s'engagent à en assurer la diffusion systématique auprès des entreprises adhérentes.

Pour les entreprises adhérentes à l'OPCA, de même que pour les entreprises non adhérentes admises à la mutualisation, les dispositions du présent Accord s'appliquent en tenant compte des accords de branches prévoyant la réalisation d'actions de formation et autres actions telles que définies à l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME définit les modalités de mutualisation dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables au niveau des sections paritaires régionales ou interrégionales, des sections professionnelles paritaires et, le cas échéant, des établissements de gestion dédiés aux secteurs ou branches professionnels. Il définit celles concernant la péréquation nationale des sommes collectées.

Il donne aux sections paritaires régionales ou interrégionales, aux sections professionnelles paritaires et, le cas échéant, aux établissements de gestion dédiés à des secteurs ou branches professionnels toute directive portant notamment sur la :

- politique de formation au titre de la professionnalisation tenant compte de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, de la loi du 24 novembre 2009, de l'accord collectif du 20 septembre 2004 modifié et des accords de secteurs ou branches professionnels ayant désigné l'AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions de leurs entreprises à la formation professionnelle continue ;
- la définition et la mise en œuvre des mesures et des moyens de sensibilisation et d'information ;
- la réalisation de prévisions sur le nombre d'embauches envisagées dans le cadre du contrat de professionnalisation et sur les entreprises concernées par les contrats de professionnalisation, les périodes de professionnalisation et le DIF ;
- la promotion du rôle du tuteur dans l'entreprise ;
- la définition des procédures pour analyser et coordonner les besoins de formation correspondant aux contrats de professionnalisation, aux périodes de professionnalisation et au DIF.

#### Formation dans les entreprises de moins de 10 salariés

La définition et le suivi de la politique actualisée chaque année concernant les aspects spécifiques de la formation dans les entreprises de moins de 10 salariés sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Celui-ci peut, conformément aux termes du contrat de mandat visé à l'article 2 du présent accord, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des sections paritaires régionales ou interrégionales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales.

Le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut également, dans les conditions fixées par une convention cadre, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux instances des sections professionnelles paritaires pour ce qui relève de leurs responsabilités financières et professionnelles, spécifiques à l'activité exercée par les entreprises de leur ressort.

#### Formation dans les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation

La mise en œuvre et le suivi des aspects spécifiques de la formation liée au DIF dans les entreprises ayant opté pour les dispositifs prévus aux articles 10 et 11 de l'avenant du 21 mars 2005 relatif au droit individuel à la formation sont de la compétence du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Ils s'exercent dans le respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Celui-ci peut, conformément aux termes du contrat de mandat visé à l'article 2 du présent Accord, donner délégation en la matière, sous sa responsabilité, aux conseils d'administration des sections paritaires régionales ou interrégionales dans le cadre de leurs responsabilités financières et territoriales.

## Article 5

### *Ressources de l'OPCA AGEFOS PME*

Les ressources de l'OPCA AGEFOS PME sont les suivantes :

- les contributions légales et conventionnelles versées par les entreprises au titre du développement de la formation professionnelle continue ;
- les subventions et contributions spécifiques de l'Union européenne, de l'Etat, des régions et des départements ;
- d'autres contributions et versements conformes à l'objet social de l'OPCA AGEFOS PME en particulier ceux provenant du FPSPP (Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels) ;
- les dons versés à l'AGEFOS PME et les revenus des sommes placées dans les établissements financiers.

Les ressources de l'OPCA sont déposées auprès des établissements financiers agréés par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME et, dans le cadre de la délégation de compétence qui leur est consentie selon les termes du contrat de mandat visé à l'article 2, par les conseils d'administration des associations de gestion régionales ou interrégionales, en conformité avec la législation en vigueur.

## Article 6

### *Comptabilité nationale et régionale*

#### Trésoriers

Bilans, comptes de résultats et annexes des associations de gestion régionales ou interrégionales et des sections professionnelles paritaires

Comptes annuels et comptes combinés de l'OPCA

Commissaires aux comptes

La comptabilité de l'AGEFOS PME est tenue conformément au règlement relatif au plan comptable en vigueur, applicable aux organismes paritaires collecteurs agréés pour la collecte et la gestion des contributions des entreprises versées au titre de la formation professionnelle continue ainsi qu'au règlement CRC 99.02 relatif à l'élaboration de comptes combinés.

Les sommes collectées au titre des différentes contributions des entreprises, selon les dispositions prévues par le présent accord, font l'objet d'une comptabilité distincte.

Le règlement comptable de l'OPCA est obligatoirement appliqué par les associations de gestion régionales ou interrégionales qui doivent présenter en réponse à toute demande de l'AGEFOS PME, conformément aux dispositions et procédures précisées par le contrat de mandat, les pièces justificatives servant à la tenue de la comptabilité.

Le bureau du conseil d'administration national et les bureaux des conseils d'administration des associations de gestion régionales ou interrégionales délèguent sous leur contrôle aux trésoriers, agissant paritairement, le contrôle des opérations comptables, dans le respect des budgets votés.

Les bilans, comptes de résultats et annexes des associations de gestion régionales ou interrégionales et des sections professionnelles paritaires, sont arrêtés par leur conseil d'administration. Il procède également à l'arrêté des comptes relatifs à la reddition de comptes liés au contrat de mandat.

Les comptes annuels des associations de gestion régionales ou interrégionales sont approuvés par leur assemblée générale. Elle décide de l'affectation du résultat comptable de l'association, sur la base des propositions du conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale, en conformité avec les procédures comptables internes précisées dans le contrat de mandat.

Les comptes annuels et les comptes combinés de l'OPCA dont le périmètre intègre les associations de gestion régionales ou interrégionales ainsi que les sections professionnelles paritaires sont arrêtés par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Ces comptes annuels de l'OPCA sont approuvés par l'assemblée générale de l'OPCA qui, sur la base des propositions du conseil d'administration national de l'OPCA, décide de l'affectation du résultat comptable de chacune des activités de formation gérée. Les comptes combinés de l'OPCA sont présentés aux autorités administratives chargées de la formation professionnelle.

L'assemblée générale de l'AGEFOS PME nomme pour 6 ans un commissaire aux comptes agréé, chargé de certifier la sincérité et l'exactitude des comptes de l'AGEFOS PME.

En application de l'article L. 6332-2-1 du code du travail, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial relatif aux mandats d'administrateur visé par cet article.

En application de l'article L. 612-5 du code du commerce, le commissaire aux comptes établit un rapport spécial sur les conventions réglementées.

Les assemblées générales des associations de gestion régionales ou interrégionales nomment pour six ans, après avis préalable du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, un commissaire aux comptes agréé, chargé de certifier la sincérité et l'exactitude des comptes avant leur intégration dans la combinaison de comptes de l'AGEFOS PME.

Toute organisation signataire de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME peut avoir accès une fois l'an aux pièces comptables, éventuellement assistée d'un expert-comptable de son choix. Les périodes d'accès sont fixées par le bureau du conseil d'administration national et les bureaux des conseils d'administration des associations de gestion régionales ou interrégionales.

## **Article 7**

Financement du fonctionnement :

- de l'AGEFOS PME au niveau national ;
- des associations de gestion régionales ou interrégionales ;
- des sections professionnelles paritaires.

Financement des organisations :

- rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME afin d'assurer la gestion paritaire de l'AGEFOS PME ;
- financement des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue.

### **A. – Financement du fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national**

Le fonctionnement de l'AGEFOS PME au niveau national est financé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le montant et les modalités de ce financement sont fixés annuellement par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

### **B. – Financement du fonctionnement des associations de gestion régionales ou interrégionales**

Le fonctionnement des associations de gestion régionales ou interrégionales, dont les modalités sont définies dans le cadre du contrat de mandat, est financé par une rémunération allouée par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME sur les contributions des entreprises collectées par chacune des associations de gestion régionales ou interrégionales.

Le montant et les modalités de cette rémunération sont fixés annuellement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, conformément aux objectifs par lui fixés en application du contrat de mandat.

#### C. – Financement du fonctionnement des sections professionnelles paritaires

Le financement du fonctionnement des sections professionnelles paritaires est assuré par l'AGEFOS PME au niveau national ou par les associations de gestion régionales ou interrégionales de l'AGEFOS PME conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le montant et les modalités de ce financement sont fixés, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, conformément aux objectifs par lui fixés.

#### D. – Financement des organisations

Rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME afin d'assurer la gestion paritaire de l'AGEFOS PME.

La rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, gestionnaires de l'AGEFOS PME, c'est-à-dire la CGPME, pour la partie patronale, et les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, – afin d'assurer la gestion paritaire de l'AGEFOS PME s'effectue conformément aux dispositions réglementaires (art. R. 6332-35, R. 6332-43, R. 6332-44 et R. 6332-45 du code du travail) et conventionnelles en vigueur.

#### E. – Financement des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue

Ce financement s'exerce conformément aux dispositions réglementaires (art. R. 6332-96 à R. 6332-101 du code du travail) et conventionnelles en vigueur.

### Article 8

#### *Autres contributions*

Les conseils d'administration des associations de gestion régionales ou interrégionales et les sections professionnelles paritaires peuvent affecter, au titre du plan et exceptionnellement, dans le cadre des orientations fixées par le conseil d'administration national, des ressources de l'OPCA pour l'exercice des droits aux congés de formation des salariés des entreprises adhérentes, notamment en ce qui concerne le congé individuel de formation.

Compte tenu d'éléments particuliers au secteur ou à la branche considéré(e) et à titre exceptionnel, un accord de secteur ou de branche professionnel peut désigner AGEFOS PME pour la collecte et la gestion des contributions versées au titre de leur formation professionnelle par les travailleurs indépendants et les dirigeants d'entreprise non assimilés à des salariés de ce secteur ou de cette branche professionnelle.

Ce ou ces accord(s) de secteur ou de branche professionnelle font l'objet d'un examen spécifique par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME.

Les sommes ainsi collectées bénéficient d'un suivi financier particulier.

## **Article 9**

### *Révision de l'accord*

Le présent accord et ses annexes I et II (statuts nationaux et statuts types régionaux) peuvent être révisés, à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, une négociation doit s'engager dans un délai de 1 mois.

Son annexe III (contrat de mandat) peut être révisée par l'assemblée générale de l'AGEFOS PME, à la demande d'une des parties signataires, et ce conformément à l'application du présent accord.

## **Article 10**

### *Cessation d'activité de l'AGEFOS PME*

En cas de cessation d'activité, pour quelque cause que ce soit, les biens de l'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur, doivent être dévolus, sur décision du conseil d'administration national de l'OPCA, à un ou des organismes de même nature.

Fait à Paris, le 6 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CGPME.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.



**Accord interprofessionnel**  
**CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION**  
**DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**  
**(6 juillet 1972)**

AVENANT N° 1 DU 6 JUILLET 2011  
RELATIF À L'AGEFOS  
NOR : ASET1151187M

Les organisations signataires de l'accord du 6 juillet 2011 relatif à l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME conviennent de se réunir avant le 31 décembre 2012 afin d'effectuer un bilan, évaluer la période écoulée et faire évoluer cet accord pour harmoniser le fonctionnement de l'AGEFOS PME et renforcer les synergies au sein des sections professionnelles paritaires et entre elles sur l'ensemble du champ de l'OPCA, en respectant les dispositions prévues à l'article 2 dudit accord et à l'article 10 des statuts nationaux relatives à la création et à la mise en œuvre des établissements de gestion dédiés.

Les parties signataires conviennent de se réunir chaque année à partir de 2013 pour faire un point d'étape sur le processus d'intégration des secteurs et branches professionnels au sein de l'AGEFOS PME.

Fait à Paris, le 6 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CGPME.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CGT-FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC.

**Accord interprofessionnel**  
**CRÉATION DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION**  
**DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**  
**(6 juillet 1972)**

AVENANT N° 3 DU 6 JUILLET 2011  
RELATIF AUX STATUTS DE L'AGEFOS

NOR : ASET1151188M

Entre :

La CGPME,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'intitulé de l'annexe I (Statuts nationaux) de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Les partenaires sociaux au niveau national, c'est-à-dire :

– la CGPME, pour la partie patronale ;

– les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, signataires ou ayant adhéré à la convention du 6 juillet 1972 (modifiée les 22 juin 1973, 9 avril 1974, 30 juillet 1979, 25 janvier 1985, 10 juillet 1992, 30 novembre 1993, 13 février 1995, 25 mai 1998 et 24 février 2006) créant l'AGEFOS PME, devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME (nommées confédérations syndicales de salariés signataires dans les textes statutaires), pour la partie salariée,

ont établi les présents statuts qui sont annexés à l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

**Article 2**

L'alinéa unique de l'article 1<sup>er</sup> « Objet » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Les présents statuts ont pour objet de déterminer les conditions de gestion de l'AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des PME, agréé comme organisme paritaire collecteur,

dans le cadre de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, ainsi que des articles L. 6332-7 à L. 6332-12 et R. 6332-1 à R. 6332-62 ainsi que R. 6332-85 et R. 6332-86 du code du travail. »

### **Article 3**

L'article 2 « Siège » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Le siège de l'OPCA est sis 187, quai de Valmy, Paris 10<sup>e</sup>.

Il peut être transféré à tout autre endroit en France par décision du conseil d'administration national de l'OPCA. »

### **Article 4**

Le titre de l'article 3 « Administration du fonds » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« Administration de l'OPCA ».

L'article 3 de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, est ainsi rédigé :

« L'OPCA, dans le respect des dispositions de l'article L. 6332-2-1 du code du travail, est administré par le conseil d'administration national prévu à l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Les membres du conseil d'administration national, dont le mandat est de deux ans, sous réserve des dispositions du 3<sup>e</sup> alinéa ci-dessous, sont désignés, au plan national :

- pour le collège patronal, par la CGPME ;
- pour le collège salarié, par les cinq confédérations syndicales de salariés signataires de la convention devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Ils peuvent être remplacés à tout moment, en ce qui concerne le collège patronal, par la CGPME et, en ce qui concerne le collège salarié, par les confédérations syndicales de salariés signataires de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

### **Article 5**

Les deux premiers alinéas de l'article 4 « Conseil d'administration » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, sont remplacés par les cinq alinéas suivants :

« Le conseil d'administration national est, conformément à l'article 2 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME, l'instance qui gère l'OPCA.

Le conseil d'administration national se réunit 4 fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président et son premier vice-président ou sur la demande du quart de ses membres.

A ce titre, il examine et arrête les comptes annuels ou intermédiaires, propose l'affectation des résultats à l'assemblée générale et adopte le rapport de gestion annuel des trésoriers.

Cette réunion du conseil d'administration national est convoquée par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes, chargé de présenter son rapport, est convoqué dans les mêmes conditions. »

Au 3<sup>e</sup> alinéa du même article 4, devenu le 6<sup>e</sup> alinéa, il est ajouté, après le mot : « modifiée », les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Le 4<sup>e</sup> alinéa du même article 4, devenu le 7<sup>e</sup> alinéa, est ainsi rédigé :

« Afin d'assurer un fonctionnement régulier du conseil d'administration national de l'OPCA, les modalités de représentation de la CGPME et des confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, en cas d'empêchement des administrateurs désignés, sont précisées dans le règlement intérieur national. »

Les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> alinéas du même article 4 deviennent les 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> alinéas.

### **Article 6**

Il est ajouté à l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, un article 5 nouveau ainsi rédigé :

#### **« Article 5**

#### *Assemblée générale*

L'assemblée générale de l'OPCA, composée des membres du conseil d'administration national, est chargée en outre :

- d'approuver les comptes annuels ainsi que les comptes combinés ;
- de décider de l'affectation des résultats ;
- de nommer le commissaire aux comptes national.

Elle est convoquée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Le commissaire aux comptes est convoqué dans les mêmes conditions.

Ses modalités de fonctionnement sont identiques à celles du conseil d'administration national précisées à l'article 4, alinéas 5, 6, 7 et 8. »

### **Article 7**

L'article 5 « Bureau » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 6.

Au 3<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 6, il est ajouté après le mot : « modifiée », les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Aux 10<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> alinéas de ce nouvel article 6, le mot : « conseiller » est remplacé par le mot : « membre ».

Au 17<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 6, les mots : « de la convention » sont remplacés par les mots : « de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Le 20<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 6 est ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national délègue, sous son autorité, aux membres du bureau national les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion ordinaire de l'OPCA, notamment en organisant les dépenses et en représentant l'OPCA en justice et dans les actes de la vie civile. »

Le 21<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 6 est ainsi rédigé :

« Par délégation du conseil d'administration national et de son bureau, et en accord avec le premier vice-président, le président représente AGEFOS PME pour tous les actes de la vie civile. »

### **Article 8**

L'article 6 « Règlement intérieur national » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 7.

L'alinéa unique de ce nouvel article 7 est ainsi rédigé :

« Le conseil d'administration national établit le règlement intérieur national qui précise, dans le respect de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME et des présents statuts, les modalités de fonctionnement statutaire de l'OPCA auxquelles il entend donner un caractère permanent. »

## **Article 9**

L'article 7 « Financement des organisations et indemnités » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 8.

Le titre de ce nouvel article 8 est ainsi rédigé :

### **« Article 8**

#### *Financement des organisations*

Rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME afin d'assurer la gestion paritaire de l'AGEFOS PME.

Financement des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue »

Ce nouvel article 8 est ainsi rédigé :

« Le financement de la rémunération des missions et services de gestion des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, afin d'assurer la gestion paritaire de l'OPCA, c'est-à-dire :

- la CGPME, pour la partie patronale ;
- les cinq confédérations syndicales de salariés représentatives au plan national interprofessionnel, pour la partie salariée, s'effectue conformément aux dispositions de l'article 7 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Il en est de même pour le financement au niveau national des organisations représentatives des employeurs et des salariés au plan national interprofessionnel pour contribuer collectivement au développement de la formation professionnelle continue.

Dans le cadre de la rémunération des missions et services des organisations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, ces organisations, gestionnaires de l'OPCA, prennent en charge les frais d'indemnisation, de déplacement et de séjour de leurs représentants dans les instances statutaires de l'AGEFOS PME.

Elles prennent également en charge les frais de déplacement et de séjour de leurs représentants au sein de la commission paritaire nationale d'application de l'accord du 20 septembre 2004.

Par ailleurs, en dehors des réunions des instances mentionnées ci-dessus, l'OPCA prend en charge les frais de déplacement et de séjour de ces représentants dans l'exercice des missions et représentations qui leur seraient confiées. »

## **Article 10**

L'article 8 « Le directeur général et les directeurs en région » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 9.

Le titre de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Le directeur général et les directeurs des associations de gestion régionales ou interrégionales. »

Il est ajouté à ce nouvel article 9, avant le sous-titre « 8.1 – Le directeur général », devenu le sous-titre 9.1, un 1<sup>er</sup> alinéa ainsi rédigé :

« La mission, les responsabilités, les conditions d'exercice de la fonction et les modalités d'intégration et de départ des cadres dirigeants salariés sont fixées au plan national et précisées dans le règlement intérieur national et règlement intérieur régional-type (Statut du directeur). »

Au 2<sup>e</sup> alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9, les mots : « , constitutive du fonds d'assurance formation des salariés des PME (AGEFOS PME) » sont remplacés par les mots : « devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Le 4<sup>e</sup> alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Il anime la structure administrative nationale de l'OPCA ; ».

Le 10<sup>e</sup> alinéa du nouveau point 9.1 de ce nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« – des relations de nature administrative avec les associations de gestion régionales ou interrégionales chargées de gérer les sections paritaires régionales ou interrégionales de l'OPCA, en particulier auprès des directeurs en région, les sections professionnelles paritaires et, le cas échéant, les établissements de gestion dédiés à des secteurs et branches professionnels ; ».

Au 11<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.1 du nouvel article 9, les mots : « de ces derniers » sont remplacés par les mots : « des directeurs en région ».

Le sous-titre du nouveau point 9.2 du nouvel article 9, est ainsi rédigé :

« 9.2. – Les directeurs des associations de gestion régionales ou interrégionales ».

Le 2<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Ces règles communes s'appliquent aux salariés assumant une fonction de direction au plan technique des associations de gestion régionales ou interrégionales chargées de gérer les sections paritaires régionales ou interrégionales de l'OPCA et, selon les dispositions prévues à l'article 2 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Au 3<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté après le mot : « régionale » les mots : « ou interrégionale ».

Le 4<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Le directeur en région, salarié du siège national de l'OPCA, est engagé par le conseil d'administration national après avis conforme du conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale. »

Aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> alinéas de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté, après le mot : « régionale », les mots : « ou interrégionale ».

Le 8<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9 est ainsi rédigé :

« Placé sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration national et du bureau national auxquels il rend compte régulièrement, le directeur en région applique, dans le cadre du contrat de mandat, les orientations et directives définies par le conseil d'administration national pour atteindre, au plan territorial, les objectifs énoncés dans le préambule et l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ainsi que les objectifs éventuellement définis par le conseil d'administration de la section paritaire régionale ou interrégionale pour son champ d'intervention. »

Aux 9<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> alinéas de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté après le mot : « régionale » les mots : « ou interrégionale ».

Au 15<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, les mots : « du fonds » sont remplacés par les mots : « de l'OPCA ».

Au 16<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau point 9.2 du nouvel article 9, il est ajouté, après le mot : « national », les mots : « ainsi qu'au conseil d'administration de l'association de gestion régionale ou interrégionale dont il dépend. »

## Article 11

L'article 9 « Organisation et fonctionnement des commissions, comités, groupes d'études et sections professionnelles, entreprises et groupes » visés au 4<sup>e</sup> alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 10.

Le titre de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

### « Article 10

#### *Organisation et fonctionnement*

- des commissions, comités et groupes d'études ;
- des sections professionnelles paritaires et des établissements de gestion dédiés aux secteurs et branches professionnels ;
- des entreprises et groupes visés au 4<sup>e</sup> alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » des entreprises et intégration des secteurs et branches professionnels » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME »

Le 1<sup>er</sup> alinéa du sous-chapitre « Commissions, comités, groupes d'études » de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Pour faciliter la réalisation des missions que s'est assigné l'OPCA conformément aux dispositions du préambule et de l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME, le conseil d'administration national peut décider la création de comités, commissions et groupes d'études dont il nomme le président et, si le poste existe, le vice-président. »

Le 3<sup>e</sup> alinéa de ce sous-chapitre de ce nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Celle-ci est l'organe permanent d'études et de réflexion sur les politiques susceptibles d'être menées par l'OPCA en matière de formation professionnelle continue, en lien avec les commissions régionales de formation (CRF) et les sections professionnelles paritaires (SPP). »

Les actuels 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas de ce sous-chapitre sont supprimés.

Le titre du sous-chapitre « Sections professionnelles » du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Sections professionnelles paritaires ».

Le 1<sup>er</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Les sections professionnelles paritaires sont destinée à permettre aux secteurs et aux branches professionnels ayant désigné par accord collectif l'AGEFOS PME comme l'organisme collecteur des contributions versées au titre de la formation professionnelle continue (y compris les sommes destinées au financement du contrat de professionnalisation) pour leurs entreprises ressortissantes, de bénéficier, selon les règles définies dans une convention cadre par le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME, des moyens de l'AGEFOS PME pour mettre en œuvre une politique nationale de formation dans la branche professionnelle concernée. »

Au 2<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, les mots : « du fonds » sont remplacés par les mots : « de l'OPCA ».

Le 3<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 est ainsi rédigé :

« Les sections professionnelles paritaires sont constituées conformément aux dispositions de l'article R. 6332-16 du code du travail, après accord du conseil d'administration national de l'AGEFOS PME. Elles sont placées sous l'autorité du conseil d'administration national. Leur gestion est paritaire. »

Au 4<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté, après le mot : « compétences », les mots : « qui s'appuie sur les orientations définies par leurs CPNE respectives. »

Il est ajouté à ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, un 5<sup>e</sup> alinéa nouveau ainsi rédigé :

« S'agissant de la partie patronale, les sommes correspondant à la rémunération des missions et services afin d'assurer la gestion paritaire des sections professionnelles, prévue aux articles R. 6332-35, R. 6332-43, R. 6332-44 et R. 6332-45 du code du travail, sont versées aux fédérations professionnelles de branche, gestionnaires des sections professionnelles concernées. »

Les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> alinéas de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10 deviennent les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> alinéas.

Au nouveau 7<sup>e</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté, après le mot : « professionnelles », le mot : « paritaires ».

Après ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, il est ajouté un nouveau sous-chapitre ainsi rédigé :

« Etablissements de gestion dédiés à des secteurs ou branches professionnels

Pour favoriser l'intégration d'un secteur ou d'une branche professionnelle au sein de l'AGEFOS PME et faciliter les relations entre les entreprises de ce secteur ou de cette branche professionnelle et les services techniques du siège national de l'OPCA, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut créer un établissement de gestion dédié à ce secteur ou à cette branche professionnelle.

Cet établissement est chargé de mettre en œuvre la politique de formation du secteur ou de la branche professionnelle considéré(e) dans leur champ d'intervention, en respectant les objectifs assignés à l'OPCA tels que prévus au préambule de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Placé sous l'autorité et la responsabilité du conseil d'administration national, il assure toutes missions qui lui sont confiées par ce dernier, en particulier d'information, de sensibilisation, d'accompagnement et de conseil, auprès des entreprises de son secteur ou de sa branche professionnelle.

Pour mettre en œuvre la politique de formation du secteur ou de la branche professionnelle considéré(e), cet établissement fonctionne en liaison avec une ou des section(s) professionnelle(s) paritaire(s) déjà constituée(s) au sein de l'AGEFOS PME.

Le conseil d'administration national crée au sein de cet établissement une commission paritaire de suivi, agissant sous sa responsabilité, chargée principalement :

- du contrôle de la gestion de la formation dudit secteur ou branche professionnel ;
- des demandes de financement.

Le règlement intérieur national peut apporter toutes précisions nécessaires concernant les modalités de fonctionnement des établissements de gestion ainsi créés.

Au vu de la mise en œuvre du dispositif mentionné aux alinéas précédents, le conseil d'administration national de l'AGEFOS PME peut décider d'y apporter tout aménagement qui s'avérerait nécessaire. »



Le titre du sous-chapitre « Entreprises et groupes » visés au 4<sup>e</sup> alinéa du sous-chapitre « Adhésion des entreprises » du chapitre « a) Adhésion » de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME » du nouvel article 10 est ainsi rédigé.

« “Entreprises et groupes”, visés au 4<sup>e</sup> alinéa du sous-chapitre “Adhésion des entreprises” du chapitre “a) Adhésion des entreprises et intégration des secteurs et branches professionnels” de l'article 3 de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME ».

Au 1<sup>er</sup> alinéa de ce nouveau sous-chapitre du nouvel article 10, les mots : « de l'article L. 132-19-1 du code du travail » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 2232-21 du code du travail ».

## **Article 12**

L'article 10 « Conférence nationale » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 11.

Le 1<sup>er</sup> alinéa du nouvel article 11 est remplacé par les trois alinéas suivants :

« La conférence nationale, assemblée d'informations et d'échanges et lieu d'expression des confédérations signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME est convoquée par le conseil d'administration national tous les 2 ans.

Le bon déroulement de la conférence nationale est placé sous la responsabilité du bureau national par délégation du conseil d'administration national de l'OPCA.

Elle est constituée en nombre égal des représentants du collège patronal, désignés au plan national, par la CGPME, et du collège salarié, désignés par chacune des 5 confédérations syndicales de salariés signataires de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue accord national constitutif de l'AGEFOS PME. »

Le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 10 devient le 4<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 11.

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 10, qui devient le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 11, est ainsi rédigé :

« L'ordre du jour de la conférence nationale, ses modalités de fonctionnement, sa composition tenant compte des différentes composantes de l'OPCA, les documents à mettre à la disposition des participants, ainsi que le nombre des délégués des organisations susvisées, sont arrêtés par le conseil d'administration national. »

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 10, devenu l'article 11, est supprimé.

Le 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 10, qui devient le 6<sup>e</sup> alinéa de ce nouvel article 11, est ainsi rédigé :

« Elle est informée de la marche de l'OPCA par les rapports d'activité du conseil d'administration national. »

## **Article 13**

L'article 11 « Modifications » de l'annexe I « Statuts nationaux » de la convention du 6 juillet 1972 modifiée devenue, par accord du 6 juillet 2011, accord national constitutif de l'AGEFOS PME, devient l'article 12.

L'alinéa unique de ce nouvel article 11 est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Toute modification des présents statuts est décidée conformément à l'article 9 de l'accord national constitutif de l'AGEFOS PME.

Le président de l'OPCA doit faire connaître dans les 3 mois à la préfecture du département du siège de l'OPCA, au titre du registre spécial des associations, tous les changements survenus dans l'administration de l'OPCA ainsi que les éventuelles modifications apportées à ses statuts. »

Fait à Paris, le 6 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

**Accord interprofessionnel**  
**FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE**  
**(OPCALIA)**

ACCORD DU 11 JUILLET 2011

NOR : ASET1151189M

Entre :

Le mouvement des entreprises de France (MEDEF), pour les entreprises ne relevant pas du champ d'un accord de branches et pour les entreprises relevant du champ d'un accord de branches ou d'un accord national professionnel ayant désigné OPCALIA comme OPCA de la branche <sup>(1)</sup> ;

ainsi que les organisations d'employeurs signataires d'un accord de branches ne relevant pas du champ d'application des accords conclus par le MEDEF et ayant désigné OPCALIA comme OPCA de la branche <sup>(1)</sup> ;

La FNCC ;

La FNOGEC ;

Le MEDEF ;

La FFNEAP,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, relatif au développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu la lettre paritaire interprofessionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2009 relative aux missions et critères d'agrément des OPCA ;

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu le décret n° 2010-1116 du 22 septembre 2010 relatif aux organismes paritaires collecteurs agréés des fonds de la formation professionnelle continue ;

---

(1) En annexe, liste des champs professionnels relevant des branches professionnelles ayant conclu ou susceptibles de conclure un accord de branche ou un accord national professionnel désignant OPCALIA comme OPCA de la branche.

Vu l'accord du 27 janvier 2006 modifiant l'accord du 17 novembre 1994 portant création de l'OPCIB, des OPCAREG et de leur instance de coordination et créant un dispositif coordonné entre un OPCA national et les OPCAREG,

les parties signataires décident de mettre les dispositions relatives au champ, missions et organisation d'OPCALIA, OPCA interprofessionnel et interbranches, en conformité avec les dispositions conventionnelles, légales et réglementaires en vigueur.

## PRÉAMBULE

Prenant en 2006 la suite des OPCAREG, de l'IPCO et de l'OPCIB, créés en 1994 par la volonté du MEDEF et des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, l'OPCIB-IPCO, devenu en 2008 OPCALIA, concrétise la volonté des signataires de ces accords de construire un réseau national coordonné de personnes morales territoriales et de branches au service du développement de la formation des salariés et des demandeurs d'emploi, et notamment des jeunes.

Convaincus de l'efficacité de ce modèle favorisant l'articulation entre les branches et les territoires et anticipant le service de proximité voulu par l'accord national interprofessionnel et la loi de 2009, les signataires du présent accord décident de franchir ensemble une nouvelle étape en veillant à s'appuyer sur les fondamentaux qui ont assuré le succès d'OPCALIA jusqu'à présent et à les renforcer, à savoir, notamment :

- la capacité à couvrir l'ensemble des dispositifs de la formation professionnelle, de l'entrée dans l'emploi à l'adaptation et au développement des compétences et des qualifications des salariés ainsi qu'aux transitions professionnelles ;
- la mutualisation des missions d'observation, des ingénieries de formation et de mise en œuvre de projets transversaux ainsi que de financements, qui sera encore développée grâce à l'élargissement des champs professionnels consécutif à l'adhésion de nouvelles branches professionnelles à OPCALIA ;
- un réseau interprofessionnel et interbranches permettant de conjuguer réactivité et proximité sectorielle et territoriale ;
- des équipes compétentes et engagées maîtrisant les enjeux spécifiques aux branches et aux territoires, notamment en ce qui concerne les petites, les moyennes et les très petites entreprises ;
- une gestion paritaire efficace et dynamique au service à la fois de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation des parcours professionnels des salariés. Pour ce faire, les signataires de l'accord rappellent, comme le précise le préambule de l'ANI du 5 octobre 2009, leur engagement à mieux articuler la négociation des partenaires sociaux avec les instances paritaires de gestion afin de renforcer l'efficacité de la gouvernance paritaire au service du développement de la formation professionnelle, tant au niveau des branches professionnelles qu'au niveau territorial.

Dans cette perspective, le présent accord précise les missions d'OPCALIA, les rôles respectifs de son conseil d'administration, des sections paritaires professionnelles et de la section paritaire interprofessionnelle interrégionale, des délégataires territoriaux et de branches, en prenant en compte les dispositions conventionnelles, législatives et réglementaires.

L'évolution de l'organisation d'OPCALIA doit permettre de favoriser la mise en œuvre des dispositions de l'accord national Interprofessionnel du 5 octobre 2009, relatif au développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels.

OPCALIA doit ainsi concourir à l'objectif global de former, chaque année, 500 000 salariés et 200 000 demandeurs d'emploi supplémentaires.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Constitué sous la forme d'une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, OPCALIA est un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) interprofessionnel et interbranches.

Le champ d'intervention d'OPCALIA est :

- d'une part, celui des entreprises ne relevant pas, s'agissant de la collecte et de la gestion de ces contributions, du champ d'application d'un accord de branche et ;
- d'autre part, celui des accords de branches ou des accords nationaux professionnels ayant désigné, par accord collectif, OPCALIA comme collecteur des contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle continue.

## **Article 2**

### *Missions*

OPCALIA, conformément aux dispositions conventionnelles, légales et réglementaires en vigueur a notamment pour missions de :

- contribuer au développement de la formation professionnelle continue et des formations en alternance ;
- collecter et gérer les contributions légales et conventionnelles des entreprises, ainsi que leurs contributions volontaires, au financement de la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- informer les entreprises, les salariés et les institutions représentatives du personnel, sur les dispositifs conventionnels, légaux et réglementaires de formation ;
- informer, sensibiliser et accompagner les entreprises, en particulier les petites, les moyennes et les très petites entreprises, dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
- participer à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein des entreprises et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise, en prenant en compte les objectifs définis par les accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ainsi que les besoins collectifs et individuels repérés par les observatoires prospectifs des métiers et des qualifications ou par les missions d'observation ;
- assurer la gestion, l'instruction et le suivi des demandes, d'une part, formulées par les entreprises pour la prise en charge des dossiers de formation des salariés et, d'autre part, des demandeurs d'emploi ;
- participer au financement des actions de formation des salariés et des demandeurs d'emploi, et notamment des jeunes, dans les conditions conventionnelles, légales et réglementaires en vigueur ;
- participer au financement des observatoires prospectifs des métiers et des qualifications, des missions d'observation ainsi que des études et recherches intéressant la formation et l'emploi, conformément aux dispositions conventionnelles, légales et réglementaires en vigueur.

En outre, les parties signataires s'assurent du respect de la transparence de la gouvernance d'OPCALIA et de celle de l'activité des délégataires ainsi que de la publicité des comptes.

## **Article 3**

### *Conseil d'administration d'OPCALIA*

Le conseil d'administration paritaire d'OPCALIA est composé de membres désignés, d'une part, par le MEDEF et, d'autre part, par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel signataires du présent accord.

Il a notamment pour missions de :

- arrêter les orientations stratégiques d'OPCALIA, dans le respect du préambule du présent accord, en permettre la mise en œuvre et en assurer le suivi ;
- définir les règles communes de fonctionnement applicables aux différentes sections financières, incluant les priorités et critères de prise en charge qui répondent à des actions communes au bénéfice des salariés de tout ou partie des entreprises adhérentes à OPCALIA ou aux demandeurs d'emploi ;
- examiner et statuer sur l'adhésion de nouvelles branches professionnelles à OPCALIA ;
- constituer des sections paritaires, mentionnées à l'article 5 du présent accord, pour la définition des priorités, critères de prises en charge et taux pour la prise en charge des actions de formation au titre des contributions au financement de la professionnalisation et du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- définir les règles de prise en charge des actions de formation organisées dans le cadre du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés et du plan de formation des entreprises de 10 à 49 salariés, le cas échéant, sur proposition des sections paritaires mentionnées à l'article 5 du présent accord ;
- conclure les conventions de délégation avec les opérateurs de branches et les opérateurs régionaux, incluant les opérateurs des départements, territoires et autres collectivités d'outre-mer ;
- conclure ou autoriser toute convention visant à mobiliser des financements complémentaires et à nouer des partenariats opérationnels ;
- procéder, avant le 31 octobre de chaque année, à la mutualisation des fonds disponibles dans chacune des sections paritaires mentionnées à l'article 5 du présent accord et décider de l'affectation des sommes ainsi mutualisées ;
- arrêter le budget, incluant les montants des frais d'information et de gestion ainsi que les frais de mission, nécessaires à la réalisation des missions confiées aux délégataires ;
- approuver le bilan et le compte de résultats et procéder à toutes les opérations comptables et financières nécessaires à la bonne gestion d'OPCALIA ;
- prendre toutes dispositions pour faciliter l'application de la charte des bonnes pratiques élaborée par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.
- conclure la convention d'objectifs et de moyens (COM) entre OPCALIA et l'Etat.

#### **Article 4**

##### *Sections financières*

Les contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle sont gérées au sein de quatre sections financières dédiées :

- aux contributions relatives au financement du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés ;
- aux contributions relatives au financement du plan de formation des entreprises de 10 à 49 salariés ;
- aux contributions relatives au financement du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- aux contributions des entreprises au financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation.

## Article 5

### *Sections paritaires professionnelles et section paritaire interprofessionnelle interrégionale*

#### 5.1. Sections paritaires professionnelles (SPP)

Le conseil d'administration d'OPCALIA constitue, autant que de besoin, les sections paritaires professionnelles sur les champs définis par les accords de branches ou les accords nationaux professionnels l'ayant désigné comme collecteur des contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle continue, conformément à l'article R. 6332-16 du code du travail.

Sous l'autorité du conseil d'administration d'OPCALIA, chaque section paritaire professionnelle exerce notamment les missions suivantes :

- assurer l'application et le suivi des politiques de formation professionnelle en lien avec les commissions paritaires nationales de l'emploi (CPNE) ou les commissions paritaires professionnelles compétentes en matière de formation professionnelle ;
- conduire la réflexion sur les besoins spécifiques des branches professionnelles concernées ainsi que ceux qui peuvent être communs à plusieurs branches professionnelles ou secteurs d'activités ;
- définir, conformément aux dispositions des accords de branches ou des accords nationaux professionnels les priorités, les critères de prises en charge et les taux, pour la prise en charge des actions de formation au titre des contributions des entreprises au financement de la professionnalisation et du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- formuler toutes propositions qu'elle jugera utile, en particulier s'agissant des fonds collectés au titre d'une obligation conventionnelle, concernant la prise en charge des actions de formation organisées dans le cadre du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés et du plan de formation des entreprises de 10 à 49 salariés ;
- se prononcer, en application des dispositions des accords de branches ou des accords nationaux professionnels, sur le financement des centres de formation d'apprentis, conformément à l'article L. 6332-16 du code du travail ;
- assurer le suivi et le bilan de la mise en œuvre des actions la concernant.

#### 5.2. Section paritaire interprofessionnelle interrégionale (SPII)

Le conseil d'administration d'OPCALIA constitue une section paritaire interprofessionnelle interrégionale (SPII).

Sous l'autorité du conseil d'administration d'OPCALIA, la section paritaire interprofessionnelle interrégionale exerce notamment les missions suivantes :

- assurer l'application et le suivi des politiques de formation professionnelle en lien avec la commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA) ;
- conduire la réflexion sur des besoins spécifiques identifiés dans les territoires ;
- définir, conformément aux dispositions des accords relatifs à l'application, pour les entreprises ne relevant pas d'un accord de branche et adhérant à OPCALIA, les priorités, critères et taux pour la prise en charge des actions de formation au titre des contributions des entreprises au financement de la professionnalisation et du plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- formuler toutes propositions qu'elle jugera utile concernant la prise en charge des actions de formation organisées dans le cadre du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés et du plan de formation des entreprises de 10 à 49 salariés ;
- se prononcer, en application des dispositions des accords d'application, pour OPCALIA, des dispositions formation des accords nationaux interprofessionnels, sur le financement des centres de formation d'apprentis, conformément à l'article L. 6332-16 du code du travail ;
- assurer le suivi et le bilan de la mise en œuvre des actions la concernant.

## **Article 6**

### *Délégations*

Les parties signataires conviennent qu'OPCALIA peut conclure, avec un ou plusieurs délégataires dotés d'une personnalité morale distincte, des conventions de délégation dont l'objet est de mettre en œuvre, sous la responsabilité et le contrôle du conseil d'administration d'OPCALIA, tout ou partie des décisions de gestion d'OPCALIA.

Ces conventions peuvent être conclues avec des personnes morales relevant des organisations signataires des accords de branches ou des accords nationaux professionnels ayant désigné OPCALIA comme collecteur des contributions des entreprises au financement de la formation professionnelle continue. Les accords de branches ou les accords nationaux professionnels déterminent notamment la composition du conseil d'administration de la personne morale délégataire.

Des conventions sont conclues par ailleurs avec les personnes morales relevant, dans chacune des régions et des départements d'outre-mer, des représentants régionaux ou territoriaux des organisations représentatives d'employeurs et de salariés au niveau national et interprofessionnel, signataires du présent accord.

Les missions ainsi confiées à ces délégataires ne peuvent elles-mêmes être déléguées par ces derniers à un tiers.

Les conventions de délégation conclues entre OPCALIA et ces délégataires précisent les missions et modalités de mise en œuvre de cette délégation.

## **Article 7**

### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires conviennent de se réunir pour étudier toutes modifications conventionnelles législatives ou réglementaires ayant une incidence sur les dispositions contenues dans le présent accord et de nature à remettre en cause ses modalités d'application et prendre, si nécessaire, les mesures appropriées.

Les organisations signataires conviennent de se réunir une fois par an, tant au niveau national qu'au niveau régional, pour réaliser un suivi des dispositions du présent accord.

## **Article 8**

### *Date d'effet et demande d'agrément*

Le présent accord prend effet à la date de délivrance de l'agrément à OPCALIA, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2012, conformément aux dispositions de la loi du 24 novembre 2009 et se substitue à l'accord du 27 janvier 2006 modifiant l'accord du 17 novembre 1994 portant création de l'OPCIB, des OPCAREG et de leur instance de coordination et créant un dispositif coordonné entre un OPCA national et les OPCAREG.

Toutefois, les dispositions relatives aux missions d'OPCALIA et à celles du conseil d'administration entrent en vigueur au plus tard au 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Les parties signataires engageront, sans délai, auprès de l'autorité administrative compétente, les démarches nécessaires à l'obtention de l'agrément précité.

Le dépôt auprès de l'autorité administrative pourra être effectué par la partie signataire la plus diligente, qui sera réputée mandatée à cette fin par l'ensemble des parties signataires.

## **Article 9**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé selon les modalités en vigueur.

Fait à Paris, le 11 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)



## ANNEXE

### A titre indicatif, périmètre possible du réseau OPCALIA pour demande d'agrément au 1<sup>er</sup> janvier 2012

#### 1. Périmètre du réseau OPCALIA en 2011

OPCA	INTITULÉ DU CHAMP PROFESSIONNEL	ORGANISATION D'EMPLOYEURS relevant du champ d'application des accords conclus par le MEDEF
OPCALIA	Bois et scierie (brosserie)	Fédération française de la brosserie
	Energie et environnement	Fédération des services énergie environne- ment (FEDENE)
	Industries du jouet et de la puériculture	Fédération française des industries jouet-pué- riculture (FJP)
	Activités du déchet	Syndicat national des activités du déchet (SNAD)
	Manutention ferroviaire et travaux connexes	Syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et l'air (SAMERA)
	Transport et travail aérien	Fédération nationale de l'aviation marchande (FNAM) Syndicat des compagnies aériennes autono- mes Union des aéroports français
	Prévention sécurité	Syndicat national des entreprises de sécurité (SNES) Syndicat professionnel des entreprises de sé- curité exerçant des activités de sûreté aérien- ne et aéroportuaire (SPESSAA)
	Manutention et nettoyage aéroportuaire	Syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et pour l'air (SAMERA)
	Désinfection, désinsectisation et dératisation (3D)	Chambre syndicale des entreprises de désin- fection, désinsectisation, dératisation
	Services funéraires	Fédération française des pompes funèbres (FFPF) Fédération nationale des professionnels du fu- néraire (FNPF)
	Cristalleries verreries à la main et mixte	Fédération des cristalleries verreries à la main et mixtes
	Services de l'eau	Syndicat professionnel des entreprises de ser- vices d'eau et d'assainissement (SPDE)
	Assainissement	Fédération nationale des syndicats de l'assai- nissement (FNSA) Syndicat national des collecteurs de déchets liquides (SNDCL) Syndicat national des entreprises de services d'hygiène et d'assainissement (SNEA)
	Personnels des banques (Banque populaire)	BPCE

2. Nouvelles branches entrant ou susceptibles d'entrer dans le périmètre  
du réseau OPCALIA en 2012

OPCA ACTUEL	INTITULÉ DU CHAMP PROFESSIONNEL	ORGANISATION D'EMPLOYEURS relevant du champ d'application des accords conclus par le MEDEF
AUVICOM (en cours de négociation)	Télécommunications	Union nationale des entreprises de télécommunications, de réseaux et de services en télécommunications (UNETEL – RST)
FAF PROPRETÉ	Propreté (Entreprises de)	Fédération des entreprises de propreté
FORTHAC (en cours de négociation*)	Cuirs et peaux (Industries des)	Fédération française de la tannerie-mégisserie (FFTM)
	Blanchisserie, teinturerie et nettoyage (location de linge)	Fédération française des pressings et des blanchisseries (FFPB)
	Habillement (Industrie)	Groupe des entreprises industrielles des services textiles (GEIST)
	Textile (Industrie)	Union française des industries de l'habillement (UFIH)
	Maroquinerie* (Industries de la maroquinerie, articles de voyage chasse-sellerie, bracelets en cuir)	Union des industries textiles (UIT)
	Chaussure et articles chaussants (Industrie)	Fédération française de la maroquinerie (FFM)
	Couture parisienne	Fédération française de la chaussure Chambre syndicale nationale des bottiers (CSNB) Chambre syndicale nationale des podos-orthésistes (CSNPO) Chambre syndicale de la haute chaussure

OPCA ACTUEL	INTITULÉ DU CHAMP PROFESSIONNEL	ORGANISATION D'EMPLOYEURS relevant du champ d'application des accords conclus par le MEDEF
OPCA EFP (en cours de négociation)	Enseignement privé : formateurs des CFA et des CFC	Fédération nationale des organismes de gestion des établissements d'enseignement catholique (FNOGEC) Union nationale de l'enseignement technique privé (UNETP)
	Enseignement privé : personnels des services administratifs et économiques, personnels d'éducation et documentalistes	Fédération nationale des organismes de gestion des établissements d'enseignement catholique (FNOGEC)
	Enseignement privé : professeurs du secondaire	Fédération nationale des organismes de gestion des établissements d'enseignement catholique (FNOGEC)
	Enseignement privé à distance*	Chambre syndicale nationale de l'enseignement privé à distance (CHANED)
OPCA EFP (en cours de négociation)	Enseignement privé agricole : personnels de formation	Fédération familiale nationale pour l'enseignement agricole privé (FFNEAP)
	Enseignement privé agricole : personnels de la vie scolaire	Fédération familiale nationale pour l'enseignement agricole privé (FFNEAP)
	Enseignement privé agricole : personnels administratifs et techniques	Fédération familiale nationale pour l'enseignement agricole privé (FFNEAP)
GDFPE (en cours de négociation)	Crédit agricole	Crédit agricole
	Mutualité agricole (Groupama et MSA)	Groupama Mutualité sociale agricole
	Organismes familiaux et services ruraux (OFSR)	Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO)
	(Familles rurales et maisons familiales rurales)	Association nationale pour la formation et la recherche pour l'alternance
OPCAD	Coopératives de consommation : salariés	Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC)

Brochure n° 3130

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1607. – INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS,  
ARTICLES DE FÊTES ET ORNEMENTS DE NOËL,  
ARTICLES DE PUÉRICULTURE ET VOITURES D'ENFANTS,  
MODÉLISME ET INDUSTRIES CONNEXES**

---

**AVENANT N° 53 DU 4 JUILLET 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA**

NOR : ASET1151197M  
IDCC : 1607

---

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu le décret n° 2010-1116 du 22 septembre 2010 relatif aux organismes paritaires collecteurs agréés des fonds de la formation professionnelle continue ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009, relatif au développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu les dispositions de l'avenant n° 23 du 9 novembre 2004,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> « Désignation de l'organisme paritaire collecteur agréé » de l'avenant 52 du 4 juillet 2011, à la présente convention, les partenaires sociaux désignent OPCALIA comme organisme paritaire collecteur agréé, pour accompagner l'ensemble des actions de formation des salariés des entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective, sous la condition suspensive de son agrément par l'Etat.

**Article 2**

*Durée et entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Article 3**

*Dépôt*

Il sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes, conformément aux dispositions du code du travail.

Il est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Paris, le 4 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FJP.

**Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;

FGFO ;

FGMM CFDT ;

FCMTM CFE-CGC.

Brochure n° 3341

**Convention collective**

**IDCC : 2615. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(Pyrénées-Atlantiques et Seignanx)**

**ACCORD DU 12 JUILLET 2011**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1151184M

IDCC : 2615

Entre :

L'UIMM Adour,

D'une part, et

La CFTC Métal ;

La CFDT Métal ;

L'USM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

Conclu ce jour, le présent accord fixe le barème applicable à partir de l'année 2011.

**Article 2**

Le barème des rémunérations effectives garanties instauré conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991, est majoré.

Ces rémunérations effectives garanties, établies pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base au calcul de la prime d'ancienneté, elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier.

Les valeurs portées sur le barème ci joint des rémunérations effectives garanties sont fixées pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Elles devront être adaptées en fonction de l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les rémunérations effectives garanties figurant sur le barème ci-joint font l'objet d'un calcul, *pro rata temporis*, dans les situations suivantes intervenant en cours d'année :

- embauche ou départ de l'entreprise ;
- suspension du contrat de travail ;
- changement de classement.

### **Article 3**

Ce barème ne s'applique pas aux travailleurs à domicile.

### **Article 4**

Les garanties territoriales de rémunération effective étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif.

Pour l'application de ces garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments annuels bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté et majorations pour travail en équipe, travail du dimanche et travail de nuit, telles que fixées par la convention collective de la métallurgie des Pyrénées-Atlantiques et du Seignanx ;
- heures supplémentaires ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- sommes attribuées dans le cadre d'accords d'intéressement et/ou de participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

### **Article 5**

Au cas où il apparaîtrait qu'un salarié aurait perçu une rémunération annuelle brute inférieure à la rémunération effective garantie correspondant au classement de son emploi, et telle que définie à l'article 4 ci-dessus, l'employeur versera un complément annuel de rémunération au plus tard lors de la paie afférente au mois de janvier 2012.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires de l'accord territorial instaurant le barème des rémunérations effectives garanties.

### **Article 6**

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties signataires et pour le dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils des prud'hommes de Bayonne et de Pau dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Pau, le 12 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations effectives garanties pour l'année 2011

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REG
I	1	140	16 518
	2	145	16 531
	3	155	16 551
II	1	170	16 717
	2	180	16 779
	3	190	16 905
III	1	215	17 282
	2	225	17 441
	3	240	18 465
IV	1	255	19 163
	2	270	19 956
	3	285	20 934
V	1	305	22 469
	2	335	24 787
	3	365	28 382
		395	30 633



**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

ACCORD DU 30 JUIN 2010  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE  
NOR : ASET1151205M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre une politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans le secteur de l'industrie des panneaux à base de bois, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national intersecteurs du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3 + relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'inter secteurs des papiers cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3 + les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau national, signataires du présent accord, précisent que ce dernier s'applique à toutes les entreprises dont l'activité principale relève, dans le cadre de la catégorie 16.21Z (anciennement 20.2Z) de la nomenclature des activités françaises, des catégories suivantes :

- a) Fabrication de panneaux de contreplaqués multiplis en bois, de toutes épaisseurs, bruts ou poncés.
- b) Fabrication de panneaux de particules de bois ou autres matières ligneuses, bruts ou poncés.
- c) Fabrication de panneaux de fibres de bois ou autres matières ligneuses, comprimés ou non, durs ou demi-durs, bruts ou poncés.
- d) Fabrication de :
  - panneaux à âme épaisse en bois, lattés, lamellés ou panneautés, plaqués de bois ;
  - panneaux de particules replaqués de bois ;

- panneaux à âme en placages, particules ou fibres de bois, surfacés ou mélaminés ;
- panneaux stratifiés, peints, prépeints, laqués, enduits, imprimés, plastifiés, etc.

A l'exception de :

- fabrication d'articles en contreplaqués galbés ou moulés (selon nature) ;
- fabrication de bois déroulés ou tranchés pour placages ;
- fabrication d'éléments en bois dits « densifiés » en blocs, planches, lames ou profilés.

## TITRE II

### **DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR OPCA 3 +**

#### **Article 3**

##### *Contributions formation des entreprises de 10 salariés et plus*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant 10 salariés et plus sont tenues de verser à l'OPCA 3 + :

- la contribution professionnalisation :
  - de 0,15 % pour les entreprises de 10 à moins de 20 salariés ;
  - de 0,50 % pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette contribution est destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février de chaque année.

#### **Article 4**

##### *Contributions formation des entreprises de moins de 10 salariés*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord et employant moins de 10 salariés sont tenues de verser à l'OPCA 3 + :

- la contribution professionnalisation de 0,15 % destinée notamment au financement des contrats et des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- ainsi que la contribution plan de formation de 0,40 %, destinée notamment aux actions de formation mises en œuvre dans le cadre du plan de formation.

L'obligation conventionnelle est versée au 28 février de chaque année.

## TITRE III

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 5**

##### *Date d'effet*

Le présent accord n'entrera en vigueur qu'à compter de la date à laquelle l'OPCA 3 + obtiendra l'agrément prévue par le code du travail pour lui permettre d'assurer la collecte et la gestion des fonds de la formation professionnelle continue et sous réserve de la conclusion entre l'OPCA 3 + et l'association technique de gestion de la convention prévue à l'article 7 de l'accord du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3 +.

Sous ces réserves, il pourrait donc s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1.

Les parties conviennent de se rencontrer en cas de difficulté d'application du présent accord.

## **Article 6**

### *Clause de sauvegarde*

Le présent accord annule et remplace toutes dispositions antérieures ayant le même objet.

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des obligations ultérieures d'origine législative, réglementaire ou conventionnelle relatives à la collecte et/ou à l'affectation de fonds de la formation professionnelle et ayant une incidence sur le présent accord.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

## **Article 7**

### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

## **Article 8**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

## **Article 9**

### *Dénonciation, révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 30 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UIPP ;  
UFC ;  
SFPPB.

### **Syndicats de salariés :**

BATI CFTC ;  
FG FO.

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS,**  
**DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
**ET INTERSECTEURS PAPIERS-CARTONS**

---

ACCORD DU 25 OCTOBRE 2010  
RELATIF À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE  
NOR : ASET1151200M

**PRÉAMBULE**

Exprimant une volonté commune de poursuivre la politique de développement de la formation professionnelle et de l'insertion au bénéfice des entreprises et des salariés dans l'intersecteurs papiers-cartons, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**TITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Faisant suite à la signature de l'accord national interbranches du 29 juin 2010 portant création de l'OPCA 3 + relevant des secteurs du bois et de l'ameublement, des matériaux pour la construction et l'industrie et de l'inter-secteurs des papiers cartons, les parties signataires décident que les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord devront verser à l'OPCA 3 + les contributions formation pour lesquelles celui-ci a compétence de collecte, dans les conditions fixées au titre II du présent accord.

**Article 2**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises ressortant du champ d'application des conventions collectives nationales suivantes :

N° 3011 (IDCC 0700) : Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3019 (IDCC 1689) : Convention collective nationale de travail des ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres des fabriques d'articles de papeterie et de bureau.

N° 3054 (IDCC 0925) : Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la distribution des papiers et cartons, commerce de gros.

N° 3068 (IDCC 0707) : Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la transformation des papiers, cartons et de la pellicule cellulosique.

N° 3115 (IDCC 0489) : Convention collective nationale pour le personnel des industries de cartonnage.

N° 3158 (IDCC 0802) : Convention collective nationale de la distribution des papiers-cartons commerces de gros pour les ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise.

N° 3242 (IDCC 1492) : Convention collective nationale des ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise de la production des papiers, cartons et celluloses.

N° 3250 (IDCC 1595) : Convention collective nationale des ouvriers, employés, dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise de la transformation des papiers et cartons et des industries connexes du 16 février 1988.

## TITRE II

### **DISPOSITIONS RELATIVES À LA COLLECTE DES CONTRIBUTIONS FORMATION PAR OPCA 3 +**

#### **Article 3**

##### *Dispositions générales*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, année N, au titre des salaires versés au cours de l'année N – 1, les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord sont tenues de verser à l'OPCA 3 + les contributions :

1) Dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant moins de 10 salariés, soit :

- un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- et un versement au moins égal à 0,40 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation.

2) Dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant de 10 salariés à moins de 20 salariés, soit :

- un versement au moins égal à 0,15 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- et un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation.

3) Dues au titre du financement de la formation professionnelle continue pour les employeurs occupant 20 salariés et plus, soit :

- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement de la professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
- un versement au moins égal à 0,50 % des rémunérations de l'année de référence dû au titre du financement du plan de formation.

Ces contributions font l'objet d'aménagements fixés par décret lorsque l'effectif de l'entreprise atteint ou dépasse, au titre d'une année, l'effectif de 10 ou de 20 salariés.

Les entreprises peuvent verser à l'OPCA 3 + l'intégralité des sommes relatives à leur plan de formation.

En tout état de cause, elles verseront le solde des sommes qui n'auront pas fait l'objet d'une exonération directe ou d'un engagement de dépenses au cours de l'année N-1.

La contribution à reverser au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels est appelée en plus de l'obligation conventionnelle au titre du plan de formation.

#### **Article 4**

##### *Dispositions particulières relatives au versement dû au titre du plan de formation par les entreprises d'au moins 10 salariés*

L'obligation conventionnelle due au titre du plan de formation est versée en deux fois :

- 0,30 % au 30 avril ;
- 0,20 % au 30 septembre.

#### **TITRE III**

#### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 5**

##### *Date d'effet et durée*

Le présent accord prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, sous réserve de l'obtention de l'agrément ministériel d'OPCA 3 + à cette même date. Sous la même réserve, il annule et remplace l'accord national professionnel du 7 décembre 1994 sur la collecte des contributions de formation.

Il est conclu pour une durée indéterminée, sauf dénonciation.

#### **Article 6**

##### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé au conseil des prud'hommes de Paris et auprès des services compétents du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 25 octobre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FFC ;  
AFDP ;  
UNIPAS ;  
FAP.

#### **Syndicats de salariés :**

FILPAC CGT ;  
FCE CFDT ;  
FIBOPA CFE-CGC ;  
FFSCEGA CFTC ;  
Papier CGT-FO.

Brochure n° 3374

**Convention collective**

**IDCC : 2891. – INDUSTRIE DE ROQUEFORT  
(15 juillet 2009)**

**ACCORD DU 30 JUIN 2011  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011**  
NOR : ASET1151185M  
IDCC : 2891

**Grille des salaires laitiers à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011**

Valeur du point : 9,11182 €.

Smic : 9 €.

Laitiers embauchés avant le 1<sup>er</sup> octobre 1997

(En euros.)

	À PARTIR de la 6 <sup>e</sup> saison	LABO, QUAI	SECOND	CHEF D'ÉQUIPE
Coefficient	166,00	171,00	172,00	176,00
Salaire de référence	1 512,56	1 558,12	1 567,23	1 603,68
Base horaire	151,67	151,67	151,67	151,67
Taux horaire	11,46858	11,81407	11,88310	12,15949
Salaire horaire 151,67 heures	1 739,44	1 791,84	1 802,31	1 844,23
Forfait dimanches et pauses 37,89 heures	434,54	447,64	450,25	460,72
Reliquat heures développées 4,33182 % + ancienneté	94,17	97,01	97,58	99,85
Total mensuel en fin de saison	2 268,15	2 336,49	2 350,14	2 404,80
Païement bancaire heures 22,59 heures	259,08	266,88	268,44	274,68
Reliquat heures développées 4,33182 %	11,22	11,56	11,63	11,90
Total général	2 538,45	2 614,93	2 630,21	2 691,38

# Laitiers embauchés après le 1<sup>er</sup> octobre 1997

(En euros.)

	À L'EMBAUCHE	DU 4 <sup>E</sup> MOIS à la 2 <sup>e</sup> saison	DE LA 3 <sup>E</sup> à la 5 <sup>e</sup> saison	À PARTIR de la 6 <sup>e</sup> saison	LABO, QUAI	SECOND	CHEF d'équipe
Coefficient	Smic	161,50	162,00	166,00	171	172	176
Salaire de référence	1 365,03	1 471,56	1 476,11	1 512,56	1 558,12	1 567,23	1 603,68
Base horaire	151,67	151,67	151,67	151,67	151,67	151,67	151,67
Taux horaire	10,35000	11,15771	11,19226	11,46858	11,81407	11,88310	12,15949
Salaire horaire 151,67 heures	1 569,78	1 692,29	1 697,53	1 739,44	1 791,84	1 802,31	1 844,23
Forfait dimanches et pauses 3789 heures	392,16	422,77	424,07	434,54	447,64	450,25	460,72
Reliquat heures développées 0,41457 % + ancienneté	8,13	8,77	8,80	9,01	9,28	9,34	9,56
Total mensuel en fin de sai- son	1 970,07	2 123,83	2 130,40	2 182,99	2 248,76	2 261,90	2 314,51
Paiement bancaire heures 22,59 heures	233,81	252,05	252,83	259,08	266,88	268,44	274,68
Reliquat heures développées 0,41457 %	0,97	1,04	1,05	1,07	1,11	1,11	1,14
Total général	2 204,85	2 376,92	2 384,28	2 443,14	2 516,75	2 531,45	2 590,33

Suivent les signatures des organisations ci-après :

## Organisation patronale :

FSIR.

## Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFE-CGC.



**Accord professionnel**  
**SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL**  
**(Etablissements et services)**

---

ACCORD DU 27 JUILLET 2011  
RELATIF À LA CRÉATION D'UN OPCA

NOR : ASET1151194M

Entre :

La FHP ;

Le SYNERPA,

D'une part, et

La FSS CFTC ;

La FNSS CFDT ;

La FFASS CFE-CGC ;

La FPSPS FO ;

La FSAS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I<sup>ER</sup>

**CHAMP D'APPLICATION**

Les dispositions du présent accord national concernent les établissements privés de diagnostic et de soins (avec ou sans hébergement), les établissements d'hébergement pour personnes âgées, de quelque nature que ce soit, à caractère commercial, sur l'ensemble du territoire national comprenant les départements d'outre-mer, et notamment ceux visés par la nouvelle nomenclature des activités économiques sous les rubriques :

- 86.10 : services hospitaliers ;
- 86.10Z : activités hospitalières ;
- 87.10A : hébergement médicalisé pour personnes âgées ;
- 87.10B : hébergement médicalisé pour enfants handicapés ;
- 87.10C : hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autres hébergements médicalisés ;
- 87.30A : hébergement social pour personnes âgées ;
- 88.10B : accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées.

## TITRE II

### **DÉSIGNATION DE L'ORGANISME COLLECTEUR NATIONAL PROFESSIONNEL AU SEIN DE LA BRANCHE DE L'HOSPITALISATION PRIVÉE**

Conformément aux dispositions de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie et du décret n° 2010-1116 du 22 septembre 2010 relatif aux organismes collecteurs paritaires agréés des fonds de la formation professionnelle continue, les parties au présent accord décident de la désignation de l'OPCA PL en tant qu'organisme paritaire collecteur agréé au sein de la branche sanitaire et médico-sociale à statut commercial en lieu et place de FORMAHP.

L'OPCA ainsi désigné détiendra l'agrément pour le compte de la branche sanitaire et médico-sociale à statut commercial et sera destinataire notamment des versements effectués en application de l'article 87 de la convention collective du 18 avril 2002 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## TITRE III

### **DISPOSITIONS D'ADAPTATION**

Une négociation sera ouverte dès la signature du présent accord à l'effet d'adapter l'ensemble des dispositions conventionnelles pour tenir compte des conséquences de la conclusion du présent accord.

## TITRE IV

### **DURÉE DE L'ACCORD**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé ou dénoncé à tout moment, conformément aux articles L. 2222-6 et L. 2222-5 du code du travail et aux dispositions conventionnelles.

## TITRE V

### **BILAN DE L'ACCORD**

Les partenaires sociaux reconnaissent l'importance de dresser un bilan qualitatif et quantitatif de ce nouveau dispositif dans les 3 ans qui suivent son entrée en vigueur.

A cet effet, il est institué une commission paritaire de branche qui aura en charge le suivi du présent accord et ses modalités d'application.

Cette commission paritaire restreinte se réunira une fois par an et sera composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales des salariés représentatives signataires ou adhérentes et d'un nombre égal de représentants des organisations employeurs signataires ou adhérentes.

Le mandat au sein de la commission de suivi est d'une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction.

## TITRE VI

### **DISPOSITIONS FINALES**

Le présent accord s'appliquera au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Si l'extension intervient après cette date, il s'appliquera au 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour les entreprises adhérentes aux organisations patronales signataires du présent accord et au premier jour du mois suivant son extension pour les autres.

Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Le présent accord ne prendra effet que si l'OPCA PL obtient le renouvellement de son agrément permettant l'adhésion de la branche.

Dans le cas contraire, les parties s'engagent à se réunir dans le délai maximum de 1 mois suivant la notification du rejet de la demande d'agrément.

Fait à Paris, le 27 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3277

Convention collective nationale

IDCC : 2310. – **ENTREPRENEURS DE SPECTACLES,  
ARTISTES DRAMATIQUES, LYRIQUES, CHORÉGRAPHIQUES,  
MARIONNETTISTES, DE VARIÉTÉS ET MUSICIENS**

ACCORD DU 27 AVRIL 2011

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX INDEMNITÉS POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1151199M

IDCC : 2310

Les signataires de la grille réaffirment leur volonté que soient fixés, le plus souvent possible, les salaires entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes et les musiciens selon le gré à gré.

Toutefois, ils s'entendent sur l'établissement d'une grille de salaires minimaux applicables du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2011.

Afin d'éviter les effets de seuil négatifs pouvant être générés par les tarifs de chaque colonne (à l'exception de la colonne mensuelle), un artiste-interprète ne pourra percevoir un salaire global minimum inférieur ou égal à la rémunération globale maximum prévue par la colonne qui précède.

Par exemple, 16 représentations ne pourront pas donner lieu à une rémunération globale inférieure ou égale à 15 représentations.

I. – Salaires minimaux et indemnités applicables du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2011

(En euros.)

	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR MOIS					SALAIRE mensuel (1)
	De 1 à 7	De 8 à 11	De 12 à 15	De 16 à 19	20 et plus	
	Cachet par représentation					
<b>Artiste dramatique</b>						
Rôle principal (5)	166,32	150,87	135,24	123,41	111,59	2 495,77
Rôle de plus de 100 li- gnes (3)	148,25	131,59	118,46	105,62	87,80	2 015,52
Rôle de 1 à 100 lignes (3)	111,33	99,08	90,29	83,15	76,91	1 724,73
Artiste-interprète stagiai- re (2)	90,57	79,56	73,33	68,89	65,32	1 410,65
Diseur, conteur	148,25	131,59	118,46	105,62	87,80	2 015,52
<b>Artiste lyrique</b>						
Premier rôle	184,89	169,98	154,08	136,98	123,41	2 762,34
Second rôle	148,25	131,59	118,46	105,62	87,80	2 015,52

	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR MOIS					SALAIRE mensuel (1)
	De 1 à 7	De 8 à 11	De 12 à 15	De 16 à 19	20 et plus	
	Cachet par représentation					
Artiste des chœurs	101,76	91,98	83,00	76,02	70,29	1 576,62
<b>Artiste chorégraphique</b>						
Danseur soliste	166,32	150,87	135,24	123,41	111,59	2 495,77
Danseur du ballet	122,46	108,94	99,26	91,33	84,63	1 893,51
<b>Artiste marionnettiste</b>						
Marionnettiste	113,69	101,21	92,20	84,81	78,46	1 756,53
<b>Artiste de music-hall</b>						
Artiste de music-hall, illu- sionniste, numéro visuel	184,89	169,98	154,08	136,98	123,41	2 762,34
1 <sup>er</sup> assistant des attrac- tions	101,76	91,98	83,00	76,02	70,29	1 576,62
Autre assistant	90,57	79,56	73,33	68,89	65,32	1 410,65
<b>Artiste de revue</b>						
Rôle principal	184,89	169,98	154,08	136,98	123,41	2 762,34
Attraction par artiste	184,89	169,98	154,08	136,98	123,41	2 762,34
Rôle secondaire	164,90	146,82	133,63	123,08	113,53	2 272,57
Danseur nu	148,25	131,59	118,46	105,62	87,80	2 015,52
Danseur habillé	111,33	99,08	90,29	83,15	76,91	1 724,73
Mannequin nu	107,60	95,71	87,22	80,48	74,24	1 648,54
Mannequin habillé	101,76	91,98	83,00	76,02	70,29	1 576,62
<b>Artiste du cirque (4)</b>	101,76	91,98	83,00	76,02	70,29	1 576,62

(1) Pour 24 représentations (art. 29 de la convention collective).

(2) Sont considérés comme artistes-interprètes stagiaires les élèves ayant achevé leur apprentissage dans un établissement national d’enseignement des arts du spectacle depuis moins de 2 ans.

(3) La ligne s’entend de 32 lettres.

(4) Engagé dans un spectacle d’art dramatique, lyrique, chorégraphique ou de variétés.

(5) Le rôle principal est décidé de gré à gré. Le ou les rôles principaux doivent être mentionnés comme tels au courant.

(En euros.)

	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR MOIS					SALAIRE mensuel (1)
	De 1 à 7	De 8 à 11	De 12 à 15	De 16 à 19	20 et plus	
	Cachet par représentation					
Artiste de variétés (*)						
Petites salles (**) ou premières parties de spectacle (***)						
Chanteur soliste	101,02	91,98	83,00	76,02	73,88	1 576,62
Groupe constitué d'artistes :						
Soliste	101,02	91,98	83,00	76,02	73,88	1 576,62

	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR MOIS					SALAIRE mensuel (1)
	De 1 à 7	De 8 à 11	De 12 à 15	De 16 à 19	20 et plus	
	Cachet par représentation					
Choriste	101,02	91,98	83,00	76,02	73,88	1 576,62
Danseur	101,02	91,98	83,00	76,02	73,88	1 576,62
Autres salles :						
Chanteur soliste	148,25	131,59	118,46	105,62	87,80	2 015,52
Groupe constitué d'artistes :						
Soliste	131,59	117,20	105,95	97,31	89,39	2 032,27
Choriste	104,58	93,04	84,95	78,35	76,02	1 618,90
Danseur	104,58	93,04	84,95	78,35	76,02	1 618,90
Les signataires de la grille, considérant les spécificités du secteur variétés, ont décidé d'appliquer aux artistes de variétés, comme aux artistes musiciens, deux tarifs minima, en fonction de la capacité des salles de spectacles. Il est bien entendu que ces dispositions ne sauront en aucun cas être étendues aux autres domaines visés par la présente grille.						
(1) Pour 24 représentations (art. 29 de la convention collective).						
(*) L'artiste de variété est réputé être la personne physique qui signe le contrat avec le producteur et dont l'absence entraînerait l'annulation du spectacle.						
(**) Considérant l'économie particulière du secteur des petites salles, les signataires décident de fixer un tarif minimum unique pour toutes les catégories d'artistes ne répondant pas seulement aux critères attachés à la responsabilité artistique de chaque intervenant dans le spectacle.						
Les petites salles sont réputées être des salles avoisinant 200 places. Elles sont agréées par la commission paritaire mise en place par les signataires de la convention.						
(***) Ces tarifs sont applicables aux premières parties de spectacle ne dépassant pas 40 minutes.						

(En euros.)

	NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS PAR MOIS			SALAIRE mensuel (1)
	MOINS DE 8	DE 8 À 15	DE 16 À 21	
	Cachet par représentation			
<b>Artiste musicien</b>				
Petites salles (*) ou premières parties de spectacle (**)	101,02	88,08	76,02	1 663,40
Autres salles	149,48	131,39	115,66	2 544,96
Pour les salles de très grande capacité, le gré à gré sera la règle.				
(1) Pour 24 représentations (art. 29 de la convention collective).				
(*) Les petites salles sont réputées être des salles avoisinant 200 places. Elles sont agréées par la commission paritaire mise en place par les signataires de la convention.				
(**) Ces tarifs sont applicables aux premières parties de spectacle ne dépassant pas 40 minutes.				
Rappel : Il va sans dire que les salaires de la présente grille qui deviendraient inférieurs au Smic devraient être majorés en conséquence.				

## II. – Cachet de répétition applicable du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2011

Toutes les répétitions sont systématiquement déclarées et rémunérées.

Le cachet de répétition est un cachet journalier indivisible, fixé au même montant, qu'il y ait un ou deux services de répétitions de 4 heures dans la même journée.

Ce cachet de répétition est revalorisé chaque année et figure à l'annexe salaire.

Pour les artistes recevant un cachet de représentation égal ou supérieur à 200 % du salaire minimum le plus élevé de la grille des salaires, la rémunération des répétitions de l'artiste qui sont déclarées et payées à échéance normale, sera incluse dans le montant des cachets de représentations.

Le cachet de répétition est fixé à 72 €.

### III. – Indemnités applicables du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2011

A. – Indemnité journalière de déplacement en France pour l'ensemble des catégories visées par la présente annexe salaires : 87 €.

Chambre et petit déjeuner : 55 €.

Chaque repas principal : 16 €.

B. – Indemnité vestimentaire pour les artistes dramatiques, par costume et par représentation :

Costume de ville : 7,60 €.

Tenue de soirée : 10,58 €.

Plafond de rémunération journalière jusqu'auquel cette indemnité est due : 222,86 €.

Fait à Paris, le 27 avril 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

SNES.

#### **Syndicats de salariés :**

SIA UNSA ;

F3C CFDT ;

SFA CGT ;

SNAM CGT ;

UNSA SPEC ;

SNM FO ;

FCCS CFE-CGC ;

SNAPS CGC ;

SN2A FO.

Brochure n° 3328

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2511. – SPORT**

**AVENANT N° 62 DU 5 JUILLET 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA**

NOR : ASET1151204M  
IDCC : 2511

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est rajouté après le dernier paragraphe de l'article 8.6.2 l'alinéa suivant :

« Quelle que soit la taille de l'entreprise, les versements relatifs au plan de formation et à la professionnalisation seront collectés par l'OPCA UNIFORMATION. »

**Article 2**

Le membre de phrase « Les OPCA sont chargés » de l'article 4 de l'annexe I – accord sur la mise en œuvre des CQP du 6 mars 2003 est remplacé par « L'OPCA UNIFORMATION est chargé ».

**Article 3**

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et d'une demande d'extension.

Il prendra effet au premier jour suivant l'expiration du délai relatif au droit d'opposition des organisations non signataires.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CNEA.

**Syndicats de salariés :**

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

UNSA sport ;

FNASS.

**Accord professionnel**  
**TRACTEURS ET MATÉRIELS AGRICOLES**  
**(COMMERCE ET RÉPARATION)**

ACCORD DU 21 JUIN 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA  
NOR : ASET1151190M

Entre :

La SEDIMA ;

La DRL ;

Le SMJ ;

La FNAR,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CSNVA.

D'autre part,

Vu l'article 43 de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la 6<sup>e</sup> partie du code du travail, le titre III de son livre III, notamment les articles L. 6332-1 et R. 6332-4 ;

Vu la convention collective des entreprises de commerce, de location et de réparation, de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériels de travaux publics, de bâtiment et de maintenance, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts du 30 octobre 1969, ses articles et les avenants relatifs à la formation professionnelle ;

Considérant que nombre de ces articles et avenants se réfèrent à un organisme collecteur paritaire agréé des fonds de la formation professionnelle continue dont la validité de l'agrément est appelée à expirer prochainement ;

Considérant qu'un nouvel agrément est subordonné à l'existence d'un accord conclu à cette fin entre les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans le champ d'application de l'accord,

en conséquence les parties signataires conviennent de ce qui suit.



## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Désignation de l'organisme collecteur paritaire habilité à recevoir les contributions, au titre de la formation continue, des entreprises visées à l'article 2 ci-dessous*

L'association de gestion de la formation des salariés de PME (AGEFOS-PME), fonds d'assurance formation des salariés des petites et moyennes entreprises, dont le siège social est sis 187, quai de Valmy, 75017 Paris, est désignée en qualité d'organisme collecteur paritaire à compter de la date à laquelle AGEFOMAT perd son agrément en qualité d'OPCA.

## **Article 2**

### *Champ d'intervention géographique et professionnel de l'organisme collecteur*

Le champ d'intervention géographique de l'organisme collecteur s'entend des seuls départements métropolitains.

Le champ d'intervention professionnel de l'organisme collecteur s'entend de celui défini à l'article 1<sup>er</sup> du chapitre I<sup>er</sup> – conditions générales (modifié en dernier lieu par avenant du 4 février 2009) de la convention collective des entreprises de commerce, de location et de réparation, de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériels de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts du 30 octobre 1969.

Toutefois, il est expressément stipulé que ne sont pas visées par les présentes dispositions, les entreprises artisanales inscrites au répertoire des métiers, occupant moins de 10 salariés et plus précisément en ce qui concerne la branche, exclusivement les artisans ruraux pour la réparation des matériels agricoles et les activités de charronnage codifiées sous le code 33 12Z (ex 29 3C) « réparation de machines et équipements mécaniques » et 28.30Z « Fabrication de machines agricoles et forestières » de la nomenclature d'activités française (NAF), ainsi que les entreprises artisanales ayant une activité de maréchalerie codifiée sous le code 01.62Z « Activité de soutien à la production animale ».

## **Article 3**

### *Dispositions transitoires et finales*

En conséquence du présent accord, les partenaires sociaux sont amenés à réviser les clauses, avenants et accords de la convention collective qui se réfèrent à un organisme collecteur paritaire autre que celui désigné à l'article 1<sup>er</sup>.

Le présent accord a un caractère impératif.

Le présent accord national est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives.

Le présent accord est déposé au ministère du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'homme de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 21 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION,  
DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2011/36

#### AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
<b>Entreprises du paysage</b> : avenant n° 3 du 11 février 2011 modifiant la convention collective .....	145
<b>Exploitations et entreprises agricoles (Côte-d'Or, Nièvre et Yonne)</b> : avenant n° 38 du 13 janvier 2011 relatif à la couverture santé en cas de suspension du contrat de travail .....	147
<b>Exploitations forestières (massif de Gascogne)</b> : avenant n° 22 du 10 février 2011 relatif à la prévoyance .....	149
<b>Exploitations forestières (Midi-Pyrénées)</b> : avenant n° 67 du 6 janvier 2011 .....	153
<b>Exploitations forestières (Midi-Pyrénées)</b> : avenant n° 68 du 6 janvier 2011 .....	158
<b>Exploitations horticoles, maraîchères, de pépinières et de serres (Meuse)</b> : avenant n° 95 du 31 mars 2011 modifiant la convention .....	160
<b>Exploitations maraîchères et de serres (Meurthe-et-Moselle et Moselle)</b> : avenant n° 71 du 31 mars 2011 modifiant la convention .....	170

Brochure n° 3617

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 7018. – ENTREPRISES DU PAYSAGE**

AVENANT N° 3 DU 11 FÉVRIER 2011  
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *AGRS1197085MV*  
IDCC : 7018

Entre :

L'union nationale des entrepreneurs du paysage,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions clauses communes chapitre II article 5 et les dispositions particulières propres aux techniciens et agents de maîtrise article 5 de la convention précitée sont annulées par les dispositions suivantes à compter du 1<sup>er</sup> février 2011 :

*(En euros.)*

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
O 1	9,08	1 377,16
O 2	9,17	1 390,81
O 3	9,23	1 399,91
O 4	9,44	1 431,76
O 5	9,84	1 492,43
O 6	10,30	1 562,20
E 1	9,08	1 377,16
E 2	9,18	1 392,33
E 3	9,59	1 454,51
E 4	10,20	1 547,03
TAM 1		1 734,00

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
TAM 2		1 838,00
TAM 3		1 970,00
TAM 4		2 131,00

## Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait le 11 février 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)  
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,  
*Journal officiel* du 26 mars 1998)

---

**AVENANT N° 38 DU 13 JANVIER 2011**

**RELATIF À LA COUVERTURE SANTÉ EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL**

NOR : *AGRS1197086M*

IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'UR de Bourgogne CFDT ;

L'UR de Bourgogne CFTC ;

L'UR de Bourgogne CFE-CGC ;

L'UR de Bourgogne CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le point 3 de l'article 7 de l'annexe IV de la convention collective instaurant un régime de complémentaire santé au bénéfice des salariés non cadres est modifié comme suit :

**« 3. Suspension du contrat de travail**

Les dispositions ci-dessous sont valables que l'affiliation du salarié au régime ait été antérieure ou qu'elle se produise durant la suspension du contrat de travail.

**a) Suspension du contrat de travail pour maladie, accident ou maternité**

L'affiliation du salarié au régime est maintenue à compter du début de l'arrêt total et continu du travail. Ce maintien s'effectue tant que dure l'arrêt de travail pour maladie, maternité ou accident. En revanche, à compter du premier jour du mois suivant l'arrêt total et continu de travail, les cotisations obligatoires liées au régime ne sont dues ni par l'employeur, ni par le salarié. Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisations correspondant au régime optionnel s'il a fait le choix de s'y affilier.

b) Suspension du contrat de travail pour un motif autre que maladie, accident ou maternité

En cas de versement de rémunération total ou partiel :

L'affiliation du salarié au régime est maintenue à compter du début de la suspension. Ce maintien s'effectue tant que dure le maintien de rémunération total ou partiel. Les cotisations sont dues par l'employeur et par le salarié dans les conditions prévues au premier point du présent article.

En l'absence de versement de salaire :

L'affiliation du salarié est suspendue à compter du premier jour du mois qui suit l'arrêt total et continu de travail ou la suspension du versement de salaire ou d'indemnités journalières. Toutefois, l'intéressé peut bénéficier de garanties identiques au régime, à un tarif similaire, s'il en fait la demande et qu'il règle la totalité des cotisations correspondantes. »

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en un exemplaire à l'unité territoriale de la DIRECCTE de Côte-d'Or, à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 13 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 8721. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Massif de Gascogne)  
(2 juillet 1996)**

(Etendue par arrêté du 24 décembre 1996,  
*Journal officiel* du 7 janvier 1997)

**AVENANT N° 22 DU 10 FÉVRIER 2011  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : *AGRS1197087M*  
IDCC : 8721

Entre :

La section exploitation forestière/sciage compétente sur les départements de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et pour la Charente-Maritime : les cantons de Montguyon, Montlieu et Montendre, constitutifs de la fédération des industries du bois d'Aquitaine,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale de l'agroalimentaire des syndicats CFDT d'Aquitaine ;

L'union régionale des syndicats CGT-FO d'Aquitaine ;

L'union régionale des syndicats des travailleurs de la forêt de Gascogne CGT ;

L'union régionale de la confédération française de l'encadrement CFE-CGC d'Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les paragraphes 2.3 et 2.4 de l'article 69 « Indemnisation en cas de maladie, d'accident ou d'invalidité » de la convention collective régionale du 2 juillet 1996 concernant les exploitations forestières du massif de Gascogne sont modifiés comme suit :

**« Article 69**

***Indemnisation en cas de maladie, d'accident ou d'invalidité***

**2.3. Garantie invalidité et incapacité permanente professionnelle**

**En période d'invalidité**

La garantie a pour objet le service d'une rente d'invalidité complémentaire en cas d'invalidité de l'assuré ouvrant droit à la pension d'invalidité de la mutualité sociale agricole avec classement en 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie, telles que définies à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

A l'expiration de la période d'incapacité et dès la reconnaissance de l'état d'invalidité par la mutualité sociale agricole dans les conditions susvisées, il est prévu le versement d'une rente dont le montant annuel est égal à 80 % du salaire de référence sous déduction de la rente d'invalidité brute



servie au titre de la catégorie dans laquelle le salarié est classé par la mutualité sociale agricole et d'un éventuel salaire à temps partiel ou tout autre revenu de remplacement.

Le salaire de référence correspond au salaire brut, soumis aux cotisations de prévoyance, et perçu par l'assuré au cours des 4 derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail. Ce salaire est pris en compte dans la limite de 4 fois le plafond annuel de la mutualité sociale agricole.

Lorsque la période de référence n'est pas complète, le salaire annuel de référence est reconstitué en fonction de la moyenne mensuelle des traitements bruts soumis à cotisations, entre la date d'effet de la garantie et l'arrêt de travail, multipliée par 12.

Dans tous les cas le service de la prestation complémentaire cesse dès la survenance de l'un des événements suivants :

- reprise du travail de l'assuré ;
- acquisition de la pension vieillesse de la mutualité sociale agricole de l'intéressé ;
- décès de l'assuré.

#### En période d'incapacité permanente professionnelle

La garantie d'incapacité permanente professionnelle (IPP) a pour objet le service d'une rente d'incapacité permanente en cas de reconnaissance par la mutualité sociale agricole de l'état d'incapacité permanente à un taux égal ou supérieur à 66,66 %, résultant d'un accident de travail ou de maladie professionnelle et entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle.

Pour ouvrir droit à indemnisation, la reconnaissance de l'état d'incapacité permanente professionnelle par la mutualité sociale agricole doit survenir avant la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la mutualité sociale agricole du salarié.

La rente versée mensuellement est égale à 80 % du salaire de référence sous déduction de la prestation versée par la mutualité sociale agricole et d'un éventuel salaire à temps partiel ou tout autre revenu de remplacement.

Le versement de la rente débute dès le versement d'une rente accident du travail par la mutualité sociale agricole pour une incapacité permanente entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66 %.

Le salaire mensuel de référence correspond à 1/12 du salaire brut, soumis aux cotisations de prévoyance, et perçu par l'assuré au cours des 4 derniers trimestres civils précédant l'arrêt de travail.

En aucun cas, le montant de la prestation versée par l'organisme désigné à l'article 73 ne peut être inférieur à 10 % du salaire mensuel de référence défini au titre de la période d'invalidité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

En tout état de cause, le service de la prestation complémentaire cesse dès la survenance de l'un des événements suivants :

- à la date de liquidation de la pension vieillesse de la mutualité sociale agricole de l'assuré ;
- au décès de l'assuré ;
- à la reprise du travail de l'assuré.

#### 2.4. Dispositions communes aux garanties incapacité temporaire de travail, invalidité et incapacité permanente professionnelle

Le cumul des prestations complémentaires, des prestations versées par la mutualité sociale agricole et le cas échéant du salaire versé par l'établissement adhérent ou tout autre revenu de remplacement, ne peut excéder 100 % du salaire net d'activité de l'assuré.

Les prestations incapacité et invalidité et incapacité permanente professionnelle sont revalorisées en fonction des coefficients et périodicités fixés par l'organisme assureur. L'ancienneté est appréciée au 1<sup>er</sup> jour de l'arrêt. Le délai de carence est applicable à chaque arrêt de travail. »

## **Article 2**

Le paragraphe : « Double effet » de l'article 70 « Garantie en cas de décès » de la convention collective régionale du 2 juillet 1996 concernant les exploitations forestières du massif de Gascogne est modifié comme suit :

« Article 70

*Garanties en cas de décès*

### **2. Capital décès**

#### **2.2. Personne à charge**

*Double effet*

Le décès postérieur ou simultané du conjoint non remarié de l'assuré, ou du partenaire lié à l'assuré par un pacte civil de solidarité tel que défini par l'article L. 515-1 du code civil, entraîne le versement au profit des enfants restant à charge, d'un nouveau capital d'un montant égal à celui déjà servi lors du décès de l'assuré.

Le versement de ce capital est subordonné à l'existence d'enfant(s) à charge au jour du décès du conjoint.

Le capital est versé par parts égales entre les enfants à charge de l'assuré, directement à ceux-ci dès leur majorité ; à leurs représentants légaux ès qualités durant leur minorité.

La notion d'enfant à charge retenue pour l'application des présentes dispositions est précisée ci-dessus. »

## **Article 3**

*Date d'entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 4**

*Extension. – Publicité*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail. En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Aquitaine, unité territoriale de la Gironde.

## **Article 5**

*Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant est conclu pour une durée identique à la convention collective régionale dont il fait partie intégrante et porte modification.

Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. La révision pourra prendre effet dans les conditions visées à l'article L. 2261-7 du code du travail.

L'avenant pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Les modalités de dénonciation sont fixées par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Fait à Bordeaux, le 10 février 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Midi-Pyrénées)  
(1<sup>er</sup> décembre 1982)**

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,  
*Journal officiel* du 30 mars 1983)

**AVENANT N° 67 DU 6 JANVIER 2011**

NOR : *AGRS1197088M*

IDCC : 8731

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

La confédération française de l'encadrement CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions de l'article 8 de la convention collective du 1<sup>er</sup> décembre 1982 susvisée, les rémunérations mensuelles minimales des diverses catégories de personnel payé au temps définies par la classification prévue à l'article 21 de ladite convention sont revalorisées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

A ce titre, l'article 23 de la convention collective du 1<sup>er</sup> décembre 1982 : « Rémunération du personnel payé au temps et du personnel administratif » est modifié dans les termes qui suivent :

*« 1. Ouvriers des exploitations forestières  
et entreprises de travaux forestiers*

Qualification (art. 21.1)

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I	A-B	100	9,00	1 365,03
II	C	105	9,26	1 404,46
	D	110	9,31	1 412,05

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
III	E	115	9,35	1 418,11
	F	125	9,39	1 424,18
	G	135	9,47	1 436,31
IV	H	150	9,75	1 478,78
	I	170	10,04	1 522,77
	J	200	10,70	1 622,87

## 2. Ouvriers des scieries agricoles

Qualification (art. 21.2, annexe III)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I	1 et 2 A-B	100	9,00	1 365,03
II	1 C	105	9,26	1 404,46
	2 D	110	9,31	1 412,05
III	1 E	115	9,35	1 418,11
	2 F	125	9,39	1 424,18
	3 G	135	9,47	1 436,31
IV	1 H	150	9,75	1 478,78
	2 I	170	10,04	1 522,77
	3 J	200	10,70	1 622,87

## 3. Personnel administratif des exploitations forestières et entreprises de travaux forestiers

### 3.1. Personnel administratif, commercial, technique (ACT)

Qualification (art. 21.3)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I		100	ACT	9,00	1 365,03
II	1	110	ACT	9,31	1 412,05
	2	120	ACT	9,37	1 421,15
III	1	135	ACT	9,47	1 436,31
	2	150	ACT	9,75	1 478,78

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
IV		170	ACT	10,04	1 522,77
V	1	190	ACT	10,49	1 591,02
	2	210	ACT	10,75	1 630,45
VI	1	240	ACT	11,41	1 730,55
	2	270	ACT	11,87	1 800,32

### 3.2. Agents de maîtrise

Qualification (art. 21.3)

(En euros)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I		190	AM	10,49	1 591,02
II	1	230	AM	11,22	1 701,74
	2	270	AM	11,87	1 800,32
III	1	320	AM	13,09	1 985,36
	2	370	AM	14,30	2 168,88

### 3.3. Cadres

Qualification (art. 21.3)

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
C 1	280	12,10	1 835,21
C 2	360	14,09	2 137,03
C 3	420	15,60	2 366,05
C 4	460	16,52	2 505,59
C 5	480	17,01	2 579,91
C 6	510	17,75	2 692,14
C 7	550	18,71	2 837,75
C 8	600	19,94	3 024,30

*4. Personnel administratif, commercial  
et technique des scieries agricoles*

4.1. Personnel administratif, commercial, technique (ACT)

Qualification (art. 21.3)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I		100	ACT	9,00	1 365,03
II	1	110	ACT	9,31	1 412,05
II	2	120	ACT	9,37	1 421,15
III	1	135	ACT	9,47	1 436,31
III	2	150	ACT	9,75	1 478,78
IV		170	ACT	10,04	1 522,77
V	1	190	ACT	10,49	1 591,02
V	2	210	ACT	10,75	1 630,45
VI	1	240	ACT	11,41	1 730,55
VI	2	270	ACT	11,87	1 800,32

4.2. Agents de maîtrise des scieries

Qualification (art. 21.3)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
I		190	AM	10,49	1 591,02
II	1	230	AM	11,22	1 701,74
	2	270	AM	11,87	1 800,32
III	1	320	AM	13,09	1 985,36
	2	370	AM	14,30	2 168,88

4.3. Cadres des scieries

Qualification (art. 21.3)

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
C 1	280	12,10	1 835,21
C 2	360	14,09	2 137,03
C 3	420	15,60	2 366,05
C 4	460	16,52	2 505,59

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011	SALAIRE MENSUEL à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (151,67 h)
C 5	480	17,01	2 579,91
C 6	510	17,75	2 692,14
C 7	550	18,71	2 837,75
C 8	600	19,94	3 024,30

Ces taux horaires sont applicables en tenant compte de la durée légale du travail fixée à 35 heures hebdomadaires (151,67 heures mensualisées) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et en prenant en considération les garanties de maintien de rémunération prévues par l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 et l'accord du 23 décembre 1981 modifié.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance correspondant au travail effectué. »

### **Article 2**

La valeur point servant au calcul de la prime d'ancienneté, telle qu'elle est prévue aux 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article 28 de la présente convention, est fixée à 5,19 € au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### **Article 3**

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Midi-Pyrénées, unité territoriale de la Haute-Garonne.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 6 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)



**Convention collective**

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Midi-Pyrénées)  
(1<sup>er</sup> décembre 1982)**  
(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,  
*Journal officiel* du 30 mars 1983)

---

**AVENANT N° 68 DU 6 JANVIER 2011**

NOR : *AGRS1197089M*  
IDCC : 8731

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

La confédération française de l'encadrement CGC ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le taux servant au calcul du remboursement des frais de déplacement, tel que fixé aux articles 30 et 33 de la présente convention, est fixé à 0,31 € le kilomètre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 2**

A l'article 17 « Période d'essai », le paragraphe intitulé « Contrat à durée indéterminée » est modifié comme suit :

« Dans le cas d'un contrat à durée indéterminée, et sauf accord contraire écrit entre les parties lors de l'embauche, tout engagement est réputé conclu à l'essai.

La durée de la période d'essai, en temps de travail effectif, est fixée à :

- 1 mois de travail effectif pour le personnel ouvrier et le personnel administratif ;
- 2 mois pour le personnel technique et technico-commercial ;
- 3 mois pour les agents de maîtrise ;
- 4 mois pour les cadres. »

Le reste de l'article sans changement.

### **Article 3**

L'article 50 intitulé « Préavis ou délai-congé » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 50

*Délai-congé*

En cas de démission le délai-congé pourra être établi d'un commun accord entre l'employeur et le salarié.

En cas de licenciement :

- moins de 6 mois d'ancienneté, pas de durée minimale ;
- plus de 6 mois d'ancienneté, durée égale à 2 mois ;
- pour les cadres, durée égale à 3 mois. »

### **Article 4**

L'article 53 intitulé « Licenciement pour cause économique » est abrogé.

### **Article 5**

L'article 54 intitulé « Indemnité de licenciement » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 54

*Indemnité de licenciement*

Le salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, licencié alors qu'il compte une année d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement.

Cette indemnité ne peut être inférieure à un 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. »

### **Article 6**

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Midi-Pyrénées, unité territoriale de la Haute-Garonne.

### **Article 7**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 6 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9552. – EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES,  
DE PÉPINIÈRES ET DE SERRES  
(Meuse)**

**(9 septembre 1969)**

(Etendue par arrêté du 4 juillet 1972,  
*Journal officiel* du 8 septembre 1972)

**AVENANT N° 95 DU 31 MARS 2011  
MODIFIANT LA CONVENTION**

NOR : AGRS1197090M

IDCC : 9552

Entre :

Le syndicat des horticulteurs, fleuristes, pépiniéristes et des maraîchers serristes de la Meuse,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Meuse ;

L'UD CFTC de la Meuse ;

L'UD CGT-FO de la Meuse ;

Le syndicat national des cadres des entreprises agricoles CFE-CGC ;

L'UD CGT de la Meuse,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le titre II, chapitre II, articles 14-15 et 16 se rapportant à la « Classification des emplois » sont abrogés et remplacés par :

« TITRE II

CHAPITRE II

CLASSIFICATION DES EMPLOIS

Ouvriers. – Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise. – Cadres

Article 14

*Classification des ouvriers et employés*

## PRÉAMBULE

La classification des emplois ne se détermine pas par le diplôme seul, mais également par le niveau de compétence, la capacité d'initiative et la rapidité d'exécution requis pour l'accomplissement des tâches d'un poste donné.

Un salarié classé dans une catégorie supérieure doit accepter d'effectuer les travaux des classifications inférieures sans baisse de rémunération.

Tout salarié ne peut refuser d'accomplir occasionnellement des tâches correspondant à une classification supérieure sans pour cela prétendre à la rémunération de cette classification.

Une prime différentielle égale à la différence entre l'échelon d'origine et le niveau ou l'échelon correspondant à l'activité nouvelle, sera attribuée à partir du 1<sup>er</sup> jour du 6<sup>e</sup> mois d'exécution de la nouvelle mission. Au-delà de 2 ans, le salarié sera rémunéré définitivement sur la base de l'échelon supérieur.

Le changement d'emploi du salarié pour un emploi de qualification supérieure comporte une période probatoire de 6 mois, renouvelable une fois, ce délai peut être réduit par convention entre les parties. Pendant ou à l'issue de ce délai, si l'employeur ne souhaite pas maintenir le salarié dans son nouvel emploi, celui-ci retrouve son emploi initial.

L'employeur peut demander au salarié de rendre compte de son travail. Le compte-rendu peut-être, suivant les niveaux de qualification, oral, écrit ou enregistré sur informatique.

### Classification des emplois

Les salariés des exploitations visées dans la présente convention sont classés en catégories définies et affectées de positions hiérarchiques, comme il est dit ci-après :

#### Niveau I. – Agents de production, employés

##### Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution facile, parfois répétitives, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances particulières et professionnelles.

Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et/ou sous surveillance permanente, sans avoir à faire preuve d'initiative.

Après 8 mois de présence continue ou discontinue dans l'entreprise et dans le même emploi, le travailleur passe automatiquement au niveau I, échelon 2.

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Saisonniers sans qualification Emplois d'exécutants Savoir tontiner/faire des mottes	Saisonniers sans qualification Emplois d'exécutants

##### Echelon 2

Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage, nécessaire à la maîtrise des savoir-faire au niveau d'efficacité normal (quantité et qualité). L'emploi peut comporter l'utilisation de machines préréglées et de maniement simple.

Le travail est exécuté selon des consignes précises et/ou sous surveillance fréquente. L'emploi ne nécessite que peu d'initiatives de la part du titulaire.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services élémentaires liés à la gestion et à la maintenance de l'entreprise (standard – Saisie) Aptitude à l'emploi du matériel courant de bureautique sanctionnée éventuellement par un diplôme Connaissance d'un logiciel de traitement de texte

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Plantation Récolte manuelle Pose manuelle d'arceaux Pose de film plastique Conditionnement, manutentions, chargement Taille courante Conduite de petits engins (motoculteur)	Mise en place des cultures Taille, effeuillage, récolte Conditionnement, manutention

## Niveau II. – Agents techniques spécialisés, employés spécialisés

### Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexe, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une rapidité d'exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise.

L'exécution des tâches se réalise à partir de consignes précises et sous surveillance intermittente.

Dans l'exécution de sa tâche, le titulaire de l'emploi doit avoir la capacité de déceler des anomalies et incidents et d'alerter le supérieur ou prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent.

Les conséquences des initiatives que le titulaire est amené à prendre dans l'exécution de son travail, ne présentent pas de caractère de gravité sur le plan de l'économie de l'entreprise, de la sécurité des personnes ou de l'environnement.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services liés à la gestion de l'entreprise Responsabilité de leur bonne réalisation Travaux de comptabilité de base (saisie)

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Connaissance de quelques plantes courantes Chauffeur de tracteur qui attelle et dételle ses outils et exécute réglages fins des travaux sans effectuer les réglages fins Conduite de chariots élévateurs Traitements phytosanitaires sans préparation Taille de formation Eboutonnage de chrysanthème Participer aux tris des plants Tuteurage Bouturage, greffage, semis les plus simples Faire des mélanges terreux Arroser correctement	Taille sur chariot électrique Traitements phytosanitaires sans préparation Conduite de chariot élévateur Chauffeur de tracteur

Emploi correspondant au référentiel CAPA sous réserve de 1 an d'expérience.

## Echelon 2

L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous la surveillance rapprochée d'un supérieur hiérarchique. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge, et doit en assurer son entretien courant selon les consignes données.

La rapidité d'exécution doit être d'un bon niveau.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services élaborés et réalisés à partir de directives générales Bonnes connaissances professionnelles Personnel possédant un diplôme d'une école professionnelle ou des connaissances équivalentes

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Chauffeur de tracteur qui règle ses outils avec précision, détecte les anomalies et les pannes Traitements phytosanitaires avec préparation sous surveillance Irrigation et fertilisation avec directives Travaux de bureau : saisie Toutes tailles Tendages de formation Multiplications plus complexes Connaissance des végétaux courants de quelques variétés fruitières, présents sur l'entreprise	Traitements phytosanitaires avec préparation sous surveillance Irrigation et fertilisation avec directives

## Niveau III. – Agents techniques qualifiés, employés qualifiés

### Echelon 1

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Selon le mode d'organisation du travail, l'emploi peut comporter tout ou partie des activités de l'entreprise.

L'exécution du travail se réalise à partir d'instructions.

Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données. Il nécessite des initiatives concernant l'adaptation de ses interventions aux conditions particulières rencontrées sur le terrain. A ce titre, il est capable d'évaluer le résultat de son travail et d'ajuster son mode d'exécution (réglage des matériels...).

Dans l'exécution de ces tâches, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés qui l'aident dans l'accomplissement de sa tâche et dont il guide le travail. Il est capable d'encadrer une équipe occasionnellement. De par ses connaissances et son expérience professionnelle, le titulaire de l'emploi a la capacité de repérer les anomalies ou incidents sur les cultures, les ravageurs, de déceler les pannes élémentaires sur le matériel et de les réparer.

A partir de ce niveau, l'emploi peut comporter la capacité d'exercer la fonction du tuteur auprès d'apprentis et de stagiaires.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Parfaite maîtrise des services et du matériel utilisé pour leur accomplissement Responsable de la qualité de son travail Connaissance de l'environnement l'informatique Secrétaire confirmée

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Chauffeur de tracteur qui, en totale autonomie, organise et exécute les travaux de récolte mécanisée et les traitements phytosanitaires Entretien courant du matériel : graissage, vidange, pièce d'usure Organiser et participer effectivement au chargement et déchargement Chauffeur de poids lourd Toutes multiplications (greffage, bouturage...) Connaissance de tous les végétaux et variétés fruitières et de les localiser Recevoir les clients Travaux de bureau Enregistrer et préparer les commandes et en assurer les livraisons	Taille avec initiative et sans surveillance Chauffeur de poids lourds (livraison) Entretien courant du matériel (graissage, vidange - pièce d'usure) Traitements phytosanitaires avec préparation Travaux de bureau (enregistrer et préparer les commandes et en assurer la livraison)

Emploi correspondant au référentiel BEPA avec 1 an d'expérience.

## Echelon 2

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées, comme au 1er échelon, mais dont l'étendue du champ d'action est large, et qui nécessite une autonomie plus grande quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données.

Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements intervenant lors de l'exécution du travail.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Employé de bureau, chargé également des écritures administratives et comptables (compte de résultat et bilan)

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Chauffeur de tracteur qui, à partir d'objectifs précis et exigences de résultats, exécute en totale autonomie les semis Fertilisation, irrigation, traitement mécanique Maintenance de matériel : capable de déceler les pannes élémentaires sur le matériel et de les réparer Repérage des maladies sur végétaux Savoir effectuer un relevé de plantes correct	Fertilisation. – Irrigation Chaufferie. – Surveillance Travaux de bureau

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Préparation des bouillies Il sait faire respecter les règles de sécurité Négociier selon les directives reçues, facturer et encaisser Travaux de bureau	

#### Niveau IV. – Agents techniques hautement qualifiés

##### Echelon 1

Exécution d'opérations très qualifiées à partir d'instructions régulières et générales, nécessitant la maîtrise approfondie des matériels et/ou des outils.

Pour la bonne réalisation des travaux confiés, le salarié doit avoir une connaissance approfondie des végétaux et/ou des animaux et des produits.

Il exige des connaissances et de l'expérience professionnelle éprouvées permettant de participer aux décisions techniques, de réaliser une utilisation optimum des moyens mis à sa disposition, d'observer, d'apprécier l'état des cultures, des matériels et d'en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Secrétaire de direction Comptable

PÉPINIÈRE HORTICULTURE (Exemples non limitatifs)	MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Responsable d'un chantier : – culture, conditionnement, expédition Travaux de bureau	Responsable d'un chantier : – culture, conditionnement, expédition Travaux de bureau

Emploi correspondant au référentiel bac pro.

##### Echelon 2

L'exécution des opérations très qualifiées est faite en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les process et procédures des travaux confiés.

Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus. Il participe à la surveillance régulière du travail des autres salariés de l'exploitation.

Il veille et rend compte immédiatement, à son supérieur, en cas de non respect des consignes de sécurité.

Il peut être conduit à faire des suggestions et des propositions au chef d'entreprise ou au supérieur hiérarchique pour l'amélioration de l'organisation du travail des salariés qu'il surveille.



## V. – Classification des ouvriers et employés

CLASSIFICATION EXISTANTE		NOUVELLE CLASSIFICATION	
Niveau	Echelon	Niveau	Echelon
1	1	I	1
1	2	I	2
2	1	II	1
2	2	II	2
3	1	III	1
3	2	III	2
4	1	IV	1
4	2	IV	2

### Article 15

#### *Classification des techniciens, agents de maîtrise et cadres*

En application de l'accord collectif national du 23 avril 2008, il est créé une classification des techniciens, agents de maîtrise et des cadres :

#### I. – Techniciens. – Agents de maîtrise

##### Niveau I

##### Echelon 1. – Technicien

A ce niveau, le technicien assure l'organisation et l'exécution des tâches et missions qui lui sont confiées, et dont il maîtrise tous les aspects techniques et d'analyses, à partir de directives et en fonction des résultats attendus. Il est capable de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à sa disposition.

Il participe, sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique, à des missions complémentaires directement liées à son activité telles que relations avec des fournisseurs et clients, enregistrement et traitement de données sur informatique.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

##### Echelon 2. – Agents de maîtrise

Outre les travaux et tâches professionnelles auxquelles il participe ou qu'il assure compte-tenu de ses compétences techniques et de son expérience, le salarié organise et répartit les travaux des salariés qu'il encadre.

Il relaie les instructions émanant de la direction et veille à faire remonter les problèmes.

Il doit faire respecter les consignes de sécurité données et veiller s'il y a lieu au port des équipements de protection individuelle.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

##### Echelon 2. – Technicien

A cet échelon, le technicien a une expérience professionnelle qui lui permet une complète autonomie et d'anticiper certaines réactions ou résultats. Il maîtrise tous les aspects des travaux et missions qui lui sont confiées.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

#### Niveau II. – Technicien

Le salarié agit en suivant les instructions établies périodiquement par l'employeur à partir des orientations définies pour l'exploitation et sur lesquelles il est consulté.

Ces compétences techniques et son expérience lui permettent de décider du moment adéquat pour la réalisation des travaux qu'il effectue avec une obligation d'optimisation des moyens dont il dispose.

Il procède à la mise à jour des informations nécessaires à la gestion des travaux et missions qui lui sont confiés.

Il peut avoir des contacts réguliers avec des partenaires extérieurs de l'entreprise du fait de ses compétences et capacités techniques dans l'intérêt de l'exploitation comme pour assurer le maintien ou développement de ces capacités.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III ou du niveau II (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole ou aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

#### Niveau II.– Agent de maîtrise

Outre les travaux et missions d'encadrement effectués par l'agent de maîtrise du niveau précédent, à ce niveau l'agent de maîtrise procède aux modifications ponctuelles nécessaires dans l'équipe qu'il encadre afin d'assurer la poursuite des travaux dans les délais fixés.

Il porte une appréciation sur la qualité du travail des salariés qu'il encadre et la communique à la direction.

Il donne des indications sur les évolutions, orientations, besoins de formation professionnelle possibles des salariés qu'il encadre.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III ou du niveau II (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole ou aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

### II. – Cadres

La classification des emplois de cadres est établie comme suit :

#### Niveau I

Salarié chargé d'une façon permanente de gérer l'ensemble d'un ou des services liés à l'entreprise dans le respect des moyens techniques et budgétaires qui lui sont alloués. Il administre suivant les directives générales et les grandes orientations définies en commun avec l'employeur.

Il prend des décisions opérationnelles qui peuvent avoir des effets directs sur les résultats de l'entreprise ou de l'exploitation. Il exécute des travaux en temps opportun et il s'entoure des compétences nécessaires pour conduire sa mission.

Il définit les indicateurs et tableaux de bord, les analyse et formule les conclusions pour l'amélioration de la bonne marche de l'entreprise.

Pour tenir ce poste, il est nécessaire de justifier d'une expérience dans un poste à responsabilité.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles de niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

## Niveau II

Cadre qui assure seul la bonne marche technique et administrative de l'entreprise. Il peut être membre de l'équipe dirigeante de l'entreprise, c'est-à-dire un mandataire social, un gérant ou une personne nommée par le conseil d'administration.

Il détermine les orientations de l'exploitation et les moyens en personnel et matériel qu'il mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Il prend des décisions qui ont un impact direct et primordial sur la marche globale de l'entreprise, ses résultats, son image et sa pérennité.

Il représente l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et de l'administration.

Il prend les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité et rédige les documents nécessaires.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles de niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

### III. – Classification des TAM et cadres

CATÉGORIE	CLASSIFICATION existante	NOUVELLE CLASSIFICATION		
	Coefficient	Catégorie	Niveau	Echelon
Inexistant	–	TAM	I	1
Contremaître 1 <sup>er</sup> échelon	200	TAM	I	2
Contremaître (cadre du 3 <sup>e</sup> groupe)	225	TAM	II	–
Cadre du 2 <sup>e</sup> groupe	280	Cadres	I	–
Cadre du 1 <sup>er</sup> groupe	350	Cadres	II	–

#### Article 16

##### *Conditions générales d'exécution applicables aux articles 14 et 15 de la convention collective*

Quel que soit le niveau de l'emploi, certaines conditions générales d'exécution peuvent être exigées :

- l'employeur peut demander au salarié de rendre compte de son travail ;
- le salarié peut être amené à exécuter des tâches relevant d'un niveau inférieur à celui de l'emploi qu'il occupe ;
- c'est l'emploi réellement tenu qui détermine le niveau de classification.

La référence aux référentiels des diplômes ne sert qu'à déterminer le niveau des connaissances requises pour tenir l'emploi.

Ces connaissances peuvent avoir été acquises par l'expérience.

Le classement des salariés dans la nouvelle grille ne peut être la cause d'une diminution de la rémunération et de l'ensemble des garanties liées au contrat de travail dont les salariés bénéficiaient antérieurement.

En revanche, la modification éventuelle du coefficient y afférent ne peut être en aucun cas considérée comme une perte d'un avantage acquis. »

#### Article 2

#### TITRE IV

### DISPOSITIONS SPÉCIALES APPLICABLES AUX CADRES

Sont modifiées comme suit :

L'article 52 « Classification des emplois » est abrogé.

L'article 53 « Conditions particulières pour les contremaîtres » 1<sup>er</sup> échelon est modifié.

L'article 56 « Prime dite d'intéressement » est modifié.

Au titre IV, les articles 53 et 56 sont modifiés comme ci-dessous.

#### « TITRE IV

#### DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TAM ET CADRES

##### Article 53

##### *Conditions particulières pour les techniciens et agents de maîtrise*

##### Niveau I

Les techniciens et agents de maîtrise, niveau I (échelons 1 et 2) restent soumis aux conditions de travail et à la rémunération découlant de la convention collective pour les salariés non cadres.

Les TAM, niveau I, échelon 2, bénéficieront d'une prime annuelle qui ne pourra être inférieure à un 1/2 mois de salaire (moyenne des salaires versés en cours d'année).

##### Article 56

##### *Prime annuelle des TAM niveau II et cadres*

Une prime annuelle sera allouée aux TAM niveau II et aux cadres. Elle sera librement débattue entre les parties. Toutefois le montant de cette prime annuelle ne pourra être inférieur à un mois de salaire brut. »

##### **Article 3**

Les salaires horaires sont révisables en principe une fois par an au cours du mois de janvier.

A la demande de l'une des organisations signataires, la commission mixte peut se réunir à nouveau au cours de l'année en vue de réviser lesdits salaires.

##### **Article 4**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011.

##### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine.

Fait à Laxou, le 31 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

IDCC : 8414. – **EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET DE SERRES**  
**(Meurthe-et-Moselle et Moselle)**

**(22 février 1972)**

(Etendue par arrêté du 8 mars 1973,  
*Journal officiel* du 25 avril 1973)

---

AVENANT N° 71 DU 31 MARS 2011

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : AGRS1197091M

IDCC : 8414

Entre :

Le syndicat des maraîchers de Meurthe-et-Moselle ;

Le syndicat des maraîchers de Moselle,

D'une part, et

L'UD CFDT de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ;

L'UD CFTC de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ;

L'UD CGT-FO de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ;

Le syndicat national des cadres des entreprises agricoles CFE-CGC de Meurthe-et-Moselle et de Moselle ;

L'UD CGT de Meurthe-et-Moselle et de Moselle,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'avenant n° 69 du 30 novembre 2010, sauf les dispositions de l'article 16, est abrogé en sa totalité.

Il est remplacé par les dispositions suivantes.

**Article 2**

L'article 14 du chapitre II de la convention collective : « Classification des emplois » est abrogé.

Il est remplacé par :

## « TITRE II

### CHAPITRE II

#### CLASSIFICATIONS DES EMPLOIS

##### Article 14

##### *Catégories professionnelles. – Ouvriers et employés*

Les salariés (hommes ou femmes) des exploitations visées dans la présente convention sont classés en catégories définies et affectées de positions hiérarchiques, comme il est dit ci-après :

##### Niveau I. – Agents de production, employés

###### Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution facile, parfois répétitives, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances particulières et professionnelles.

Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et/ou sous surveillance permanente, sans avoir à faire preuve d'initiative.

Après 8 mois de présence continue ou discontinue dans l'entreprise et dans le même emploi, le travailleur passe automatiquement au niveau I, échelon 2.

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Saisonniers sans qualification Emplois d'exécutants

###### Echelon 2

Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage, nécessaire à la maîtrise des savoir-faire au niveau d'efficacité normal (quantité et qualité). L'emploi peut comporter l'utilisation de machines préréglées et de maniement simple.

Le travail est exécuté selon des consignes précises et/ou sous surveillance fréquente. L'emploi ne nécessite que peu d'initiatives de la part du titulaire.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services élémentaires liés à la gestion et à la maintenance de l'entreprise (standard, saisie) Aptitude à l'emploi du matériel courant de bureautique sanctionnée éventuellement par un diplôme Connaissance d'un logiciel de traitement de texte

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Mise en place des cultures Taille, effeuillage, récolte Conditionnement, manutention

Echelon 1

Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexe, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une rapidité d'exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise.

L'exécution des tâches se réalise à partir de consignes précises et sous surveillance intermittente.

Dans l'exécution de sa tâche, le titulaire de l'emploi doit avoir la capacité de déceler des anomalies et incidents et d'alerter le supérieur ou prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent.

Les conséquences des initiatives que le titulaire est amené à prendre dans l'exécution de son travail, ne présentent pas de caractère de gravité sur le plan de l'économie de l'entreprise, de la sécurité des personnes ou de l'environnement.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services liés à la gestion de l'entreprise Responsabilité de leur bonne réalisation Travaux de comptabilité de base (saisie)

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Taille sur chariot électrique Traitements phytosanitaires sans préparation Conduite de chariot élévateur Chauffeur de tracteur

Emploi correspondant au référentiel CAPA sous réserve de 1 an d'expérience.

Echelon 2

L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous la surveillance rapprochée d'un supérieur hiérarchique. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge, et doit en assurer son entretien courant selon les consignes données.

La rapidité d'exécution doit être d'un bon niveau.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Services élaborés et réalisés à partir de directives générales Bonnes connaissances professionnelles Personnel possédant un diplôme d'une école professionnelle ou des connaissances équivalentes

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Traitements phytosanitaires avec préparation sous surveillance Irrigation et fertilisation avec directives

### Niveau III. – Agents techniques qualifiés, employés qualifiés

#### Echelon 1

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Selon le mode d'organisation du travail, l'emploi peut comporter tout ou partie des activités de l'entreprise.

L'exécution du travail se réalise à partir d'instructions.

Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données. Il nécessite des initiatives concernant l'adaptation de ses interventions aux conditions particulières rencontrées sur le terrain. A ce titre, il est capable d'évaluer le résultat de son travail et d'ajuster son mode d'exécution (réglage des matériels...).

Dans l'exécution de ces tâches, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés qui l'aident dans l'accomplissement de sa tâche et dont il guide le travail. Il est capable d'encadrer une équipe occasionnellement. De par ses connaissances et son expérience professionnelle, le titulaire de l'emploi a la capacité de repérer les anomalies ou incidents sur les cultures, les ravageurs, de déceler les pannes élémentaires sur le matériel et de les réparer.

A partir de ce niveau, l'emploi peut comporter la capacité d'exercer la fonction du tuteur auprès d'apprentis et de stagiaires.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Parfaite maîtrise des services et du matériel utilisé pour leur accomplissement Responsable de la qualité de son travail Connaissance de l'environnement l'informatique Secrétaire confirmée

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Taille avec initiative et sans surveillance Chauffeur de poids lourds (livraison) Entretien courant du matériel (graissage, vidange, pièce d'usure) Traitements phytosanitaires avec préparation Travaux de bureau (enregistrer et préparer les commandes et en assurer la livraison)

Emploi correspondant au référentiel BEPA avec 1 an d'expérience.

#### Echelon 2

Emploi comportant l'exécution des opérations qualifiées, comme au 1<sup>er</sup> échelon, mais dont l'étendue du champ d'action est large, et qui nécessite une autonomie plus grande quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données.

Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements intervenants lors de l'exécution du travail.

EMPLOI DE BUREAU Exemples (non limitatifs)
Employé de bureau, chargé également des écritures administratives et comptables (compte de résultat et bilan)



MARAICHER Exemples (non limitatifs)
Fertilisation. – Irrigation Chaufferie. – Surveillance Travaux de bureau

## Niveau IV. – Agents techniques hautement qualifiés

### Echelon 1

Exécution d'opérations très qualifiées à partir d'instructions régulières et générales, nécessitant la maîtrise approfondie des matériels et/ou des outils.

Pour la bonne réalisation des travaux confiés, le salarié doit avoir une connaissance approfondie des végétaux et/ou des animaux et des produits.

Il exige des connaissances et de l'expérience professionnelle éprouvées permettant de participer aux décisions techniques, de réaliser une utilisation optimum des moyens mis à sa disposition, d'observer, d'apprécier l'état des cultures, des matériels et d'en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise.

EMPLOI DE BUREAU (Exemples non limitatifs)
Secrétaire de direction Comptable

MARAÎCHER (Exemples non limitatifs)
Responsable d'un chantier : – culture ; – conditionnement ; – expédition Travaux de bureau

Emploi correspondant au référentiel bac pro.

### Echelon 2

L'exécution des opérations très qualifiées est faite en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les process et procédures des travaux confiés.

Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus. Il participe à la surveillance régulière du travail des autres salariés de l'exploitation.

Il veille et rend compte immédiatement, à son supérieur, en cas de non respect des consignes de sécurité.

Il peut être conduit à faire des suggestions et des propositions au chef d'entreprise ou au supérieur hiérarchique pour l'amélioration de l'organisation du travail des salariés qu'il surveille. »

## Article 3

L'article 15 de la convention collective : « Salariés titulaires de diplômes professionnels » est abrogé.

#### Article 4

Comme précisé ci-dessus, l'article 16 reste inchangé et demeure applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### « Article 16

##### *Classification des ouvriers et employés*

CATÉGORIE	CLASSIFICATION EXISTANTE		NOUVELLE CLASSIFICATION	
	Echelon	Coefficient	Niveau	Echelon
Manœuvre	1	100	I	1
Manœuvre	2	105	I	2
Ouvrier	–	110	II	1
Ouvrier professionnel	1	120	II	2
Ouvrier professionnel	2	130	III	1
Ouvrier qualifié	–	150	III	2
Ouvrier hautement qualifié	–	170	IV	1
Inexistant	–	–	IV	2

#### Article 5

En application de l'accord collectif national du 23 avril 2008, il est créé une classification des techniciens, agents de maîtrise et des cadres :

#### « Article 48

##### *Classification des emplois*

#### Article 49

##### *Conditions particulières pour les chefs d'équipe*

#### Article 52

##### *Primes dites d'intéressement*

Les primes dites d'intéressement du titre V de la convention collective "Dispositions spéciales applicables aux cadres" sont abrogés. »

Ils sont remplacés par les nouveaux articles :

#### « a) Article 48

##### *Classification des emplois et grilles des salaires des techniciens, agents de maîtrise et cadres*

#### I. – Techniciens. – Agents de maîtrise

##### Niveau I

##### Echelon 1. – Technicien

A ce niveau, le technicien assure l'organisation et l'exécution des tâches et missions qui lui sont confiées, et dont il maîtrise tous les aspects techniques et d'analyses, à partir de directives et en fonction des résultats attendus. Il est capable de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à sa disposition.

Il participe, sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique, à des missions complémentaires directement liées à son activité telles que relations avec des fournisseurs et clients, enregistrement et traitement de données sur informatique.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

#### Echelon 2. – Agents de maîtrise

Outre les travaux et tâches professionnelles auxquelles il participe ou qu'il assure compte tenu de ses compétences techniques et de son expérience, le salarié organise et répartit les travaux des salariés qu'il encadre.

Il relaie les instructions émanant de la direction et veille à faire remonter les problèmes.

Il doit faire respecter les consignes de sécurité données et veiller s'il y a lieu au port des équipements de protection individuelle.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

#### Echelon 2. – Technicien

A cet échelon, le technicien a une expérience professionnelle qui lui permet une complète autonomie et d'anticiper certaines réactions ou résultats. Il maîtrise tous les aspects des travaux et missions qui lui sont confiées.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole).

#### Niveau II. – Technicien

Le salarié agit en suivant les instructions établies périodiquement par l'employeur à partir des orientations définies pour l'exploitation et sur lesquelles il est consulté.

Ces compétences techniques et son expérience lui permettent de décider du moment adéquat pour la réalisation des travaux qu'il effectue avec une obligation d'optimisation des moyens dont il dispose.

Il procède à la mise à jour des informations nécessaires à la gestion des travaux et missions qui lui sont confiés.

Il peut avoir des contacts réguliers avec des partenaires extérieurs de l'entreprise du fait de ses compétences et capacité techniques dans l'intérêt de l'exploitation comme pour assurer le maintien ou développement de ces capacités.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III ou du niveau II (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole ou aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

#### Niveau II. – Agent de maîtrise

Outre les travaux et missions d'encadrement effectués par l'agent de maîtrise du niveau précédent, à ce niveau l'agent de maîtrise procède aux modifications ponctuelles nécessaires dans l'équipe qu'il encadre afin d'assurer la poursuite des travaux dans les délais fixés.

Il porte une appréciation sur la qualité du travail des salariés qu'il encadre et la communique à la direction.

Il donne des indications sur les évolutions, orientations, besoins de formation professionnelle possibles des salariés qu'il encadre.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles du niveau III ou du niveau II (tels que correspondant à ce jour au référentiel BTS agricole ou aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

## II. – Cadres

La classification des emplois de cadres est établie comme suit :

### Niveau I

Salarié chargé d'une façon permanente de gérer l'ensemble d'un ou des services liés à l'entreprise dans le respect des moyens techniques et budgétaires qui lui sont alloués. Il administre suivant les directives générales et les grandes orientations définies en commun avec l'employeur.

Il prend des décisions opérationnelles qui peuvent avoir des effets directs sur les résultats de l'entreprise ou de l'exploitation. Il exécute des travaux en temps opportun et il s'entoure des compétences nécessaires pour conduire sa mission.

Il définit les indicateurs et tableaux de bord, les analyse et formule les conclusions pour l'amélioration de la bonne marche de l'entreprise.

Pour tenir ce poste, il est nécessaire de justifier d'une expérience dans un poste à responsabilité.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles de niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

### Niveau II

Cadre qui assure seul la bonne marche technique et administrative de l'entreprise. Il peut être membre de l'équipe dirigeante de l'entreprise, c'est-à-dire un mandataire social, un gérant ou une personne nommée par le conseil d'administration.

Il détermine les orientations de l'exploitation et les moyens en personnel et matériel qu'il mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Il prend des décisions qui ont un impact direct et primordial sur la marche globale de l'entreprise, ses résultats, son image et sa pérennité.

Il représente l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et de l'administration.

Il prend les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité et rédige les documents nécessaires.

Ce niveau d'emploi correspond aux référentiels des diplômes agricoles de niveau II (tels que correspondant à ce jour aux référentiels des diplômes d'ingénieurs agricoles).

## III. – Classification des TAM et cadres

CATÉGORIE	CLASSIFICATION EXISTANTE	NOUVELLE CLASSIFICATION		
	Coefficient	Catégorie	Niveau	Echelon
Inexistant	–	TAM	I	1
Chef d'équipe	200	TAM	I	2
Contremaître	225	TAM	II	–
Cadre du 2 <sup>e</sup> groupe	280	Cadre	I	–
Cadre du 1 <sup>er</sup> groupe	350	Cadre	II	–

### b) Article 49

#### *Conditions particulières pour les TAM*

### Niveau I. – Echelon 2

Les TAM niveau I (échelon 2) restent soumis aux conditions de travail et à la rémunération découlant de la convention collective pour les salariés non cadres.

Cependant ils bénéficieront d'une prime annuelle qui ne pourra être inférieure à un 1/2 mois de salaire (moyenne des salaires versés en cours d'année).

c) Article 52

*Prime annuelle TAM niveau II et cadres*

Une prime annuelle sera allouée aux TAM niveau II et aux cadres. Elle sera librement débattue entre les parties ; toutefois le montant de cette prime annuelle ne pourra être inférieur à un mois de salaire brut. »

**Article 6**

*Conditions générales d'exécution applicables à l'article 14  
et à l'article 48 de la convention collective*

Quel que soit le niveau de l'emploi, certaines conditions générales d'exécution peuvent être exigées :

- l'employeur peut demander au salarié de rendre compte de son travail ;
- le salarié peut être amené à exécuter des tâches relevant d'un niveau inférieur à celui de l'emploi qu'il occupe ;
- c'est l'emploi réellement tenu qui détermine le niveau de classification.

La référence aux référentiels des diplômes ne sert qu'à déterminer le niveau des connaissances requises pour tenir l'emploi.

Ces connaissances peuvent avoir été acquises par l'expérience.

Le classement des salariés dans la nouvelle grille ne peut être la cause d'une diminution de la rémunération et de l'ensemble des garanties liées au contrat de travail dont les salariés bénéficiaient antérieurement.

En revanche, la modification éventuelle du coefficient y afférent ne peut être en aucun cas considérée comme une perte d'un avantage acquis.

**Article 7**

Les salaires horaires sont révisables en principe une fois par an au cours du mois de janvier.

A la demande de l'une des organisations signataires, la commission mixte peut se réunir à nouveau au cours de l'année en vue de réviser lesdits salaires.

**Article 8**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011, sauf les dispositions de l'article 16 dont la date reste fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 9**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine.

Fait à Laxou, le 31 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

---

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165110360-000911

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---